



HESPERIA

LIBROS HISPANICOS
ZARAGOZA
ESPAÑA



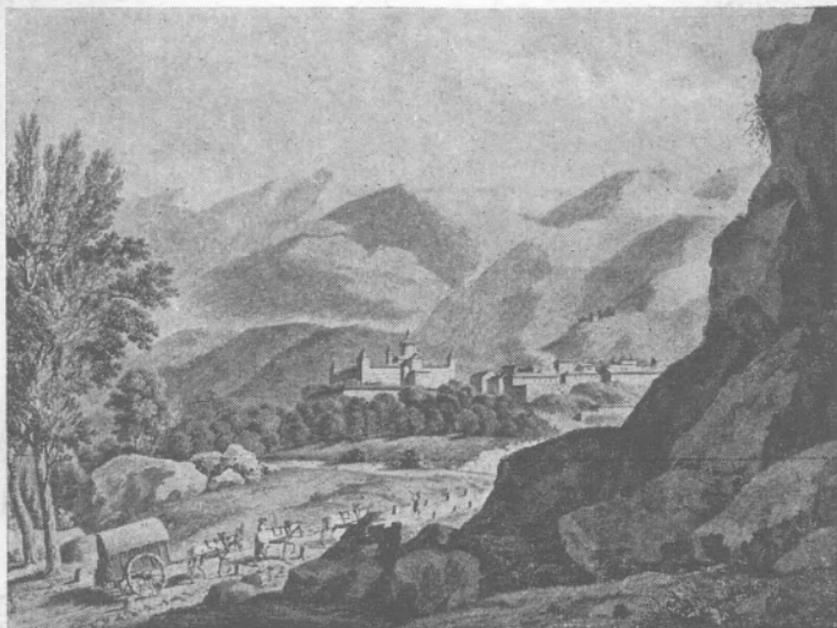
C. 1167005

t. 134205

MAURICE SOULIÉ

LES PROCÈS CÉLÈBRES DE L'ESPAGNE

LES PROCÈS D'INQUISITION. — L'ÉVÊQUE DE ZAMORA.
— LE PROCÈS DE DON CARLOS. — LE PATISSIER DE
MADRIGAL. — LE PROCÈS D'ANTONIO PÉRÈS. — LE
PROCÈS DE JUAN SALA Y SERRALONGA. — AU
COUVENT DE SAINT-PLACIDE. — LE PROCÈS DE
L'ESCURIAL. — LE PROCÈS DE FRANCISCO FERRER.



DU MÊME AUTEUR :

- La grande Aventure. L'épopée du Comte de Raoussset-Boulbon au Mexique** (1850-1854). (Payot, Paris). Ouvrage couronné par l'Académie française. In-8 écu avec 8 illustrations hors texte 15 fr.
- La grande Aventure. Le Roman d'une Parisienne au Canada** (1640-1650). (Payot, Paris). In-8 écu avec 4 illustrations hors texte 15 fr.
- La Reine scandaleuse. Caroline de Brunswick, reine d'Angleterre** (1768-1821). (Payot, Paris). In-8 écu avec 8 illustrations hors texte 16 fr.
- Les journées de février 1848** (Payot, Paris). In-8 écu avec 8 illustrations hors texte 18 fr.
- La mort et la résurrection de M. de la Pivardière** (Perrin). —
- Marie I^{er}, Roi des Sedang** (Marpon).
- L'équipage révolté** (Marpon).
- Autour de l'Aigle enchaîné** (Marpon).
- Les procès célèbres de l'Angleterre** (Payot, Paris). — Le procès du Comte d'Essex. Le procès de Charles I^{er}. Le procès des régicides. L'école du parjure. Le roi Monmouth. Les Assises sanglantes. Warren Hastings. Cecil Rhodes et le raid Jameson. In-8 écu orné de 54 illustrations 20 fr.
- Les procès célèbres de l'Allemagne.** (Payot, Paris). — La grande terreur des procès de sorcellerie. Le procès de la bonne mère. Le procès de Sophie-Dorothee de Hanovre. L'assassinat de Kotzebuc. Les procès de Ferdinand Lassalle. Le procès du Comte d'Arnim. Les procès byzantins. Les procès de la Sainte-Vehme. Le « Putsch » d'Hitler. In-8 écu, avec 8 illustrations hors texte 18 fr.

MAURICE SOULIÉ

LES

PROCÈS CÉLÈBRES
DE L'ESPAGNE

LES PROCÈS D'INQUISITION (1490-1774). —
L'ÉVÊQUE DE ZAMORA (1528). — LE PROCÈS DE
DON CARLOS, PRINCE DES ASTURIES (1568). —
LE PATISSIER DE MADRIGAL (1582). — LE PRO-
CÈS D'ANTONIO PÉRÈS (1592). — LE PROCÈS DE
JUAN SALA Y SERRALONGA (1632). — LE COU-
VENT DE SAINT-PLACIDE (1643). — LE PROCÈS
DE L'ESCURIAL (1808). — LE PROCÈS DE FRAN-
CESCO FERRER (1909).

Avec 16 gravures.



PAYOT, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1931

Tous droits réservés

Premier tirage novembre 1931.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright 1931, by Payot, Paris.



R. 100209

AVANT-PROPOS

L'histoire de la nation espagnole n'est qu'un long roman d'héroïsme et de passion. Passion politique, passion d'amour, passion religieuse, la passion mène le pays par des chemins que la raison ne connaît pas, et après des envolées magnifiques, l'entraîne dans des chutes surprenantes dont il se relève, pour retomber encore suivant le rythme ordinaire de la vie passionnée.

Les grands procès qui sont présentés dans ce volume reflètent cet état d'âme d'un peuple. Ce sont des conflits humains plutôt que politiques.

Ils sont dominés par la haute figure sanglante de l'Inquisition qui fut le pouvoir régulateur du royaume, à côté et souvent au-dessus des rois, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Les procès de don Carlos, d'Antonio Pèrès et du faux roi Sébastien de Portugal évoquent le personnage énigmatique de Philippe II dans le cadre des mœurs chevaleresques et cruelles de cette époque.

Don Antonio de Acuna, l'évêque guerrier de Zamora, est célébré dans les romanceros castillans, à côté de Juan de Padilla, le héros populaire de la guerre des Comuneros contre Charles-Quint, et de la malheureuse reine de Castille, Jeanne la Folle.

Les aventures du brigand légendaire catalan, Sala y Serralonga, et les amours tragi-comiques de Philippe IV sont essentiellement espagnoles.

Le procès de Ferdinand, prince des Asturies, après sa révolte contre son père, en 1808, fait revivre le trio scandaleux du débonnaire Charles IV, de sa brûlante épouse Marie-Louise et de leur astucieux favori, Godoy, Prince de la Paix.

Leur bassesse devant Napoléon I^{er} contraste avec la hauteur d'âme des trop candides partisans du prince des Asturies qui fut Ferdinand VII.

Le procès du grand éducateur Francesco Ferrer, condamné à mort par un Conseil de guerre pour avoir soi-disant participé aux émeutes de Barcelone en 1909, relève des origines de la dernière révolution espagnole. Il sera, sans doute, un des premiers révisés par le gouvernement républicain.

Des figures de femmes qui traversent ces récits, héroïques, amoureuses et douloureuses, contribuent à leur donner la physionomie caractéristique de cette nation passionnée.

Depuis quelques mois, l'Espagne est entrée dans le courant des temps nouveaux, par une convulsion violente et inattendue. Elle vit maintenant dans la fièvre qui suit les grandes agitations. Comment et quand en sortira-t-elle ? Quel équilibre retrouvera-t-elle ? Sera-t-elle capable de se gouverner elle-même après avoir vécu pendant cinq siècles sous un régime despotique ?

Une première expérience, en 1868, n'a pas réussi. Suivant le mot de Ferrer, avant de faire la république, il faut faire des républicains. La nation espagnole est-elle à l'état latent, dans ses couches profondes, au point d'éducation politique que la France a mis plus de 80 ans pour acquérir ? D'autres peuples, dans l'Europe convulsée, font maintenant ce dur apprentissage.

Mais ce qui caractérise si noblement, à toutes les époques de son histoire, l'Espagne héroïque et amoureuse, c'est d'avoir toujours superbement dédaigné les intérêts matériels qui agitent les nations de l'ancien et du nouveau monde.

M. S.

LES PROCÈS D'INQUISITION

(1490-1774)

Il est impossible de parler des grands procès d'Espagne sans débiter par l'Inquisition qui, pendant plus de trois siècles, fut le seul pouvoir judiciaire du royaume. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, tous les procès qui ont trait à l'Etat se rattachent d'une façon quelconque à l'Inquisition.

L'Inquisition d'Espagne est entrée dans le domaine des légendes populaires, légende affreuse de procédures secrètes et de tortures.

La vérité est cependant un peu différente. Quelles que fussent ses atrocités, l'Inquisition espagnole a certaines excuses fondées sur des nécessités d'unité politique et religieuse. Jusqu'au XVI^e siècle, l'Espagne en formation fut violemment divisée entre les chrétiens, les maures et les juifs, en populations à peu près égales. Un gouvernement royal essentiellement catholique jouait son rôle en maintenant, à tout prix, l'unité religieuse et politique. L'Inquisition fut son arme sanglante, qui souvent dépassa le but. Mais sans elle il est probable que l'Espagne n'aurait pas existé.

La procédure de ce tribunal ecclésiastique n'était pas d'ailleurs aussi arbitraire qu'on le croit communément. Les accusés étaient jugés, sinon en toute justice, du moins avec un certain souci de l'établir. Quant aux supplices et aux tortures abominables qu'évoque le mot d'Inquisition, il faut se rappeler que ce mode de procédure était alors usitée dans toute l'Europe pour l'instruction des procès, que les supplices, en Espagne, n'étaient pas plus cruels que dans les autres pays et que les guerres de religion firent périr plus d'êtres humains que dix Inquisitions espagnoles.

La légende de l'Inquisition comporte aussi des anecdotes libertines d'inquisiteurs prenant un plaisir sadique à torturer des femmes avant de jouir d'elles. Mais aucune n'est prouvée, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que quelques-unes ne soient vraies.

L'Inquisition espagnole était venue de France. Le premier tribunal ecclésiastique de cette juridiction avait été fondé au commencement du XIII^e siècle dans la Gaule narbonnaise par Arnaud Amaury, abbé de Citeaux et légat du pape Innocent III.

Il était présidé par le frère Dominique de Gusman, fondateur de l'ordre des Dominicains et composé par douze moines de cet ordre : « pour la recherche et la punition de tous ceux qu'on peut appeler ennemis de l'Eglise catholique et romaine. » Après avoir brûlé quelques centaines d'Albigéois, Dominique installa son tribunal à Toulouse et créa la milice du Christ qui

devait devenir en Espagne les « Familiers de l'Inquisition ».

L'année suivante, le concile de Melun ordonna « d'enfumer toutes les cavernes où des hérétiques se seraient réfugiés », et à la même époque, Frédéric III, empereur d'Allemagne, publiait la constitution de Padoue dans laquelle il déclarait que tous les hérétiques indistinctement seraient condamnés à la peine du feu ou bien à avoir la langue coupée si les évêques jugeaient à propos de leur faire grâce.

La première Inquisition espagnole fut fondée à Lérida en 1233 par l'évêque Bernard et les Dominicains Pierre de Tomènes et Pierre de Cadirote. Le tribunal prononça sa première sentence contre la mémoire de Raymond, comte de Forcalquier et d'Urgel, mort en état d'hérésie. Il ordonna que ses ossements fussent exhumés, brûlés, et ses cendres jetées au vent. La même sentence fut rendue en 1262 contre les restes d'Arnaud, vicomte de Castellon et de Cerdagne, et ceux de sa fille Esmeranda, épouse de Roger, comte de Foix.

Mais le premier véritable autodafe ne fut célébré en Aragon que le 12 mai 1314. Le dominicain Puigcercos, Inquisiteur du royaume d'Aragon, fit brûler ce jour-là plusieurs cadavres auxquels il ajouta six hérétiques vivants. Et jusqu'à sa mort, en 1325, il continua une fois l'an cette aimable cérémonie.

Pendant le Grand Schisme d'Orient, qui dura

trente-neuf ans, au cours duquel la Chrétienté fut divisée entre trois papes et une papesse, l'Inquisition entra en sommeil pour se réveiller en 1440. Le pape unique, Martin V, enjoignit alors au Provincial des Dominicains d'établir à Valence un tribunal qui brûla des Maures, des Juifs et des Vaudois avec tant d'ardeur qu'il put se vanter d'avoir purifié par le feu le royaume de Castille.

Cette Inquisition, dite « ancienne », divisait alors l'Espagne en deux grandes provinces inquisitoriales. La première, sous le nom de province d'Espagne, se composait des royaumes de Castille et de Portugal. La seconde, dénommée province d'Aragon, comprenait l'Aragon, la Navarre, Valence, la Catalogne, le Roussillon, la Sardaigne et les îles Baléares.

Toute l'Andalousie, presque entièrement occupée par les Maures, était encore à l'abri des Dominicains inquisiteurs.

En 1474, Henri IV, roi de Castille, étant mort sans postérité directe, sa sœur Isabelle hérita du trône de Castille, de sorte que son mari Ferdinand réunit les couronnes de Castille, d'Aragon et de Navarre et fonda le royaume d'Espagne.

Mais dès lors l'Inquisition prit le caractère politique qu'elle devait garder jusqu'au xvii^e siècle. Alfonso de Ojéda, prieur du couvent des Dominicains de Séville, et Nicolas Franco, nonce du pape en Espagne, engagèrent Ferdinand le Catholique à faire de l'Inquisition un pouvoir à côté du pouvoir royal en lui

démontrant que son autorité, appuyée sur la religion, ne pouvait triompher des forces hérétiques que par la terreur que leur infligeraient les tribunaux permanents du Saint-Office.

Ils lui faisaient aussi entrevoir les grandes richesses accumulées par les Maures et les Juifs et de quelle utilité serait leur confiscation si l'Inquisition, le Saint-Siège et la Couronne se les répartissaient par tiers, équitablement. En retour des efforts du roi pour établir dans son royaume l'unité religieuse, le cardinal Mendoza, légat de Sixte IV, lui garantissait que le Saint-Siège approuverait tout ce qu'il ferait pour établir en Espagne l'unité territoriale et l'unité politique. Le roi Ferdinand accepta volontiers ce pacte qui fut ratifié par une bulle du pape. La reine Isabelle manifesta quelques scrupules vite apaisés par son confesseur.

A côté de l'Inquisition, Ferdinand institua la Santa Hermandad, confrérie armée, à la fois religieuse et militaire, dont les membres furent d'abord au nombre de quatre mille. Ayant ses lois et ses juges, jouissant de privilèges considérables, ce tiers ordre avait pour but avoué de purger la Castille des brigands qui l'infestaient et, en réalité, celui d'exécuter les ordres de l'Inquisition. Plus tard, le roi l'employa dans ses luttes contre la noblesse du royaume.

Le 4 janvier 1482, Sixte IV, d'accord avec Ferdinand, décréta la permanence des tribunaux du Saint-Office et désigna, sous le nom d'Inquisiteur général,

un chef suprême à l'autorité duquel tous les Inquisiteurs du royaume de Castille seraient soumis. Ce chef suprême fut le célèbre Dominicain Thomas de Torquemada, descendant d'une ancienne famille d'Aragon, prieur du couvent de Sainte-Croix de Ségovie et confesseur de la reine Isabelle. Son fanatisme impitoyable était appuyé sur une grande piété, une parfaite austérité de mœurs et une compétence juridique.

Ce fut le véritable organisateur de l'Inquisition, dont il rédigea, avec les jurisconsultes Jean Guttierrez, de Chaves et Tristan de Médina, la constitution définitive. Mais l'Inquisition était alors un tribunal royal muni d'armes spirituelles, les Inquisiteurs des fonctionnaires royaux, la plupart membres du conseil de Castille. Le cardinal Ximenes de Cisnéros, refusant d'admettre dans le conseil de l'Inquisition un laïque nommé par le roi, Ferdinand V lui répondit : « Ne savez-vous pas que si ce conseil a une juridiction, il la tient du roi ? ». Aussi les papes, redoutant cette extension du pouvoir royal souvent opposé au leur, furent-ils dans plusieurs circonstances les adversaires de l'Inquisition espagnole.

Plus particulièrement instituée dans le but de combattre l'hérésie, l'Inquisition contrôlait aussi les mœurs, surtout l'adultère, les blasphèmes, l'usure, les vols dans les églises, les meurtres, la sorcellerie et la contrebande.

Le premier tribunal de la nouvelle Inquisition fut

constitué à Séville dans le château de Triana où résidait Torquemada protégé par une garde royale. Mais d'autres tribunaux furent bientôt établis à Cordoue, Saragosse, Jaen et Villa Real.

Le roi leur adjoignit un conseil supérieur nommé la « Suprême », composé de théologiens et de juriconsultes. Le Grand Inquisiteur qui présidait la Suprême ne la consultait que pour la forme dans les questions ecclésiastiques, tandis que dans les questions civiles les décisions étaient prises à la majorité des voix.

La procédure était uniforme. Après une proclamation faite en chaire, d'un délai de grâce, pendant lequel quiconque se sentant coupable d'un des crimes prévus par le Saint-Office, se présenterait spontanément et ferait pénitence, serait absous ou préservé de tout châtiment grave, les dénonciations étaient reçues au siège du Saint-Office. Elles étaient tenues secrètes et il était stipulé que les dénonciateurs n'étaient pas punissables s'ils pouvaient établir qu'ils s'étaient trompés de bonne foi. Des qualificateurs, c'est-à-dire des théologiens qui ne faisaient pas partie de l'Inquisition, examinaient ces dénonciations et décidaient si elles étaient justifiées et méritaient une suite. En ce cas, le présumé coupable était arrêté et enfermé dans la prison de l'Inquisition.

L'instruction de son procès se faisait hors de sa connaissance. Il n'était jamais confronté avec les témoins à charge qui ne lui étaient pas nommés. Cepen-

dant, il pouvait récuser d'avance certains témoins, en prouvant qu'ils étaient ses ennemis mortels, et faire citer les témoins à décharge qu'il désirait, où qu'ils fussent, quitte à les faire venir des plus lointaines colonies. Il arriva quelquefois que des accusés utilisèrent ce moyen de retarder leur supplice certain, mais cette attente, les fers aux pieds dans les cachots sombres de l'Inquisition, était-elle préférable à la mort ? Les accusés n'avaient pas le droit d'avoir un avocat, car étant donné qu'ils étaient des ennemis de la religion catholique, il aurait fallu que leur avocat plaidât contre Dieu. Ils étaient seulement autorisés à prendre les conseils d'un juriste qui ne faisait pas partie du personnel de l'Inquisition. Les accusés étaient interrogés dans leur cachot et torturés pour provoquer des aveux.

Les modes les plus usités de la question étaient : l'estrapade, la question de l'eau et celle du feu. L'accusé soumis à la question de l'eau était couché dans une sorte de gouttière, la tête plus basse que les pieds. Le bourreau lui introduisait au fond de la gorge un linge fin mouillé dont une partie couvrait les narines, et versait ensuite de l'eau goutte à goutte de façon à l'empêcher de respirer. Il arrivait souvent qu'à la fin de la question, lorsque le bourreau retirait le linge, il était tout imbibé du sang des vaisseaux rompus par les grands efforts que faisait le malheureux pour trouver sa respiration. Avant d'appliquer la question du feu, le bourreau frottait

les pieds du patient d'huile ou de lard et le plaçait devant la flamme, en sorte que ses pieds se crevasaient par la pénétration de la graisse bouillante. L'estrapade, plus répandue en Europe, consistait en la suspension par une poulie suivie d'une brusque détente qui rompait les tendons du supplicié.

Après des délais variant de six mois à cinq ans, les qualificateurs faisaient la censure définitive des pièces du procès, et les Inquisiteurs, aidés par des scribes, rédigeaient le jugement que l'accusé ne devait connaître que le jour de l'autodafé.

Cependant, l'accusé était quelquefois admis à entendre la lecture de la procédure faite contre lui et à répondre sur certains points. Mais le plus souvent cette licence n'était qu'un piège pour mettre le prisonnier en contradiction avec ce qu'il avait dit dans son premier interrogatoire plusieurs mois ou plusieurs années auparavant.

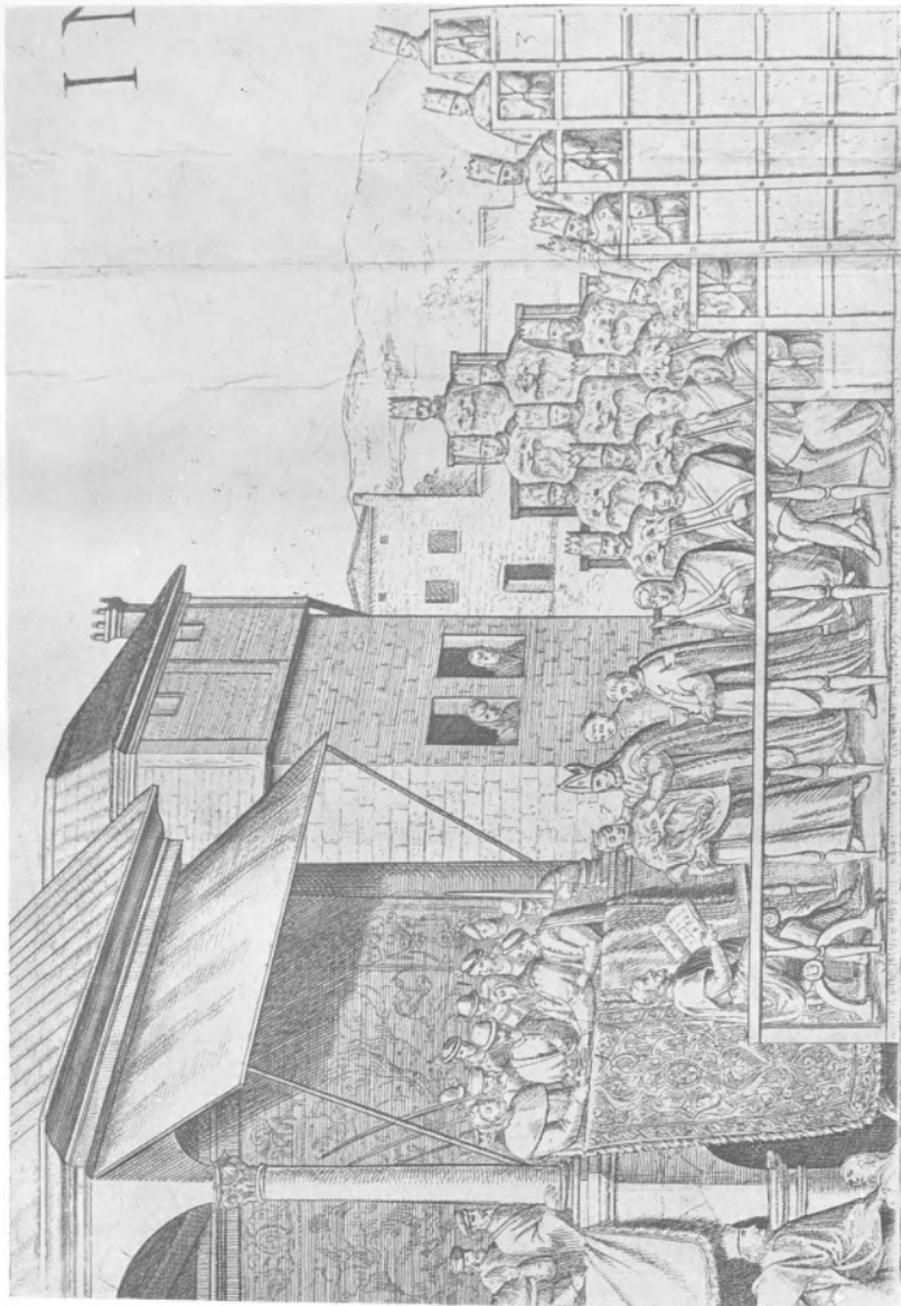
Au premier degré de culpabilité, l'accusé était déclaré suspect *ad cautelam*, et au second degré, *de levi*. En ces deux cas il était admis à prononcer à genoux la formule d'abjuration dans le chœur de l'église et ensuite à faire pénitence suivant les rites habituels.

Les hérétiques suspects *de vehemente* ou impénitents devaient être conduits à l'autodafé pour y entendre leur sentence, soit de « réconciliation », soit de « relaxation au bras séculier », c'est-à-dire leur condamnation à être brûlés vifs, ou étranglés avant d'être

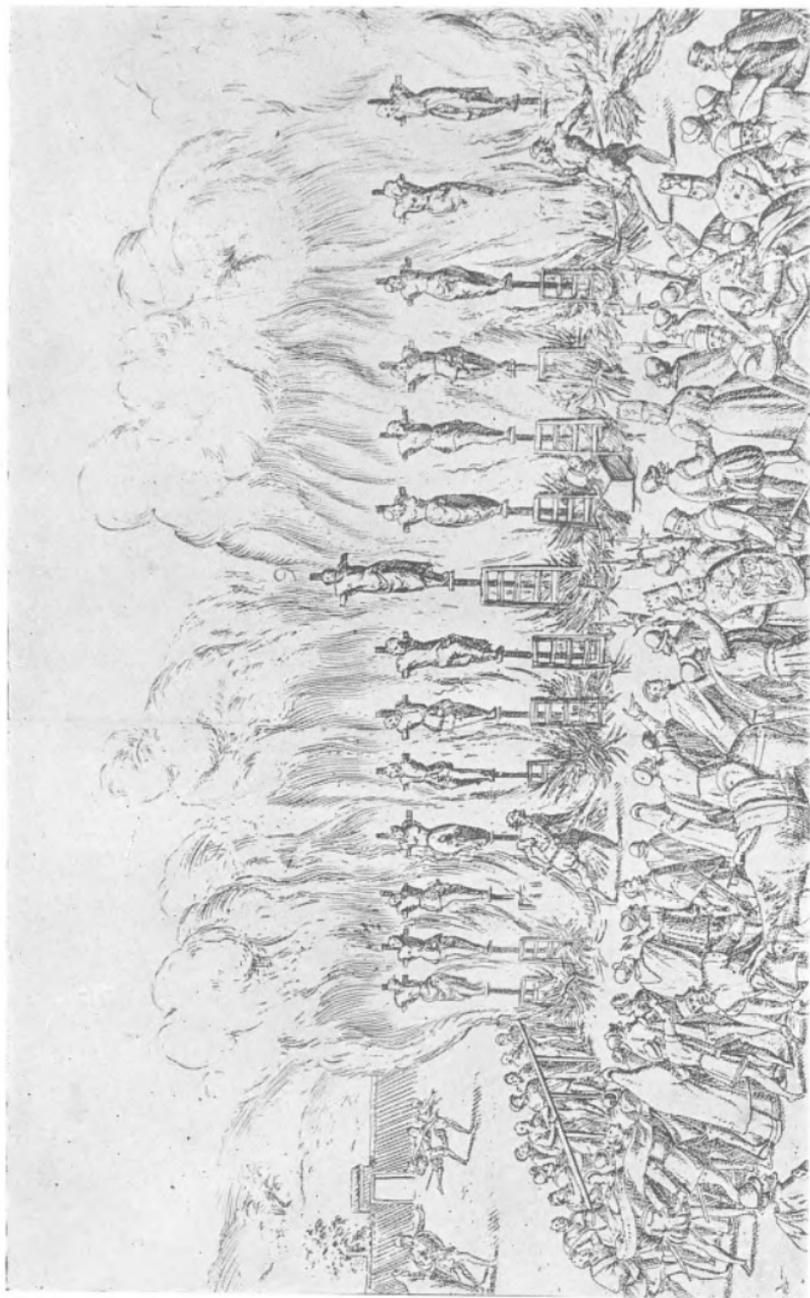
brûlés, que l'Eglise ne devait pas appliquer. Les condamnés étaient alors affublés du san-benito et coiffés d'une mitre en toile grise appelée *coroza*. Le san-benito était une sorte de long scapulaire tombant jusqu'aux genoux, ordinairement de laine jaune. Si le condamné avait abjuré avant sa condamnation, le san-benito ne portait qu'une croix verte sur la poitrine et dans le dos; s'il était violemment suspect et condamné à être étranglé avant d'être brûlé, le san-benito et la *coroza* étaient bariolés de flammes rouges renversées; si le condamné relapse ou impénitent devait être brûlé vif, les flammes étaient droites et des diables rouges les attisaient.

Les réconciliés étaient admis à subir la pénitence suivante :

« Le jour de la Toussaint, aux fêtes de Noël, de l'Epiphanie et de la Chandeleur, ainsi que tous les dimanches de Carême, le réconcilié se rendra à la cathédrale pour assister à la procession, pieds nus, en chemise et les bras en croix. Il y sera fouetté par l'évêque ou par le curé, excepté le dimanche des Rameaux. Le mercredi des Cendres il se rendra aussi à la cathédrale dans le même accoutrement, et il sera chassé de l'église pour tout le temps du Carême pendant lequel il sera obligé de se tenir à la porte et d'assister de là aux offices divins. Mais le jeudi saint, il sera réconcilié, c'est-à-dire admis à abjurer publiquement ses erreurs anciennes. Ensuite, il reprendra sa place à la porte. Il portera toujours sur la poitrine et dans le dos deux croix d'une étoffe différente de celle de l'habit »



FRAGMENT D'UN AUTODAFE. LECTURE DES SENTENCES.
Gravé par Hogenberg, XVI^e siècle.



LE QUEMADERO.
Gravure de Hogenberg, XVII^e siècle.

Ces pénitences, accompagnées ordinairement d'emprisonnement, de confiscation des biens et de dégradation civile, duraient trois ans pour les suspects absous *ad cautelam*, c'est-à-dire sans certitude absolue de culpabilité, cinq ans pour les suspects absous *de levi*, sur un soupçon léger, et sept ans pour les autres.

L'autodafé n'était que la lecture publique aux condamnés de leurs sentences et non pas, comme on le croit communément, les supplices, qui s'exécutaient dans un des faubourgs de la ville, au « Quémadéro ». L'autodafé était une des cérémonies les plus importantes de la vie espagnole. La veille, les familiers du Saint-Office à cheval parcouraient les rues précédés d'un alguazil et de crieurs portant une proclamation qu'ils lisaient à haute voix. Elle se composait de deux articles. Le premier défendait que jusqu'à l'exécution de la sentence prescrite à l'autodafé, personne dans la ville ne fit usage d'armes offensives ou défensives, sous peine d'excommunication majeure; le second interdisait la circulation des carrosses, litières, chaises à porteurs, chevaux ou mules dans les rues où devait passer la procession et sur la place où se dressait l'échafaud. Tout revêtu de drap noir, il se composait ordinairement de deux plates-formes superposées : sur la première on avait préparé un autel, des gradins et une chaise en face de l'autel; sur celle d'en dessous il y avait un carré formé par de petites barrières, et de chaque côté deux pupitres. Tout le

long des rues, sur de petits échafauds de bois en-deuillés, des frères prêcheurs de tous ordres prêchaient en hurlant pour se faire entendre de la foule, dès paroles de circonstances. Sur la place de l'auto-dafé, on avait disposé des gradins couverts de drap noir et garnis de bancs et de chaises loués de douze à vingt réaux. Toutes les maisons étaient ornées de tapisseries et les balcons drapés de velours noir. Un balcon garni de velours et de toile brodée d'argent et d'or était réservé pour le roi, la reine, les princes, les princesses, les grands d'Espagne et les dames de la cour.

A quatre heures de l'après-midi, la procession de la Croix-Verte sortait de la chapelle du Saint-Office. D'abord défilaient toutes les communautés religieuses de la ville, chacun des religieux portant une torche allumée; ensuite les scribes, commissaires, conseillers, qualificateurs, juges et secrétaires du Saint-Office. L'alguazil major et le fiscal tenaient des cierges allumés. Enfin, un frère Dominicain vêtu de velours noir promenait une croix de bois vert couverte de crêpe. Les musiques de la chapelle jouaient le *Vexilla regis*, et la foule répondait aux versets chantés par les religieux. La procession suivant lentement les rues principales, arrivait à la nuit tombée devant l'échafaud, le dominicain qui portait la croix verte symbolique de l'Inquisition la plaçait sur l'autel entre douze cierges allumés; quatre religieux dominicains restaient sur l'échafaud pour la veiller toute la

nuit. Ensuite, le majordome de la confrérie de Saint-Pierre martyr, portant une croix blanche, prenait la tête de la procession jusqu'au Quémadéro, qui était une suite de petits gibets flanqués de quatre statues de plâtre creuses à l'effigie des prophètes, Daniel, Ezéchiël, Jacob et Jérémie. Elles servaient de fours crématoires, pour y jeter les corps des pénitents condamnés à être étranglés avant d'être brûlés.

Le majordome de la confrérie plantait sur un autel élevé devant le Quémadéro la croix blanche qui devait être gardée jusqu'au lendemain par des Familiers de l'Inquisition.

Mais ceci n'était que le prélude. La véritable cérémonie ne commençait que le lendemain matin. Dès le lever du jour, les rues étaient noires de monde lorsque la cloche du Saint-Office sonnait le glas pour annoncer la sortie des prisonniers. D'abord paraissait leur Dominicain portant la croix paroissiale; ensuite, deux files de pénitents, les épaules nues, se flagellaient, puis venait le fiscal du Saint-Office tenant l'étendard de l'Inquisition, de damas rouge avec l'écu noir et blanc de l'Ordre de saint Dominique et les armes royales brodées d'or. Aux deux extrémités, on pouvait lire les versets menaçants: *Exsurge Domine et judica causam tuam, ad diripiendos inimicos fidei.*

Derrière le fiscal défilaient les prisonniers, à douze pas les uns des autres, chacun encadré par deux moines qui l'exhortaient à la pénitence et deux Familiers de l'Inquisition. Ils étaient accoutrés du san-

benito et de la coroza avec des flammes droites ou renversées, suivant qu'ils devaient être brûlés vifs ou étranglés avant d'être brûlés. Les impénitents et les blasphémateurs étaient bâillonnés, les mains liées, les réconciliables, affublés d'un san-benito gris avec deux croix vertes et un bonnet pointu de toile grise. Deux majordomes de la confrérie de Saint-Pierre portaient deux grandes cassettes en nacre garnies de franges d'or qui contenaient les sentences. Le Grand Inquisiteur fermait la procession. Il était vêtu d'une soutane violette avec une ceinture et un mantelet de la même couleur coiffé d'un large chapeau à glands et cordon violet. Il montait un cheval harnaché de violet.

Les prisonniers, placés sur les gradins devant l'autel au premier étage de l'échafaud, entendaient la messe. Un prédicateur leur prêchait longuement, impitoyablement, la contrition.

Après la fin du sermon, le Grand Inquisiteur s'approchait du balcon sur lequel était le roi, la reine, ou leur fils aîné, entourés des plus grands personnages de la cour. Le Grand Inquisiteur portait une croix enrichie de pierreries et un missel dans lequel la formule du serment était manuscrite; il la présentait au roi et la lui lisait tout haut, requérant Sa Majesté de donner au Saint-Office de l'Inquisition toute l'aide nécessaire pour que les hérétiques devastateurs de la religion chrétienne fussent punis et châtiés conformément aux décrets apostoliques et aux canons sa-

crés sans qu'il y eût exception de personne ou omission. »

A quoi le roi répondait : « Je le jure, moi le roi. »

Ensuite, le coadjuteur, après avoir crié trois fois « oïd, oïd, oïd », répétait cette formule à la foule amassée sur la place et le peuple criait : « Nous jurons ».

Alors, les prisonniers descendaient le long d'une échelle sur l'étage inférieur de l'échafaud et se tassaient, un cierge de cire verte à la main, sur la plateforme entourée de barrières. A droite et à gauche le relateur et le scribe de l'Inquisition se postaient devant chacun des pupitres disposés à droite et à gauche et tour à tour lisaient les sentences qu'ils prenaient dans les cassettes.

La lecture durait plusieurs heures. Quand elle était terminée, l'archevêque revêtait ses habits pontificaux et donnait l'absoute solennelle aux réconciliés qui étaient immédiatement reconduits en prison. Les autres, les condamnés à mort, étaient menés jusqu'au Quémadéro. Ceux qui ne pouvaient pas marcher par suite de la torture ou de l'émotion étaient portés dans un chariot à claire-voie jusqu'à leur supplice.

Derrière la croix blanche, étaient disposés les bûchers et les garrots, pièces de bois verticales supportant une planche sur laquelle le condamné était assis adossé au poteau ; au-dessus de sa tête une corde formait un nœud coulant et enserrait le poteau ; elle était munie d'un bâtonnet de bois. Le bourreau pas-

sait la corde autour du cou du patient et la serrait en tournant le bâtonnet plus ou moins rapidement suivant qu'il fallait faire souffrir plus ou moins le condamné. Ensuite, son cadavre était jeté dans un des fours crématoires qui figuraient les quatre prophètes. Pendant ce temps, les condamnés à être brûlés vifs se tordaient dans les flammes et hurlaient de douleur devant le moine qui leur présentait un crucifix. Durant toute l'exécution, les religieux des confréries priaient à haute voix ou chantaient des hymnes. Ceux des Frères de la Merci attendaient que par miracle un condamné pût s'échapper des flammes pour le recueillir, le soigner et le convertir. Le peuple venait là comme aux courses de taureaux.

Les plus sanglantes persécutions du Saint-Office furent exercées contre les juifs, faux convertis, relapses ou hérétiques impénitents, qui constituaient en Andalousie et en Aragon au commencement du xvi^e siècle une population d'environ un million d'âmes. Ils avaient eu leur meilleur temps sous la domination des Maures, depuis le x^e jusqu'au xi^e siècle. Les deux races orientales se ressemblaient sur plusieurs points et leurs religions se toléraient aisément. Ce fut alors pour les juifs d'Espagne la grande époque rabbinique, celle des frères Maïmonides, les célèbres astronomes, du médecin Isaac, des juristes Ben Saruk et Levy Biazsili et du poète Carion ; plusieurs savants israélites résidaient à la cour des rois d'Aragon et de Castille.

Il y eut bien parfois quelques révoltes populaires qui provoquèrent des massacres et des autodafés, particulièrement en Aragon et en Roussillon.

Mais ce ne fut qu'au ^{xiv}^e siècle que les richesses accumulées par les Israélites, leurs habitudes d'usure et le luxe de leurs vêtements suscitèrent l'envie et la haine des Espagnols. On commença alors à faire courir des bruits de cérémonies sacrilèges et de sacrifices d'enfants chrétiens. A Grenade, à Cordoue, leurs quartiers, appelés des aljamas, furent plusieurs fois pillés, des hommes massacrés et des femmes violées.

Dans l'angoisse, le Grand Rabbïn de Grenade Chamastra écrivit pour lui demander conseil au Grand Rabbïn de Constantinople, Prince des juifs :

« Comme frère et comme personne de notre loi, que notre malheur touche également, nous vous faisons part ce de qui se passe ici pour connaître votre avis et pouvoir déterminer d'après lui la conduite que nous avons à suivre. Le peuple d'Espagne a commencé, il y a peu de temps, à exercer contre nous de grandes violences. Il profane nos synagogues, massacre nos enfants, prend nos biens et, ce qui est pire, leur roi nous ordonne d'être chrétiens dans quatre mois ou de sortir du royaume. Envoyez-nous votre opinion sur chacun de ces faits, afin que nous la suivions. Le trouble où nous sommes ne nous permet pas de prendre une résolution. Que le Très Haut Dieu Adonai soit avec vous ».

Le Grand Rabbïn de Constantinople lui répondit :

« Bien-aimé frère en Moïse,

« Ce qui nous semble le meilleur c'est de laisser baptiser les corps et de conserver les âmes fermes dans tout ce qui se doit, en suivant notre Loi. De cette manière vous pourrez vous venger de tous les outrages que l'on vous a fait. Si l'on a profané nos synagogues, faites des prêtres de vos fils et vous profanerez leurs églises. On massacre vos enfants : faites des médecins de vos fils et vous tuerez les leurs. On a pris vos biens faites entrer vos enfants dans les emplois de l'Etat pour qu'ils s'en emparent. Ainsi vous serez tenus en considération.

« Que le Très Haut Dieu Adonaï soit avec vous.

« USSUR, Prince des Juifs. »

Ainsi firent les juifs et le bon saint Vincent Ferrier, dominicain de Valence, put croire en avoir converti trente-cinq mille. Mais d'autres dominicains plus subtils flairèrent les fausses conversions :

« Cette race maudite ne veut pas que ses enfants soient baptisés. Quand ils sont baptisés par ruse, ils se hâtent de rentrer chez eux pour les laver et effacer ainsi les saintes marques du baptême. Ils font leur cuisine avec de l'huile au lieu de graisse, ne mangent pas de porc, observent leurs fêtes juives. Ils mangent de la viande en Carême et achètent de l'huile pour remplir les lampes de leurs synagogues. Ils préfèrent gagner de l'argent par le trafic auquel ils s'enrichissent que par le travail manuel. Ils se considèrent comme au temps où ils étaient exilés chez les Egyptiens qu'il

leur était ordonné de par leur loi de tromper. Par leur damné commerce ils deviennent très riches et épousent les filles des chrétiens nobles. »

Alphonse de Ojéda et Nicolas Franco conseillèrent à Ferdinand V de les expulser en gardant leurs immenses richesses. Ferdinand le Catholique, « qui n'avait pas beaucoup de vertus », n'aurait pas demandé mieux que de remplir ainsi son trésor, mais la reine Isabelle repoussa la tentation jusqu'à ce que son premier confesseur, Fernand de Talavéra, fût remplacé par Thomas de Torquemada. Les rois catholiques firent alors publier l'édit suivant :

« Vous savez et vous devez savoir que nous avons été informés qu'il y a dans notre royaume quelques faux chrétiens, qui judaïsent ou profanent notre Sainte Foi Catholique, ce dont la cause principale est la communication des juifs avec les chrétiens. C'est pourquoi, nous avons ordonné dans les Cortès que nous avons tenus à Tolède, l'an dernier, quatorze-cent quatre-vingt-neuvième de notre ère chrétienne, qu'on séparât les juifs dans toutes les villes et seigneuries de nos royaumes, qu'on leur donnât des juiveries et des endroits fermés où ils pourraient vivre dans leurs péchés et isolés, en proie à leur remords. Nous avons aussi voulu ordonner que l'on fit inquisition dans nos royaumes, et cette inquisition a fait découvrir de nombreux coupables, et un grand dommage pour les chrétiens que les juifs essayent par toute espèce de moyens de détourner de notre Sainte Foi Catholique.»

Dès lors, relégués aux faubourgs des villes, dans leurs aljamas, dont les portes devaient être fermées du coucher du soleil jusqu'à l'aube, ils vécurent en parias. Défense de sortir de leurs maisons pendant la Semaine Sainte, défense de se baigner excepté certains jours qui leur étaient assignés, de monter à cheval, d'occuper les emplois de médecin, de boucher, de cabaretier, de boulanger : de porter des vêtements d'étoffe de velours ou de soie, et seulement des sarraux uniformes de toile grise au dos desquels était cousue une bande d'étoffe jaune. Les tribunaux ne devaient pas demander le serment aux juifs et leur interdisaient de prendre pour l'intérêt de l'argent plus du sixième de la valeur prêtée : les juifs baptisés n'avaient pas le droit de fréquenter leurs anciens coreligionnaires sous peine de vingt coups de fouet. Défense aux marchands de fruits de leur permettre de rien toucher dans les paniers. Comme les lépreux, ils devaient indiquer du bout du doigt ceux qu'ils voulaient acheter sans y porter la main.

Le 17 septembre 1480, l'Inquisition de Séville publia un édit qui ordonnait à toute personne de dénoncer les judaïsants, et les dénonciations furent si nombreuses, que l'Inquisition dut augmenter ses scribes et transporter ses prisons du couvent de Saint-Paul à la forteresse de Triana. Les faux convertis étaient trahis par leurs coutumes de porter des vêtements plus propres, le jour du Sabbat, de s'éclairer avec de l'huile, de se laver le corps dans de

l'eau chaude, et quand ils étaient malades de se tourner le visage contre le mur.

En 1483, le pape Sixte IV nomma Thomas de Torquemada Inquisiteur général, et lui donna tout pouvoir d'établir la constitution du Saint-Office.

Le 5 janvier suivant, il y eut un autodafé où six accusés furent étranglés et brûlés, et dix-sept au mois de mars. Le 4 novembre de la même année plus de trois cents avaient péri et dix-sept cents autres avaient été réconciliés, c'est-à-dire condamnés à la confiscation de leurs biens et à des pénitences de plusieurs années.

Le meurtre de l'enfant de la Guardia, en 1490, fut une des causes déterminantes de l'expulsion des juifs qui devait être édictée deux ans après pour le plus grand dommage de l'Espagne.

Au mois de juin 1490, un juif soi-disant converti et baptisé, nommé Bénito Garcia, tisseur de laine, voyageant pour son commerce, s'arrêta dans une auberge du village d'Astorga, en Aragon. En montant dans sa chambre, il oublia son sac dans la salle commune. L'aubergiste et des gens du pays l'ouvrirent et y trouvèrent une hostie. Ils crièrent au sacrilège, s'emparèrent du juif, lui mirent une corde au cou et le traînèrent devant le proviseur d'Astorga, don Pédro de Villega, qui exerçait les fonctions d'agent du Saint-Office. Villega demanda des explications à Bénito Garcia qui déclara ne pas savoir d'où venait l'hostie trouvée dans son sac. Le proviseur commença par lui

faire donner deux cents coups de fouet et ensuite ordonna qu'on lui appliquât la question de l'eau.

Bénito Garcia avoua dès la première pinte qu'il était un juif judaïsant et qu'il avait commis plusieurs sacrilèges, entre autres celui de cracher sur l'hostie au passage du Saint Viatique. Il nomma trois de ses coreligionnaires, Mosé Franco, Yucé Franco, et leur père Câ Franco. Câ Franco, vieillard de quatre-vingts ans, et son fils Yucé, furent arrêtés sous l'inculpation d'avoir essayé d'entraîner Bénito Garcia à abandonner la foi catholique et de le ramener au judaïsme. Conduits à Ségovie, ils furent jetés dans les cachots du Saint-Office. Là, Yucé Franco tomba malade et demanda un médecin juif pour « pleurer avec lui et lui dire les choses que disent les juifs quand ils vont mourir ».

On lui envoya un moine dominicain Fray Alonso Enriquez, déguisé en médecin juif sous le nom de Rabbi Abraham. Yucé s'ouvrit à lui en toute confiance et comme il ne connaissait pas le motif de son arrestation, lui conta qu'il avait probablement été arrêté pour le meurtre d'un enfant chrétien tué à la manière d'Otohis, qui est un des noms donnés au Christ. Le dominicain épouvanté rapporta cet aveu sensationnel au Grand Inquisiteur Thomas de Torquemada, alors résident au monastère de la Sainte-Croix de Ségovie, dont il était prieur. Torquemada ordonna que Yucé Franco fût transporté dans les prisons du Saint-Office et d'en informer les Inquisiteurs de Ségovie. Cette mesure fut suivie de l'arrestation des deux

frères Garcia, Franco et Alonso, marchands de céréales dans le bourg de la Guardia.

Le 18 janvier 1491, Yucé comparut pour la première fois devant le Saint-Office. Il raconta qu'étant allé à la Guardia pour acheter du blé afin de fabriquer du pain azyme, il avait rencontré Alonso Garcia qui lui avait demandé pourquoi il mangeait du pain non levé. Il avait répondu que c'était pour commémorer la délivrance des enfants d'Israël, captifs en Egypte.

Alonso lui dit alors qu'il regrettait d'avoir abjuré la foi de ses pères et que, pour expier sa faute, il avait, avec d'autres juifs christianisés, crucifié un enfant chrétien le vendredi saint, de la même façon que les juifs avaient crucifié le Christ.

Le fiscal prépara immédiatement son rapport et le procès contre Yucé Franco s'ouvrit le 17 décembre 1491.

Le réquisitoire accusait Yucé d'avoir voulu faire du prosélytisme juif et d'avoir participé au meurtre d'un enfant chrétien, le vendredi saint. Ensuite, d'avoir donné une hostie à des juifs sorciers pour qu'ils fissent des enchantements contre les chrétiens. Il demanda de déclarer Yucé Franco malfaiteur hérétique, destructeur de la loi chrétienne, de le condamner à toutes les peines prescrites par le Canon et qu'il fût ensuite livré au bras séculier. Il pria les révérends Inquisiteurs de procéder contre l'accusé : *Simpliciter et de plano et sine estrepitu judicii*, c'est-à-dire le plus rapidement possible.

Ayant connu cet acte d'accusation, Yucé Franco déclara que c'était le plus grand mensonge du monde.

Le fiscal riposta en demandant au tribunal de recevoir les preuves qu'il avait préparées pour les présenter. La Cour demanda à Yucé s'il voulait être aidé d'un conseil et l'accusé ayant répondu oui, la Cour lui adjoignit le bachelier Sance et le licencié Juan de Pontigo qui prêtèrent le serment d'usage.

Le notaire de l'Inquisition donna alors aux défenseurs une copie de l'acte d'accusation et leur laissa neuf jours pour préparer leurs défenses.

Cependant, Yucé, peu content de ces défenseurs désignés d'office, demanda à la Cour qu'on lui donnât un autre avocat-conseil de son choix, nommé Martin Vasquez. Le tribunal y consentit et, huit jours après, Vasquez lui présenta une réfutation écrite de l'acte d'accusation, en trois points :

1^o L'accusation est vague, ne précise pas à quelle date et où l'enfant a été crucifié.

2^o Quant à avoir fait du prosélytisme juif, l'âge de son client, la nécessité où il était de travailler durement, son manque absolu de connaissance religieuse, rendent l'accusation bien improbable. S'il a répondu aux questions d'Alonso Garcia, c'est en toute bonne foi.

3^o Les témoins doivent préciser, où, quand, avec qui et comment Yucé a commis le crime dont on l'accuse, sinon il convient de le relâcher en le déclarant innocent et de lui rendre ses biens.

La Cour commanda de faire faire une copie de cette réponse pour la transmettre au fiscal en lui assignant trois jours pour l'examiner et fournir les preuves qu'il avait annoncées.

Six mois après, le fiscal n'avait aucune preuve à fournir, et Yucé était toujours en prison sans avoir été torturé. Ce qui est explicable seulement par le désir qu'avait Torquemada de connaître tous les tenants et aboutissants de cette grave affaire et pour cela de ne rien brusquer.

Il préféra procéder par ruse en faisant enfermer Bénito dans une cellule placée sous celle de Yucé, à qui, sur sa demande, il avait fourni une guitare. Yucé, qui s'ennuyait, cherchait à se distraire en chantant des cantilènes israélites. Bénito l'entendit, par un trou dans le plancher, qui avait d'ailleurs été pratiqué par le geôlier, sur l'ordre de Torquemada. Il appela son compagnon de captivité et lui dit d'abord :

« Juif, pouvez-vous me donner une aiguille ? »

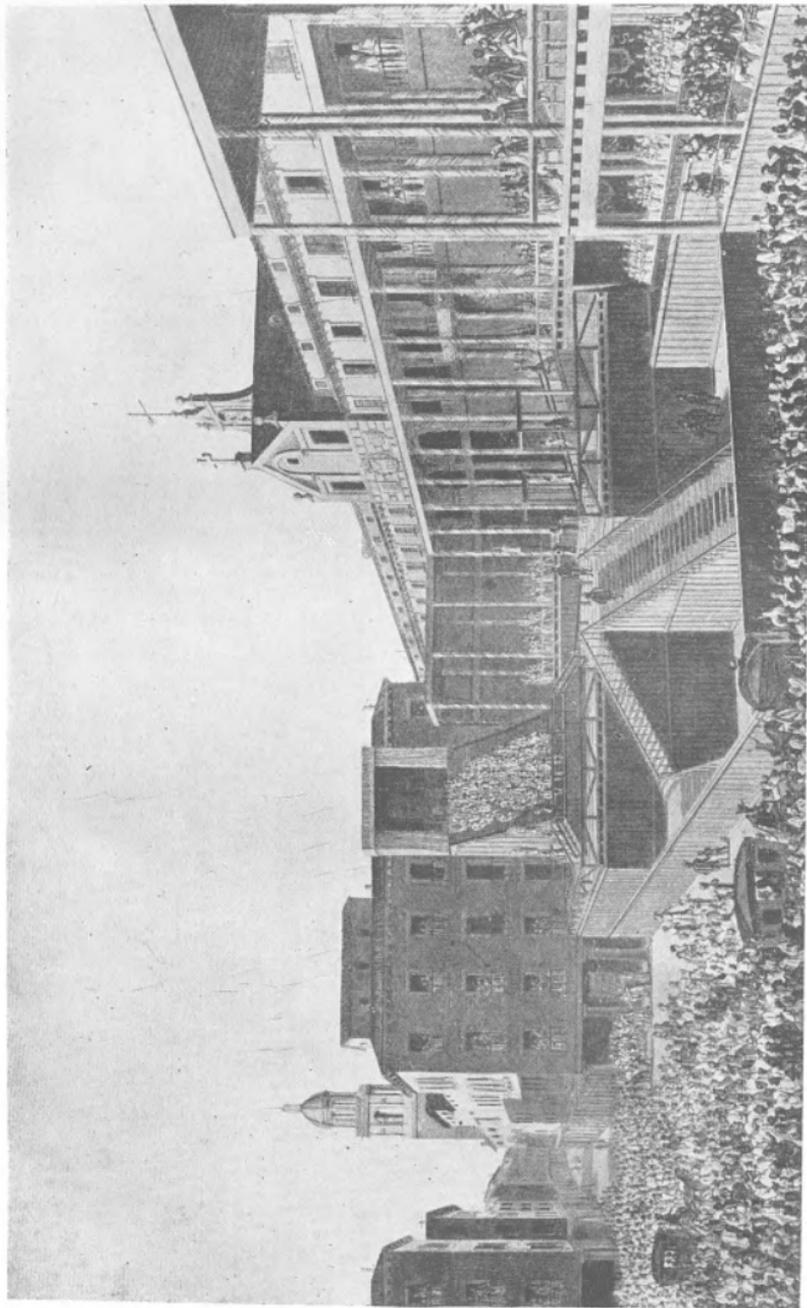
Yucé lui répondit qu'il n'en avait pas et la conversation s'engagea.

Au bout de quelques jours, Bénito, entrant en confiance, lui dit qu'il ne savait pas exactement pourquoi il était arrêté et que tous ses malheurs lui venaient en punition d'avoir abandonné la foi de ses pères.

Quelques jours après, il raconta à Yucé que son frère Mossé et un nommé Tazarté, médecin juif, lui avaient demandé de lui procurer une hostie et qu'ils

avaient fait un enchantement avec cette hostie et le cœur d'un enfant chrétien. Le 8 juin, Yucé, appelé devant les juges, leur répéta ce que lui avait dit Bénito. Et ensuite probablement sous menace de torture, il promit de dire tout ce qu'il savait si on lui garantissait le pardon pour son vieux père et lui. On le lui accorda avec l'intention bien arrêtée de ne pas le lui donner suivant un des préceptes du Code inquisitorial de Nicolas Eymeric.

Yucé eut alors la naïveté de raconter que trois ans avant, il était descendu dans une cave creusée près de la route de la Guardia à Desberrios, dans la vallée de la rivière Escorchon, et qu'il y avait trouvé son père, son frère Mossé, le physicien Tazarté et un mendiant nommé David Peréjon, les trois derniers morts depuis, Bénito Garcia, Juan de Ocana, et les trois frères Garcia. Alonso lui avait montré un cœur qu'il disait être celui d'un enfant chrétien fraîchement tué, et ensuite une sainte hostie. Il les enferma dans une boîte en bois qu'il donna à Tazarté. Celui-ci l'emporta en disant qu'il allait faire un enchantement afin que les Inquisiteurs ne puissent plus tourmenter les Juifs sous peine de devenir enragés. Il se rappela encore avoir entendu Alonso dire qu'il avait sacrifié avec ses frères un autre enfant chrétien et que Bénito avait apporté au rabbin de Zamora, qui était magicien, une hostie enveloppée dans un parchemin attaché avec de la soie. C'était en accomplissant cette mission que Bénito avait été arrêté à Astorga.



UN AUTODAFE A VALLADOLID. XVII^e SIÈCLE.
Gravure de l'époque.



CHARLES-QUINT.
Gravure de l'époque, par inconnu.

Le vieux Ça Franco fut appelé ensuite devant le tribunal. Quand il connut les déclarations de son fils, il les confirma et ajouta qu'un enfant chrétien avait été en effet fouetté, flagellé, injurié et crucifié par les juifs, à l'instar de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et qu'il avait vu son fils Yucé fouetter l'enfant. Yucé appelé aussitôt, déclara que son père faisait erreur, que c'était tous les autres juifs faux convertis qui avaient fouetté l'enfant, lui avaient craché à la figure et l'avaient couronné d'épines avant de le crucifier. Alonso lui avait alors ouvert les veines et fait couler le sang dans un chaudron. Ensuite, son frère Juan lui avait donné un coup de couteau dans le côté gauche et lui avait arraché le cœur. Quand l'enfant fut mort ils le décrucifièrent. Juan le prit par les bras et Alonso par les jambes. Ils le portèrent hors de la cave et l'enterrirent dans un trou sur le bord de la rivière Escorchon. Alonso garda le cœur jusqu'au lendemain matin et le donna à Tazarté avec l'hostie consacrée.

Quand on lui demanda d'où venait l'enfant martyr, Yucé répondit qu'il avait entendu dire qu'un enfant de Valence avait disparu dans une vigne, mais que, les frères Garcia qui voyageaient avec des camions pleins de tonneaux pour leur commerce pouvaient avoir volé un enfant sur les routes. Le 28 juillet 1492, il répéta son récit en ajoutant que les frères Garcia se plaignaient d'avoir épousé des femmes chrétiennes qui ne voulaient pas que leurs enfants furent circoncis qu'ils célébraient en secret les fêtes juives, achetaient

de l'huile pour la synagogue et avaient donné de l'argent au mendiant Paréjon pour qu'il leur apportât de Ségovie une trompette dans laquelle ils avaient soufflé, suivant les rites, le jour de la fête des Tabernacles.

A cause de certaines incertitudes et obscurités dans ce procès, quelques historiens ont cru pouvoir dire que Yucé avait menti et que ses aveux lui avaient été suggérés. Mais alors, pourquoi tous les autres juifs, contre-examinés et confrontés plusieurs fois, avaient-ils dit les mêmes choses que Yucé? Sur quoi s'appuyait d'ailleurs le fiscal pour l'accuser d'avoir crucifié un enfant avant qu'il n'en eût parlé à personne? Sans doute faut-il croire que Bénito avait bien jasé avant de connaître Yucé et qu'il avait été placé près de lui pour provoquer ses aveux.

Cependant, le 24 septembre, Bénito fut mis à la torture pour la première fois, mais sa déposition n'apporta aucun fait nouveau, excepté que les pieds et les mains de l'enfant avaient été cloués sur la croix et qu'il avait été saigné. Il chargea encore Yucé en rapportant qu'il avait dit que le christianisme était une bouffonnerie. Juan de Ocana, arrêté et torturé, dit que l'enfant était le fils d'un certain tonnelier de Quintana et que Yucé et son père l'avaient apporté dans la cave, attaché sur un âne. Le fiscal put alors faire son rapport en donnant toutes les preuves désirables. Yucé essaya encore de nier qu'il eût participé à la crucifixion et réclama le bénéfice du pardon qui lui avait été promis. A quoi le fiscal répondit en de-

mandant qu'on lui appliquât la torture, pour l'obliger à répondre aux trois questions suivantes : D'où venait l'enfant ? Qui l'apporta dans la cave ? Qui avait commis le meurtre ?

Yucé protesta qu'il ne savait rien de tout cela. Les Inquisiteurs déplorant son entêtement, appelèrent le bourreau Diego Martin, qui l'attacha sur le chevalet. Ils lui déclarèrent que s'il avouait la vérité, il serait traité humainement, sinon, qu'il serait responsable de la rupture de ses membres ou même de sa mort. Yucé inventa alors des réponses si absurdes qu'il était impossible d'en tenir compte. Son avocat-conseil l'abandonna parce qu'il n'était pas compatible avec ses devoirs envers Dieu qu'il continuât à défendre un hérétique convaincu.

Le fiscal ayant demandé à la Cour de prononcer la sentence, l'Inquisiteur président déclara le procès terminé et convoqua les accusés sous trois jours pour entendre leurs sentences.

Le 16 novembre, l'autodafé fut célébré sur la place du marché d'Avila. Les cinq condamnés vivants et les trois décédés, en effigie, s'alignèrent sur l'échafaud et le notaire du Saint-Office lut leurs sentences après avoir refait le sommaire de la cause. Tous les huit furent condamnés à être brûlés vifs et remis au bras séculier représenté par le corrégodor d'Avila et ses alguazils, qui les saisirent et les menèrent au Quémadéro. Bénito, seul, eut la faveur d'être étranglé avant d'être brûlé; Yucé et son vieux père ayant

refusé de faire le signe de croix furent tenaillés avec des pincettes rougies avant d'être brûlés à petit feu.

La population d'Avila se montra tellement surexcitée contre les juifs que l'aljama d'Avila fut menacée de destruction et demanda protection au roi Ferdinand qui la lui accorda.

Trente ans après, un juif riche, de Ribeira, se vanta d'avoir payé le meurtre de l'enfant de la Guardia. Il fut arrêté et brûlé. Une question qui se pose est encore celle de savoir si la crucifixion de l'enfant fut un meurtre rituel ou une cérémonie magique. La saisie de l'hostie consacrée dans le sac de Bénito Garcia ferait plutôt croire à une opération de magie.

En tout cas, le culte du saint enfant de la Guardia se développa rapidement. Plusieurs chapelles furent élevées en son honneur. Dans la cave où il avait été crucifié un autel fut élevé et, quelque temps après, une église bâtie au-dessus. Une autre chapelle fut construite sur la place où l'enfant avait été enterré, au dire de Yucé.

Les habitants de la Guardia le prirent pour leur saint patron. Sa canonisation fut plusieurs fois demandée à Rome.

L'horreur que souleva ce crime et l'exécration qui en redoubla contre les juifs furent un des motifs qu'invoqua Torquemada pour demander au roi Ferdinand leur expulsion en masse.

Cependant, Torquemada exagéra son zèle brûleur de telle sorte que le pape Alexandre VI le fit venir à

Rome pour lui adresser de sérieuses remontrances, et plus tard lui adjoignit quatre coadjuteurs qui étaient en réalité des surveillants.

La population espagnole commençait aussi à se lasser des supplices ordonnés par Torquemada. Il entendait gronder autour de lui la haine et il aurait sans doute été assassiné comme son confrère Arbuës, l'Inquisiteur d'Aragon, si le roi Ferdinand ne lui avait octroyé une garde personnelle de deux cents hommes à pied et de soixante cavaliers allemands.

Son fanatisme catholique n'excluait d'ailleurs pas la superstition et il avait sur la table de son cabinet une corne de rhinocéros qui avait, dit-on, la propriété de rendre inoffensifs les poisons, rien que par sa proximité. Il mourut saintement à soixante-quatorze ans après avoir fait brûler un peu plus de huit mille personnes, torturer, ruiner, emprisonner et pénitencier environ cent mille.

Après lui, son successeur Valdès, appuyé par le roi Philippe II, présida quelques beaux autodafes où furent brûlés et pénitenciers principalement des luthériens plus ou moins convaincus d'appartenir à la nouvelle hérésie. Parmi eux, il y eut quelques grands bourgeois, des femmes et des jeunes filles appartenant à la grandesse d'Espagne, un prélat illustre, Carranza, l'archevêque de Tolède, prédicateur et confident de Charles-Quint, qui, après avoir combattu l'hérésie nouvelle pendant vingt ans, publia un catéchisme

qui « sentait le fagot ». Il ne l'évita que grâce à l'intervention du pape Alexandre VI.

Sur la fin de son règne, Philippe II, qui commençait à s'inquiéter de la puissance des Inquisiteurs, porta le premier coup à l'Inquisition en l'obligeant à réviser et annuler le procès d'une jeune fille de haute naissance, Marie de Bohorque, qui avait été torturée et brûlée comme hérétique.

Les successeurs de Philippe II, tout en autorisant quelques autodafés, continuèrent à affaiblir l'Inquisition en lui donnant tort dans toutes ses dissensions avec le pouvoir civil. En 1707, Philippe V, arrière-petit-fils de Louis XIV, quand il fut nommé roi d'Espagne, refusa d'assister à un autodafé qu'on lui offrait parmi les fêtes du couronnement. L'Inquisiteur d'alors, Juan de Mendosa, faillit en mourir de colère, mais dès lors l'Inquisition entra en agonie.

Un de ses derniers ressauts fut le procès tragique d'un Marseillais, Michel Maffre des Rieux, qui s'était établi à Madrid pour y faire un commerce d'étoffes. Le brave garçon, imbu de la philosophie naturaliste répandue par Jean-Jacques Rousseau, prétendait n'avoir d'autre religion que celle de la nature. En France, au xviii^e siècle personne n'y aurait vu de mal. Mais l'Espagne n'en était pas encore là. Michel Maffre des Rieux, en bon Marseillais, développait ses théories à haute voix dans les auberges, les cafés et sur le Prado, malgré les avertissements de quelques personnes charitables, si ingénument qu'un beau matin,

il fut arrêté et enfermé dans la prison de l'Inquisition. D'ailleurs, la cellule était confortable et le moine qui l'interrogea s'y prit avec tant de persuasion que Michel des Rieux manifesta l'intention de se convertir au catholicisme à condition qu'on lui rendit la liberté de vaquer à ses affaires.

On lui envoya un théologien. Au bout de quelques jours il se déclara convaincu et prêt à abjurer solennellement la religion naturelle au profit de la catholique. Il se croyait hors d'affaire. Mais l'Inquisition ne lâchait pas si aisément sa proie. Quatre mois après, il était encore en prison et s'impatientait quand on vint lui annoncer qu'il était admis à la réconciliation. Le surlendemain, deux Familiers, accompagnés d'un bourreau, entrèrent dans sa cellule : le bourreau le déshabilla, l'affubla d'un san-bénito de toile grise orné d'une croix de Saint-André rouge par devant et par derrière. Sur la tête, on lui mit une mitre en carton, une corde de genêts autour du cou, un cierge de cire verte à la main. Ainsi accoutré, on le conduisit devant le tribunal du Saint-Office. La salle était remplie de monde, religieux, grandes dames et hauts seigneurs qui étaient venus voir la « réconciliation » annoncée la veille par les crieurs de l'Inquisition.

Des Rieux, d'abord stupéfait, entra dans une violente colère, refusa de répondre aux Inquisiteurs et leur prodigua du plus pur accent marseillais quelques dures vérités.

Il fallut le ramener dans sa cellule et, pour l'effrayer, on lui annonça qu'il allait être prochainement brûlé. Des Rieux, affolé, perdit la tête, supplia qu'on ne lui fit pas trop longtemps attendre son supplice. Un matin, on le trouva étouffé par un linge qu'il s'était fourré dans la gorge... à moins qu'on ne le lui eût fourré... Il laissait une prière manuscrite, à Dieu « auteur de la nature humaine, être essentiellement pur » pour lui recommander son âme « avant de quitter le séjour des bêtes féroces qui ont usurpé le nom d'hommes ». Il avait signé « L'Homme de la Nature ».

Après lui, quelques sorciers et religieuses soi-disant possédées par des démons furent brûlés ou pénitencés.

En 1808, Napoléon I^{er} abolit officiellement l'Inquisition. Ferdinand VII essaya de la faire revivre quinze ans après. Mais la bête était bien morte et le dernier Grand Inquisiteur, trente-troisième de la charge, donna sa démission trois semaines après sa nomination.

L'EVEQUE DE ZAMORA

(1528)

Don Luis de Acuna y Osorio, étant entré dans les ordres après la mort de sa femme dona Aldonga de Gusman, était devenu abbé de Valladolid et puis évêque de Ségovie et enfin mourut en l'année 1495. Il avait un fils qu'il engagea dans la carrière ecclésiastique, malgré la violence de son caractère. A vingt ans, don Antonio de Acuna était archidiaque de Valpuesta lorsque, par son intransigeance, il encourut la disgrâce des souverains catholiques Ferdinand et Isabelle. Il partit pour Rome, alla rejoindre le pape Jules II, qui était aussi peu «d'Eglise» que lui, et trouva sa vraie vocation en faisant, aux côtés du pape guerrier la campagne contre le roi de France Louis XII. Pour le récompenser de ses hauts faits militaires, Jules II le nomma évêque de Zamora, en Espagne, sans demander l'avis de Ferdinand le Catholique, auquel il était enchanté de trouver cette occasion de faire pièce.

Ferdinand riposta en défendant au doyen et au chapitre des chanoines de Zamora de laisser l'évêque

élu par le pape s'installer dans le fauteuil épiscopal, Don Antonio de Acuna réunit une troupe de mercenaires, les campa dans le village de Fuenteseco, qui relevait du diocèse de Zamora et fit son entrée solennelle dans l'église métropolitaine.

Le roi se piqua au jeu et envoya une escouade d'alguazils, commandés par l'alcade de casa y corte, don Rodrigo Ronquillo, qui habitait Zamora.

Don Ronquillo commença par répéter aux chanoines l'ordre du roi de ne pas laisser le nouvel évêque entrer dans le chœur. Le lendemain matin, sa maison fut assiégée par les trois cents mercenaires de l'évêque et comme Acuna le menaçait de l'enfermer en mettant le feu à la maison, il préféra se rendre prisonnier et fut enfermé dans la forteresse de Hermosillos. Ferdinand envoya encore à Zamora un autre alcade, nommé Hermano Gomez, cette fois avec une compagnie de cavalerie et une couleuvrine, pièce d'artillerie qui tirait vingt-quatre livres de plomb. Acuna, à la tête de ses mercenaires et d'une partie de son clergé, s'avança à la rencontre de la troupe d'Hermano Gomez, l'attaqua et l'obligea à se disperser. Le conseil de Castille décida alors bon gré, mal gré, de laisser le terrible évêque exercer l'épiscopat dans son diocèse. Mais le roi Ferdinand était plus tenace et jamais à court de perfidie. Feignant de se concilier le belliqueux prélat, il le chargea d'une ambassade en Navarre auprès de Jean d'Albret et fit en sorte que d'Albret le prit pour un espion et le retint prisonnier.

Après quelques mois, comme il ne savait qu'en faire, d'Albret le remit entre les mains du duc de Longueville, qui était venu avec des troupes françaises au secours du Béarn. L'évêque fit le coup de feu à côté du duc jusqu'à ce que la Navarre fût réunie à la couronne de Castille. Il revint ensuite à Zamora, pour se reposer dans son fauteuil épiscopal.

Entre temps, Ferdinand V était mort et son petit-fils Charles-Quint lui avait succédé. Don Acuna commençait à s'ennuyer parmi ses chanoines lorsqu'éclata le grand mouvement populaire connu dans l'histoire d'Espagne sous le nom de révolte des comuneros.

Dans les xv^e et xvi^e siècles, jusqu'au règne de Ferdinand le Catholique, l'autorité royale était contrebalancée par la puissance des grandes villes d'Espagne : Burgos, Cordoue, Séville, Tolède, Valladolid, Toro, Zamora, Salamanque, Guadalajara, Madrid, Cuenca, Jaen et Valence. Régies par des franchises que les rois de Castille leur avaient données en échange de leurs bons services sous forme de contributions en argent et en hommes, elles se gouvernaient plutôt comme des républiques que comme les grandes cités d'un Royaume. Les élections municipales étaient complètement libres. Le roi ne pouvait entrer dans aucune de ses villes sans la permission de l'aguntamiento, c'est-à-dire du conseil municipal. Chaque ville avait le droit d'envoyer plusieurs députés aux Cortès du royaume. La plupart des nobles, « Ricos Hombres, c'est-à-dire les hommes ri-

ches », étaient en difficultés avec le pouvoir royal, et soutenaient les comuneros. Enfin, les trois grands ordres militaires de Santiago, Calatrava et Alcántara, dont les membres religieux et combattants réunissaient les privilèges du clergé et de la noblesse, dont les grands maîtres chevauchaient à côté du souverain et l'égalaient en pouvoir, étaient toujours disposés en cas de conflit à prendre le parti opposé à celui du roi.

A la mort de Ferdinand V, l'infant don Carlos, fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, fille aînée de Ferdinand V, avait seize ans. Il était né à Gand et avait passé son enfance en Flandre, entre son précepteur flamand, Adrien d'Utrecht, et son gouverneur français le sire de Chièvres. Il parlait mal l'espagnol et il était si peu pressé de se rendre dans son nouveau royaume, qu'il y envoya d'abord Adrien d'Utrecht en qualité de régent. Un mécontentement général commença de sourdre contre le souverain étranger. Il s'augmenta lorsque les emplois les plus lucratifs furent donnés aux Flamands et aux Français qu'Adrien d'Utrecht et le sire de Chièvres avaient amenés avec eux.

Ils affectaient d'ailleurs de mépriser les Espagnols, les appelaient « les Indiens ». De Chièvres obligea le conseil de Castille à augmenter les impôts pour envoyer à Charles-Quint l'argent dont il avait besoin afin d'acheter les suffrages de la Diète qui allait élire à Francfort l'empereur d'Allemagne. Bientôt il n'y eut plus d'or en Espagne à tel point qu'on appelait

les doublons « les échappés de Chièvres ». Le grand cardinal Ximenes de Cisnéros, qui avait fait avec Ferdinand V l'unité du royaume, représenta vainement à Charles-Quint la nécessité de renvoyer les étrangers qui s'étaient abattus sur l'Espagne. Charles-Quint lui répondit en l'engageant à aller se reposer à Cisnéros.

La révolte gronda. On murmurait que Charles-Quint, l'étranger, n'avait pas droit à la couronne d'Espagne, que la vraie reine était sa mère, dona Juana, internée dans la forteresse de Burgos sous prétexte qu'elle était devenue folle après la mort de son mari, Philippe le Beau. Le bruit courait que sa folie n'était qu'un prétexte inventé par son père Ferdinand le Catholique et continué par son fils Charles-Quint pour l'empêcher de reprendre le règne de Castille.

Les Cortès, convoqués à Valladolid, ne reconnurent pour roi Charles-Quint qu'à la condition que le nom de sa mère précédât le sien sur tous les actes et qu'elle rentrât dans ses droits, si jamais elle guérissait. Ils refusèrent de prêter le serment de fidélité tant qu'il n'aurait pas juré d'enlever tous les emplois aux étrangers. Le roi jura et manqua à sa parole en faisant nommer le flamand Guillaume de Croy, un enfant de seize ans, archevêque de Valladolid. Du coup, la révolte éclata partout. Salama que Avila, Ségovie et Valladolid chassèrent les officiers du roi et envoyèrent dans toutes les autres villes du

royaume des députés pour leur proposer une alliance qui prit le nom de Comunidad. A Tolède, don Juan de Padilla, fils de don Luis de Padilla, qui avait représenté Tolède dans plusieurs Cortès prit la tête de la résistance. Charles-Quint lui ayant intimé l'ordre de venir le rejoindre à Carafa, afin de lui transmettre les vœux des comuneros, toute la ville, méfiante, se leva pour l'empêcher de partir, l'enferma dans une église, expulsa le corregidor qui était loyaliste et élut un nouveau conseil chargé de gouverner, au nom du roi et de la Comunidad. Charles-Quint, cependant, au lieu de tenir tête à l'orage, partit pour l'Allemagne afin de recevoir dans le Romer de Francfort la boule symbolique de l'Empire et laissa le gouvernement à son précepteur détesté Adrien d'Utrecht, qui était devenu le cardinal Adrien. Salamanque, Murcie, Toro, Cordoue, lui adressèrent vainement des remontrances et lui refusèrent les subsides qu'il demandait pour son voyage. A Ségovie, les députés loyalistes furent massacrés : à Madrid et à Burgos, les officiers royaux furent tués et leurs maisons pillées. Le cardinal Adrien décida alors d'envoyer contre Ségovie des troupes d'infanterie et des pièces d'artillerie, couleuvrines, pélicans et ribaudequins, sous le commandement de l'alcade don Ronquillo.

L'évêque de Zamora ne pouvait laisser échapper une si magnifique occasion de batailler. Il prit les armes aux côtés de Juan de Padilla, qui commandait les troupes fournies par la ville de Tolède. Après

quelques succès, don Juan de Padilla et don Acuna marchèrent sur la ville de Tordesillas où la reine Jeanne était alors internée.

L'histoire de la malheureuse femme est une des plus douloureuses et aussi des plus troublantes dans les chroniques d'Espagne. Fille de Ferdinand le Catholique et d'Isabelle reine de Castille, elle avait été mariée à seize ans avec Philippe, archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Maximilien. Il avait dix-neuf ans et méritait son surnom de Philippe le Beau. Elle, au contraire, était disgraciée de la nature, petite, maigrichonne, les traits tombants, l'air mélancolique, avec seulement des yeux noirs magnifiques. Tout de suite elle avait adoré son mari dans une ardeur excessive que l'on qualifierait maintenant d'hystérique. Lui ne pouvait la souffrir, la trompait, et la battait quand elle lui faisait des scènes de jalousie ; il résidait habituellement à Gand pour la fuir et retrouver sa maîtresse. Il ne revint en Espagne qu'après la mort de sa belle-mère, pour être couronné roi de Castille. Quelques jours après, au cours d'un festin qu'il donnait dans le château de Burgos, il but un verre d'un certain vin qui ne lui réussit pas et mourut le lendemain. Il y a de fortes raisons de croire qu'il avait été empoisonné par son beau-père le roi catholique, dont le but était de reprendre la couronne de Castille.

La douleur de sa femme dépassa les limites de la raison. Comme le corps de son mari devait être transporté de la chartreuse de Miraflores, près de Burgos,

où il avait d'abord été déposé, jusqu'à Grenade dans la sépulture des rois catholiques, elle voulut l'accompagner, exigea que le voyage se fit de nuit pour que personne après elle ne vît son mari, et sa douleur. Elle défendait farouchement aux femmes de s'approcher du convoi funéraire, jalouse jusqu'au-delà de la mort. A Miraflores, elle avait fait ouvrir le cercueil et tenté de ressusciter par ses caresses le beau Philippe. Sur la route de Grenade, dans les maisons où elle s'arrêtait, pour se reposer, elle le faisait porter à côté de son lit. Elle s'enferma à Tordesillas à condition que le corps de son mari fût ramené de Grenade au couvent de Sainte-Claire qui était contigu au château de Tordesillas.

Son père y avait consenti d'autant plus volontiers qu'il avait tout intérêt à laisser se répandre le bruit de la folie de sa fille, afin de garder la régence du royaume de Castille. Son petit-fils, Charles-Quint, continua envers sa mère le même traitement pour empêcher les nationalistes de s'emparer d'elle et de la proclamer reine d'Espagne. Était-elle folle par raison d'Etat ou par exaltation d'amour ?

A Tordesillas, près du corps de son mari, elle vivait farouchement, dans ses souvenirs et, ce qui est plus singulier, dans l'horreur de la religion catholique. Elle l'avait d'ailleurs toujours manifestée, peut-être par le besoin de contradiction qui caractérise les hystériques. Quand elle était petite fille, sa mère devait lui infliger les plus dures punitions corporelles, jusqu'à

la torture par l'estrapade, pour l'obliger à entendre la messe. Après son mariage, elle s'entoura de théologiens de la Sorbonne que son confesseur appelait les « ivrognes de Paris ». A Tordesillas, elle refusa de remplir ses devoirs religieux et son geôlier, le marquis de Dénia, écrivit à Charles-Quint cette lettre abominable :

« Si Votre Majesté voulait employer contre elle la torture, ce serait, à bien des égards, rendre service à Dieu et faire en même temps bonne œuvre envers la reine elle-même. Les personnes de sa disposition ont besoin de cela et la reine, votre grand-mère, punissait et traitait sa fille la reine, Notre Dame Souveraine, de la même façon. »

Lorsque, au mois de mai 1520, les comuneros vainqueurs, sous les ordres de Juan de Padilla et de l'évêque de Zamora, entrèrent dans le château de Tordesillas et la délivrèrent, il y avait quarante-quatre ans qu'elle habitait une petite chambre sans fenêtre, éclairée nuit et jour par une lampe, d'où elle ne sortait que pour passer dans le couvent voisin et contempler le tombeau de son mari. Cependant, on lui avait laissé la douceur de garder avec elle sa fille dona Catalina, qui devint reine du Portugal et fut heureuse d'un bonheur trop mérité par une si mélancolique jeunesse.

Après sa délivrance, la reine Jeanne parut d'abord vouloir reprendre intérêt à la vie. Elle manifesta du bon sens politique et assista à un tournoi donné à son

honneur. Mais elle refusa de se mettre à la tête de l'armée des comuneros et de signer la proclamation qui l'aurait fait maîtresse du royaume. Sans doute, sa longue hérédité royale s'insurgeait-elle, malgré tout, contre une révolution populaire. Et lorsque, cent trois jours après sa délivrance, l'armée loyaliste victorieuse reprit Tordésillas, elle reçut avec honneur et allégresse l'amiral de Castro qui la commandait. Son fils, après quelques hésitations, la fit enfermer de nouveau. Et sa captivité devait encore durer vingt ans, après lesquels elle mourut enfin, à soixante-seize ans, en refusant l'extrême-onction.

Du moment qu'ils avaient laissé la reine leur échapper, les comuneros avaient perdu la partie. Don Juan de Padilla était enfermé dans la ville de Torre-Lebaton, paralysé par l'inertie et les dissensions de la junte révolutionnaire, qui ne savait faire ni la paix ni la guerre. Son armée fondait chaque jour par la désertion et la trahison. Il jugea qu'il valait mieux aller au-devant de l'ennemi que de rester dans cette attente dissolvante. Le 23 avril 1521, il s'avança jusqu'à Villalar, au-devant des troupes royales, fit déployer ses bannières et sonner les trompettes pour annoncer le combat. Aussitôt, ce fut la déroute. Plusieurs escadrons de sa cavalerie passèrent à l'ennemi. Les fantassins arrachaient de leurs pourpoints les croix rouges qui étaient le signe des comuneros et les remplaçaient par des croix blanches, insignes des troupes royales. Juan de Padilla avait eu deux chevaux tués

sous lui quand il connut que les ennemis s'étaient emparés de toute l'artillerie et que son frère d'armes, Juan Bravo, était prisonnier. Alors, décidé à mourir, il saisit sa lance, la mit en arrêt, levant la visière de son casque, jeta son cri de guerre « Santiago, Libertad ! » et fonça sur trois chevaliers de l'armée royale qui s'avançaient vers lui pour le provoquer au combat. Il renversa d'abord l'un d'eux d'un coup de lance et perça son écuyer de part en part. Mais il fut accablé par le nombre. L'un de ses adversaires, don Alonso de la Cueva, lui donna un coup de revers si violent qu'il lui coupa la cuisse et le jeta en bas de son cheval. Quand il fut par terre, un autre lui porta un coup dans la figure, qui le blessa légèrement, mais « qui tua l'honneur de celui qui le lui donna ». Alors, se voyant désarmé, il se rendit à don Alonso qui l'envoya sous bonne escorte à Villalar. Les chefs de l'armée royale tinrent conseil pendant la nuit; le cardinal Adrien voulait que le prisonnier fût enfermé dans une forteresse jusqu'au retour du roi. Mais l'amiral de Castille, appuyé par le commandeur de Calatrava, Fernando de Véga, dit que « Tolède ne baisserait la crête que quand Padilla ne serait plus ». Ce fut son arrêt de mort. Ayant connu la sentence, il écrivit ces deux lettres célèbres qui comptent parmi les plus beaux fleurons de l'histoire d'Espagne.

A LA VILLE DE TOLEDE.

« A toi, couronne de l'Espagne et lumière du monde, libre depuis le temps des Goths, à toi qui, en n'épargnant pas ton sang pour verser celui de l'ennemi, as conquis la liberté pour toi, et pour les autres villes, je m'empresse de faire savoir, que moi, Juan de Padilla, ton fils légitime, je vais rafraîchir de mon sang le souvenir de tes anciennes victoires. Si le destin n'a pas permis que mes exploits fussent placés parmi ceux qui te rendent illustre, la faute en est à la mauvaise fortune, et non à ma bonne volonté. Je te prie d'accepter mon sacrifice, comme une bonne mère, puisque Dieu ne m'avait pas donné plus à risquer que ce que je perds pour toi. Je tiens plus au souvenir que je te laisse de moi qu'à ma vie. Mais puisque c'est moi, le moindre de tes enfants; qui vais recevoir la mort pour toi, je pense avec plaisir que tu en as nourri dans ton sein d'autres qui me vengeront. Bien des hommes te raconteront mes derniers instants; quant à moi, je les ignore encore en ce moment. Je sais seulement qu'ils sont bien proches. Je te recommande mon âme comme à la patronne de la chrétienté; je ne te parle plus de mon corps, puisqu'il n'est plus à moi. Adieu, Tolède. »

A sa femme dona Maria Pacheco, il écrivit :

« Madame, si votre douleur ne m'affligeait pas plus que ma mort, je me regarderais comme très heureux. Puisque comme tout le monde doit mourir, je

rends grâce à Dieu de ce qu'il me fait mourir à son service et pleurer par bien des gens.

« Il faudrait plus de temps que je n'en ai pour vous écrire des consolations. Je ne demande pas que l'on retarde le moment où je dois recevoir la couronne qui m'attend, et, d'ailleurs, mes ennemis ne me l'accorderaient pas. Pleurez votre perte, Madame. Mais ne pleurez pas ma mort, car elle est trop honorable pour être pleurée.

« Je vous lègue mon âme qui est la seule chose qui me reste. Traitez-la comme ce qui vous a le plus aimé. « Je ne vous écrirai pas plus longuement parce que je ne veux pas faire attendre le bourreau ni que l'on croie que j'allonge ma lettre pour allonger mes jours. Mon domestique Lissa, qui sera spectateur de ma mort, et à qui j'ai confié mes plus secrètes pensées, vous dira ce que je ne puis écrire. Je termine dans l'attente de l'instrument de votre chagrin et de ma délivrance. »

Quand Padilla eut fini d'écrire ces deux lettres, il se prépara à marcher au supplice. Lui et son compagnon d'armes don Juan Bravo furent placés sur deux mules; un héraut les précédait en criant : « Voici la justice que le roi et, en son nom, les régents et les connétables font exécuter contre les gentilshommes traîtres et rebelles. »

Don Juan Bravo, entendant ces paroles, s'écria : « Tu mens, ce n'est pas pour avoir été traîtres que nous mourons, mais pour avoir défendu le bien public et la liberté de la patrie. »

L'alcade Cornero, qui marchait à côté de lui, le frappa rudement de sa baguette. Don Juan sauta à terre et allait le colleter lorsque Padilla l'arrêta en lui disant :

« Mon ami, nous avons combattu hier comme des hommes, mourons aujourd'hui comme des chrétiens. »

En arrivant au lieu du supplice, Bravo demanda à être décapité le premier pour ne pas voir la mort du meilleur chevalier qu'il y eût en Castille. Quand le tour de Padilla fut arrivé, il se tourna vers Enriquez de Sandoval, fils aîné du marquis de Dénia qui se trouvait là, et, lui remettant un reliquaire d'or et un chapelet qu'il tenait à la main, lui dit : « Don Enriquez, remettez ce chapelet et ce reliquaire à ma femme, et dites-lui qu'elle ait plus de soin de son âme que je n'en ai eu de mon corps. » Puis il se mit à genoux, tendit le cou au bourreau en s'écriant : « *Domine, ne secundum peccata nostra facias nobis.* »

Sa tête et celle de don Juan Bravo furent fichées sur des poteaux. Quand le bourreau s'approcha pour déshabiller leurs cadavres, don Enriquez lui dit : « Ne les touche pas, et puisque leurs habits t'appartiennent viens chez moi et je t'en donnerai d'autres. »

Cependant, à Tolède, Maria Pacheco, veuve de Juan de Padilla, continua la résistance. Pour enflammer la population, elle parcourut les rues en vêtements de deuil, tenant son fils à la main, précédée d'hommes qui portaient à bout de bras des tableaux représentant le supplice de son mari. Comme l'argent manquait

pour payer la solde des troupes, elle résolut de s'emparer des trésors de la cathédrale, et afin de masquer le sacrilège, fit faire une procession des cent communautés de la ville, implorant la protection des saints pour la cause nationale.

Cependant, le peuple se lassait d'une résistance qu'il sentait inutile. Les agents du roi dans la ville répandirent le bruit que Maria Pacheco était sorcière, qu'elle avait tourné l'esprit des Tolédans par ses enchantements et ceux d'un démon qui l'accompagnait sous la forme d'une esclave noire. Menacée de mort par le peuple, elle dut s'enfuir avant l'arrivée des troupes royales. Elle se réfugia au Portugal où elle vécut et mourut avec ses grands souvenirs.

Après la défaite de Villalar, l'évêque de Zamora avait dû rebrousser chemin et rentrer à Tolède, où il s'était installé dans le fauteuil épiscopal, malgré la résistance du chapitre qui était resté loyaliste. Il avait d'ailleurs eu facilement raison des chanoines en les enfermant, au pain et à l'eau. Après la mort de Padilla, bien qu'il comprît que la cause des comuneros était perdue, il aida dans sa résistance Maria Pacheco, et ne quitta Tolède qu'après elle, pour s'enfuir en France et de là à Rome.

Sur la frontière de Navarre, il fut reconnu par un officier royaliste qui l'arrêta et le conduisit au duc de Nogaro, régent de Navarre. Livré à Charles-Quint, il fut enfermé dans la forteresse de Simancas, la plus forte prison d'Etat espagnole.

Cependant, Adrien d'Utrecht, devenu pape, lui accorda l'absolution pleine et entière de ses méfaits, autant qu'ils relevaient de l'autorité ecclésiastique. Mais Adrien VI ne vécut que quelques mois et le fiscal du Conseil de Castille persécuteur acharné des communi-eros dont il simplifiait d'ailleurs les procès en réduisant la procédure à un interrogatoire d'identité, la sentence et l'exécution, obtint du pape Clément VI un bref autorisant l'empereur Charles-Quint à faire le procès de l'évêque de Zamora, rebelle et sacrilège. L'évêque riposta en produisant le bref d'absolution qui lui avait été donné par le pape Adrien. Mais le chef de rébellion contre l'empereur ne dépendait pas de l'autorité papale et le fiscal, commençant la procédure, nomma d'office quatre procureurs pour défendre l'évêque. Tous se récusèrent par crainte d'être compromis, et le président du conseil de Castille dut forcer, sous peine d'excommunication, les licenciés Daza et Burgos à défendre l'accusé. Ils plaidèrent d'ailleurs très habilement l'incompétence du tribunal, sous prétexte que le bref de Clément VII ne contenait pas mention de l'absolution donnée par son prédécesseur. Le pape exigea que la procédure fût transportée à la cour de Rome. Cinq ans après, elle n'en était pas encore revenue. Et l'évêque se morfondait à Simancas; d'autant plus qu'entre temps il avait vu décapiter dans la cour de la forteresse deux chefs communi-eros, Maldonado et Pimentel, et appris que le maréchal de Navarre s'était poignardé dans sa

cellule. Désespérant d'être jamais libéré, il songea alors à s'évader.

Le gouverneur de la forteresse, Mendo Noguero, était un homme brutal mais absolument intègre. Don Acuna, fort riche, acheta la blanchisseuse de Simancas, une mauresque, nommée Juana, qui était la maîtresse d'un des pages de Noguero, un autre esclave qui s'occupait du balayage des cellules et Esteban, le garde des écuries.

Le curé du village de Simancas, Bartholomeo Ortéga, soit qu'il fut payé ou gagné par la haute dignité ecclésiastique de l'évêque Acuna, lui promit de l'aider.

Mais le premier mercredi de Carême, en lui imposant les Cendres, il lui glissa une lettre dans laquelle il le suppliait humblement, étant donné le danger d'une évasion pour lui et pour tous ceux qui l'auraient aidé de vouloir bien attendre que l'empereur lui accordât sa grâce à l'occasion de son mariage prochain avec Isabelle de Portugal.

L'évêque, à bout de patience, sachant qu'il ne devait pas compter sur la clémence de l'empereur, se laissa aller à la violence de son caractère. Il se procura une pièce de bois qu'il tailla en forme de massue, trois couteaux qu'il attachâ à un bâton de façon à faire une pique, et une masse de plomb qu'il enferma dans une aumônière de cuir. Le dimanche 25 février, deuxième dimanche de Carême, il pria Noguero de venir lui parler dans sa cellule et lui offrit, s'il le laissait évader, deux bénéfices ecclésiastiques pour son

filz Leonard. Noguerol le rebuta durement et le menaça, s'il continuait à lui faire de telles propositions, de resserrer sa captivité. A ces mots, l'évêque, bien qu'il eut plus de soixante ans, entra dans un des accès de fureur dont il était coutumier pendant sa jeunesse, et qui le rendaient semblable à une bête féroce. Il s'élança sur Noguerol, et, faisant tournoyer son aumônière remplie de plomb, le frappa sur la tête. Du coup, Noguerol s'affaissa. Pour l'achever, l'évêque, ivre de fureur, le transperça avec sa pique et ensuite songea à brûler le cadavre en le jetant sur le brasero qui brûlait au milieu de la cellule. Il y renonça et le cacha au pied de son lit. Après quoi, il sonna pour appeler Leonard, le filz du gouverneur, qui lui servait quelquefois de secrétaire. Il lui dit d'entrer dans la chambre parce que son père était souffrant et avait besoin de lui. Sans doute avait-il l'intention de le tuer. Mais le jeune homme, effrayé par l'aspect féroce des traits de l'évêque, et voyant du sang sur une manche de la pelisse en peau de mouton qu'il portait, s'enfuit et revint un moment après armé d'une épée. L'évêque, dont la fureur triplait les forces, l'attaqua avec sa pique si vigoureusement que Leonard dégringola l'escalier suivi par le prélat rugissant, sortit de la forteresse et appela à son secours les gens du village. Pendant ce temps, l'évêque courait sur la plateforme de la tour et se préparait à sauter dans le fossé, d'une hauteur de plus de vingt mètres. Les gens du

village, qui étaient accourus, en le voyant escalader un créneau, lui crièrent qu'il allait se tuer, et le prélat, qui commençait à reprendre possession de lui-même, renonça à son projet.

La forteresse s'était remplie de gens. Dans la cellule de l'évêque, on trouva sous le lit le cadavre de l'alcade-gouverneur, encore chaud, la poitrine couverte de cendres. Leonard, prenant le commandement à la place de son père, fit saisir don Antonio d'Acuna et l'emprisonna dans sa chambre. Il dépêcha un courrier à la chancellerie de Valladolid, voisine de Simancas, pour la mettre au courant de ce gros incident. La chancellerie envoya à Simancas deux alcades, don Juan Mancheco et don Juan de Castro y Zapete, accompagnés de deux greffiers au criminel, les bacheliers Alonso Calderon et Alonso Ruiz. Ceux-ci ayant fait leurs rapports, ajournèrent toutes poursuites, dans ce cas épineux, jusqu'à la décision de Sa Majesté. Cependant, ils écoutèrent la déposition de l'évêque et celles des témoins.

Don Acuna prétendit que l'alcade-gouverneur lui avait fait une scène violente parce qu'il n'avait pas encore reçu pour son fils les bénéfices que l'évêque lui avait promis. Il avait ensuite voulu le brutaliser, et c'était alors que don Acuna, plus fort que lui, l'avait jeté par terre. Il s'était tué en tombant. Quant aux coups de couteau, l'évêque affirmait que ce n'était pas lui qui les avaient donnés. La procédure régulière menaçait de traîner en longueur, lorsque Charles-

Quint, qui ne pardonnait pas à l'évêque de Zamora ses rébellions, décida de brusquer la solution.

Pour ce, il envoya à Simancas l'ennemi acharné de l'évêque, qui ne lui avait jamais pardonné la défaite humiliante qu'il lui avait infligée à Zamora quelques années auparavant, l'alcade de casa y corte, don Rodrigo Ronquillo. En passant à Valladolid, dans la hâte de se venger, don Ronquillo s'adjoignit le bourreau Bartolomeo Zaratan. Dès son arrivée, le 20 mars, il interrogea le curé Ortega qui déclara ne rien savoir et refusa de trahir aucun des complices du projet d'évasion. Il interrogea ensuite don Acuna qui, après avoir fait le signe de la croix et juré sur les cendres des apôtres Pierre et Paul qu'il allait dire toute la vérité, affirma qu'il ne savait pas qui avait poignardé l'alcade et signa sa déclaration : *Zamorensis*.

Ronquillo employa les trois journées suivantes à torturer l'esclave Juana et le curé Ortega sans obtenir aucun aveu. Le mercredi ce fut le tour de l'évêque qui s'évanouit au troisième tour d'estrapade, après s'être refusé à rien ajouter à sa première déclaration.

Don Ronquillo, craignant que son patient ne mourût sous la torture, se tint pour convaincu et passa la soirée à rédiger la sentence de mort.

« Considérant que l'évêque de Zamora a été une des principales causes des troubles qui ont eu lieu dans le royaume pendant l'absence du roi, notre Maître et Seigneur, qu'il a réuni dans la Castille des troupes avec lesquelles il s'est emparé de plusieurs villes et

châteaux et qu'il a pillé plusieurs villes et villages qui refusaient de prendre part à sa révolte; considérant en outre qu'ayant été fait prisonnier, et la clémence de Sa Majesté ne lui ayant pas imposé d'autre châtiment que celui d'être détenu à la forteresse de Simancas, il a profité de cette indulgence pour tuer Mendo Noguerol, alcade de la dite forteresse, Nous avons ordonné et ordonnons qu'il soit étranglé et son corps suspendu à la même muraille qu'il essaya de franchir pour prendre la fuite. Fait dans la ville de Simancas, le 23 mars 1526.

« Signé : RONQUILLO. »

Le lendemain matin 24 mars, l'évêque se reposait des fatigues de la torture lorsque le greffier Géronimo se présenta avec deux alguazils et deux témoins et lui notifia sa sentence. Don Acuna l'écouta avec sérénité, leva les yeux au ciel et dit ce verset latin : « *Laetatus sum in his quae dicta sunt mihi. In domum Domini ibimus* ». Il ne fit ensuite aucune difficulté pour signer la renonciation à son évêché et sa remise aux mains du pape afin qu'il en disposât avec l'agrément de l'empereur.

Le greffier le pria encore de lui donner une décharge personnelle justifiant qu'il n'agissait que par obligation, et qu'il n'était pas responsable de l'injure qu'il faisait à un prélat romain. L'évêque signa volontiers cette déclaration. Il demanda quand il serait exécuté. On lui répondit : « Tout à l'heure ». Alors il pria qu'on lui laissât deux heures pour écrire son testa-

ment. L'alcade y consentit et don Acuna écrivit ses dernières volontés. Il légua sa fortune, environ un million de maravédis et deux fermes, à la cathédrale de Zamora, à l'église collégiale de Toro et à celle de Simancas à condition d'y faire dire trois fois par semaine une messe de *Requiem* pour le repos de son âme et celui de l'alcade Mendo Noguero. A dix heures, l'alcade Ronquillo et le bourreau vinrent le chercher. Il but une tasse de bouillon et sortit de sa chambre en s'appuyant sur le bras du greffier. Sur le palier, le clergé de Simancas l'attendait. Il se mit à la tête de la procession qui le suivit en chantant le *Miserere*, monta l'escalier jusqu'à la plate-forme de la tour d'où il avait voulu se jeter dans le fossé. Un tapis était tendu, et une corde munie d'un garrot attachée autour d'un créneau. Don Acuna s'agenouilla sur le tapis et pria un moment puis il dit au bourreau : « Je te pardonne, mais fais vite. »

Il s'assit sur le tapis, le dos appuyé au créneau. Le bourreau lui passa la corde autour du cou, et la serra avec le garrot. Après une courte convulsion, le corps du prélat-guerrier tomba sur le tapis. Il y resta toute la journée. Le soir, il fut conduit dans l'église de Simancas et enterré sous l'autel. Le lendemain, la malheureuse esclave Juana fut condamnée à être attachée sur son âne, promenée dans les rues, à recevoir cent coups de fouet et avoir la langue coupée. Le curé Ortega fut seulement exilé d'Espagne.

Mais l'affaire eut un ressaut devant l'Inquisition.

En faisant tuer un évêque, personne sacrée, l'empereur Charles-Quint et l'alcade Ronquillo avaient commis un sacrilège. Le Saint-Office les poursuivit et les condamna. Charles-Quint donna à l'Inquisition une grosse somme d'argent, et ainsi se libéra, mais son secrétaire particulier dut faire pour lui amende honorable sur le parvis de la cathédrale de Séville, à genoux, un cierge à la main, en costume de pénitent. Don Ronquillo fut promené en personne dans les rues de Zamora, la tête couverte de cendre, les pieds nus, vêtu de bure. Et dans le chœur de la cathédrale, il récita les psaumes de la pénitence, à genoux, tenant à la main la chandelle verte des condamnés d'Inquisition.

L'imagination populaire, qui fit de l'évêque de Zamora un personnage de romancero, voua une longue exécution à la mémoire de l'alcade, don Rodrigo Ronquillo.

La légende s'établit qu'après sa mort les démons avaient enlevé son corps dans le caveau de l'église du couvent de Saint-François de Valladolid où il était déposé, et l'avaient emporté en passant par le toit. On montra longtemps dans le toit de l'église le trou par lequel passèrent les démons qui emportèrent en enfer le corps de l'alcade maudit.

LE PROCES DE DON CARLOS, PRINCE DES ASTURIES

(1568)

C'est une abondante source d'infortunes que d'être différent de l'époque et de la société dans lesquelles on doit vivre.

La triste destinée de don Carlos, prince des Asturies, fils de Philippe II, roi d'Espagne, et petit-fils de l'empereur Charles-Quint, est une des plus dramatiques confirmations de cette vérité courante.

A la fin du xvi^e siècle, la cour d'Espagne était certainement la plus secrète d'Europe, à l'instar de son roi Philippe II, dit le Prudent. Ce petit homme blond, aux yeux bleus durs, l'air plutôt flamand qu'espagnol, silencieux et perfide, paperassier, méticuleux et fanatique, qui ne savait ni pardonner ni oublier, dont on disait « que le sourire était si près du couteau, que celui qui voyait l'un voyait l'autre », ne manifestait d'autres sentiments que la passion du pouvoir et le fanatisme religieux qui causa le déclin de sa puissance. Cependant, il avait un tempérament amoureux très ardent. Outre ses quatre

épouses, il eut plusieurs maîtresses qu'il aima secrètement, sans scandale et sans joie.

Son père l'avait marié à dix-sept ans avec sa cousine germaine, Marie de Portugal, jolie et frêle créature qui n'avait pas encore quinze ans. Il l'avait aimée, comme il pouvait aimer, avec une violence mōrose. Elle mourut peu de temps après avoir donné le jour à un fils qui fut le malheureux don Carlos. Et son père ne pardonna jamais à celui-ci d'avoir tué sa mère en naissant.

L'infant, chargé de pesantes hérédités, donna dès son enfance plusieurs marques de dégénérescence physique et morale. Il était bossu, la tête trop grosse, la poitrine creuse, une jambe plus courte que l'autre et le visage alourdi par la mâchoire tombante des Habsburg. Glouton, cruel, il mordait le sein de ses nourrices, plus tard il battit ses gouverneurs, don Garcia de Tolède et Miguel de Cordova. Il s'amusait à faire souffrir des animaux, à rôtir des lapins vivants et plumer des oiseaux. Il ne parla qu'à cinq ans et pour dire « non ». Maladif, il souffrit dès le berceau des fièvres quartes qui le tourmentèrent toute sa vie. Cependant, son regard intelligent et passionné corrigeait ces mauvais présages.

Son père, qui était alors prince des Asturies, résidant ordinairement en Flandre, ou en Italie, laissa l'infant à sa tante, la princesse Jeanne de Portugal et à son oncle, l'archiduc Maximilien, qui lui gardèrent une constante affection. Son grand-père

Charles-Quint le fit venir au monastère de Juste où il s'était retiré, mais il s'en lassa bientôt et le renvoya en augurant mal de son avenir.

Quand il eut quinze ans, son mariage avec Elisabeth de France, fille de Catherine de Médicis, qui n'était encore qu'une enfant, fut stipulé dans le traité de Cateau-Cambrésis.

Il s'était accoutumé de rêver à sa petite fiancée; lorsque son père, étant devenu veuf de sa seconde femme, Marie Tudor, reine d'Angleterre, substitua son nom à celui de son fils dans le traité et épousa la princesse Elisabeth.

Don Carlos en conçut un dépit qui ne contribua pas à bonifier les rapports entre le père et le fils. L'année suivante, pour l'éloigner de Madrid, Philippe II l'envoya à l'Université d'Alcala avec son cousin Alexandre Farnèse et son demi-frère, don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint et de la belle Flamande Barbara Blomberg. Son précepteur était don Juan Honorato, qui avait été celui de son père, et son majordome don Luis de Quixada qui avait élevé don Juan d'Autriche jusqu'à ce qu'il fût reconnu par son demi-frère.

Les trois princes, installés dans le palais des archevêques de Tolède, vivaient une vie de collégiens dont le programme avait été tracé par Philippe II, grand faiseur de règlements. En été, lever à 6 heures et à 7 heures en hiver. Après avoir été peignés, baignés et habillés, les princes disaient leur prière en pré-

sence de leur gouverneur et des gentilshommes de la chambre. Ensuite, ils déjeunaient tous les trois ensemble et entendaient la messe dans la chapelle particulière de don Carlos. L'étude, qui durait deux heures, commençait par la récitation du *Veni Creator* et se terminait par le *Deo Gratias*. A 11 heures, les trois princes déjeunaient en public, le *Benedicite* et les *Grâces* dites au commencement et à la fin du repas. A midi, leçon de chant et de musique. Jusqu'à 4 heures, étude, puis leçon d'escrime et d'équitation. A 6 heures, souper et deux heures de liberté. A 9 heures, coucher après récitation du chapelet.

Alexandre Farnèse était le plus studieux des trois. Don Juan ne s'intéressait guère qu'à l'histoire des batailles. Quant à don Carlos, il était aussi paresseux qu'indocile. Souvent, son mauvais caractère suscitait des querelles entre les jeunes gens. Un jour, en jouant à la pelote avec don Juan, après un coup douteux, il le menaça de son épée en lui disant qu'il n'avait pas le droit de controverser avec lui parce qu'il n'était pas son égal en naissance; don Juan, furieux, lui riposta que sa mère était une grande dame, et que son père avait été un plus grand roi que le sien. Bien qu'il s'entendît mal avec son père, don Carlos fit le voyage de Madrid pour aller se plaindre à lui. Philippe II lui répondit que don Juan avait raison et que leur père avait été un plus grand roi qu'il ne le serait jamais : « Prenez garde, ajouta-t-il, que vous ne surpassiez don Juan qu'en orgueil et mauvaise éducation. »

Quelque temps après, don Carlos éprouva un accident qui influença tout le reste de sa vie.

Bien qu'il eût toujours manifesté une vive antipathie contre les femmes, il était en relations amoureuses, peut-être pour démentir le bruit qui courait de son impuissance, avec la fille du jardinier du palais. Un soir, en courant à un rendez-vous que la jeune fille lui avait donné, il tomba sur un escalier de pierre qui descendait de la salle du Conseil dans le jardin où il devait rencontrer sa belle. Il s'ouvrit le crâne et fut d'abord soigné par le docteur Gutierrez, premier médecin du roi, et ses chirurgiens, Portuguez et Pédro de Tanarés. Le roi lui-même vint de Madrid pour le voir et repartit rassuré. Mais le lendemain, une fièvre violente se déclara; l'infant souffrait de grandes douleurs dans la tête, avait une jambe paralysée. Cette fois, le roi revint à Alcala accompagné par le célèbre André Vésale qui avait été le chirurgien de Charles-Quint. Vésale trépana don Carlos et appliqua sur la blessure de la charpie sèche, enduite de beurre, lavée dans de l'eau de rose et par-dessus un emplâtre de bétouine. Trois jours après, comme les paupières du malade enflaient, il fit pratiquer dans l'emplâtre une ouverture pour laisser sortir l'humeur; sur la plaie, il mit un nouvel emplâtre composé de cire et de céruse et quand un érysypèle se déclara sur le crâne il le frotta avec de la graisse de porc cuite dans du vin blanc. A la fin de la semaine, il engagea le cardinal de Tolède à donner au prince les derniers sacrements.

Don Carlos, avant de les recevoir, offrit à Notre-Dame de Montserrat son poids en or et trois fois son poids en argent si elle le guérissait. Il fit la même offrande à Notre-Dame de Guadalupe et au Christ de Saint-Augustin à Burgos. Apprenant qu'il y avait à Alcalá, dans le couvent des Franciscains de Jésus-Marie, le corps d'un religieux mort en odeur de sainteté qui s'appelait Fray Diego, il eut l'idée singulière de demander qu'on le portât dans sa chambre. Avant d'y consentir, le roi voulut prendre une consultation de vingt-quatre médecins. Assis dans un fauteuil, il avait à sa droite sur une chaise le duc d'Albe, et à sa gauche, sur un tabouret, don Garcia de Toledo. Devant lui, les vingt-quatre médecins, assis sur des carreaux, parlèrent chacun à son tour, et le résumé de leurs avis fut que le prince était perdu et n'avait plus que vingt-quatre heures à vivre. Le roi, qui n'aimait pas les spectacles déprimants, quitta aussitôt Alcalá en laissant au duc d'Albe des instructions détaillées pour les funérailles de son fils. Toutefois, pour satisfaire le dernier désir de l'infant, il autorisa le duc d'Albe à demander en son nom au prieur du couvent des Franciscains de Jésus-Marie que le cercueil de Fray Diego fût ouvert et son corps apporté dans la chambre de don Carlos.

A l'ouverture du cercueil, il se trouva que le corps qui avait été embaumé, était intact, à peine momifié. Le prieur ayant consenti au transfert, le corps du saint homme enveloppé d'un suaire fut porté par qua-

tre moines, suivi d'une procession de pénitents les épaules nues « con sayas y capirotas », qui se flagellaient durement en chantant les psaumes de la pénitence. Don Juan, le duc d'Albe et Alexandre Farnèse, pieds nus, en robes de moine, un cierge à la main, les suivaient. Tous entrèrent dans la chambre du prince qui avait perdu connaissance et râlait en pleine agonie. Le corps de Fray Diego fut placé sur le lit à côté du prince et le prieur du couvent mit une des mains inertes de don Carlos sur la poitrine de Fray Diego.

Pendant quelques minutes, un silence solennel pesa sur les assistants agenouillés, troublé seulement par les râles du mourant. Et le miracle se produisit. La respiration du prince devint moins rauque, puis, peu à peu, égale et douce comme celle d'un enfant endormi. Alors, les moines enlevèrent doucement le corps et sortirent de la chambre.

Don Carlos s'éveilla six heures après, les traits détendus. Il dit qu'il avait vu à côté de lui Fray Diego qui lui avait imposé les mains et lui avait assuré qu'il ne mourrait pas ce jour-là.

Fray Diego d'Alcala fut canonisé par le pape Sixte V quelques années après, mais l'or et l'argent promis à Notre-Dame de Montserrat, à Notre-Dame de Guadalupe et au Christ de Burgos ne leur furent jamais donnés, pour la bonne raison que l'Espagne n'en possédait pas une telle quantité.

Après sa guérison, don Carlos revint à Madrid où il habita un appartement dans le palais de l'Alcazar, et

puis à l'Escorial, quand son père eut fini de construire ce palais pour accomplir le vœu qu'il avait fait à saint Laurent, pendant la bataille de Saint-Quentin, la seule d'ailleurs à laquelle il assista durant tout son règne, et d'assez loin pour ne pas redouter les arquebusades.

Si don Carlos était encore vivant, sa blessure et le traitement avaient achevé en lui l'œuvre malfaisante de la nature. Ses bizarreries, son orgueil, sa violence s'exagéraient jusqu'à la démence.

Avec quelques mauvais compagnons, il se promenait le soir dans les rues, armé d'une arquebuse, courait les mauvais lieux, insultait les femmes et les battait. Il y a dans les archives de Simancas plusieurs notes d'indemnités payées par le roi à de jeunes paysannes rudement violentées par le prince des Asturies. Brantôme, qui était alors à Madrid, écrivit de lui :

« Il était un peu nastre (voyou), il aimait fort à ribler le pavé et à se quereller à coups d'épée. Quand il rencontrait des dames dans la rue, il leur faisait mille petits affronts, il les prenait et les baisait par force devant tout le monde et les appelait ensuite « bagasse et chienne » car il avait très méchante opinion de toutes les femmes et plus encore des grandes dames que des autres, les tenant pour très hypocrites et traîtresses en amour, qui en cachette et sous le manteau étaient pires que les autres. Bref, il était si terrible que s'il eût vécu, assurez-vous qu'il s'en fût fait accroire et qu'il eût tenu le père en curatelle. »

S'étant enfermé dans les écuries royales, il s'amusa à crever les yeux des chevaux de selle. Un soir, dans une rue de Valladolid, en passant sous une fenêtre, il reçut sur la tête le contenu d'un certain vase malodorant, entra en fureur et voulut faire mettre le feu à la maison et massacrer les habitants. Il fallut pour le calmer lui faire croire qu'il y avait dans la maison un mourant qui recevait les derniers sacrements. Comme son cordonnier lui avait fait des bottes trop petites, furieux, le prince les coupa en petits morceaux qu'il fit griller et il força le malheureux savetier à les manger.

Le cardinal Espinoza, le Grand Inquisiteur, son ennemi personnel avait fait chasser de Madrid, à cause de ses mœurs scandaleuses, un comédien nommé Disnéros auquel l'infant s'intéressait. Don Carlos rencontra le puissant prélat dans une galerie de l'Alcazar, sauta sur lui et le menaça de le poignarder en criant : « Curé, curé, de quoi vous mêlez-vous ? J'ai envie de vous tuer et si je ne le fais pas c'est à cause de mon père. »

Mais tout cela n'était que redoutables enfantillages qui faisaient craindre l'avènement au trône d'un demi-fou. Le roi avait contre son fils et son héritier de plus graves sujets de plainte.

Les Pays-Bas étaient alors en plein soulèvement. Le protestantisme, cauchemar du roi Très-Catholique, gagnait du terrain et menaçait d'envahir l'Espagne. Le prince d'Orange avait envoyé à Madrid deux délégués pour essayer d'établir une entente avec le gou-

vernement espagnol, le marquis de Berghen et le comte de Montigny. Reçus sous les apparences les plus flatteuses, ils étaient tenus en étroite surveillance et espionnés. Le comte de Montigny allait bientôt être arrêté, enfermé à Simancas et empoisonné. Cependant, don Carlos, sans se cacher, au contraire, affectait d'entretenir des relations amicales avec ces deux seigneurs et l'ambassadeur d'Angleterre, protestant avéré. On a dit que le prince s'était converti au protestantisme et avait fait venir en Espagne des brochures luthériennes, mais cent traits de sa vie et de sa mort le démentent. Il est beaucoup plus simple de supposer qu'il s'était engagé dans cette voie dangereuse par esprit d'opposition contre son père. En tous cas, le roi, qui lui avait promis de lui donner le gouvernement des Flandres, ajourna l'exécution de cette promesse. Don Carlos, exaspéré, entra dans une colère furieuse lorsqu'il apprit que son père avait l'intention d'envoyer le duc d'Albe à Bruxelles.

Le 1^{er} décembre 1567, les Cortès de Castille avaient été convoqués à Madrid et les procureurs étaient réunis dans une des salles de l'Alcazar, lorsque don Carlos entra violemment en brandissant son épée : « On m'a dit que vous aviez déclaré à mon père que vous désiriez que je reste en Espagne. De quel droit et pourquoi ? Que ceux d'entre vous qui rédigeront cette pétition sachent bien qu'ils seront mes ennemis mortels et que les punirai tôt ou tard ! »

Quelques temps après, il apprit que le duc d'Albe

allait partir pour les Flandres à la tête de l'armée destinée à combattre les rebelles. Quand le duc, suivant l'étiquette, se présenta dans sa chambre pour prendre congé de lui et lui baiser la main, il se précipita sur lui, l'épée levée, et lui cria qu'il n'irait pas en Flandre, sinon il le tuerait. Le duc lui répondit respectueusement que la vie de Son Altesse était trop précieuse pour que son père l'exposât dans une si dangereuse entreprise. Le roi ne l'envoyait en Flandre que pour pacifier les Etats et ensuite laisser place libre et quiète au prince. Don Carlos, sans l'écouter, tira son poignard et s'élança sur lui. Le duc, plus robuste, le saisit à bras le corps et le contint jusqu'à ce que des gentilshommes de service entrant dans la chambre vinsent mettre fin à cette scène.

A cette époque, après que plusieurs mariages avaient été projetés pour lui, entre autres avec sa tante, la princesse de Portugal, qui avait cependant vingt-trois ans de plus que lui, il apprit que son père lui destinait et l'avait presque engagé avec l'archiduchesse Anne d'Autriche, nièce de Charles-Quint. Il l'avait vue à Vienne quand elle était encore une petite fille et s'en déclara tout de suite amoureux. Il passait de longues heures dans sa chambre en contemplation devant le portrait de la jeune fille, lui composait des sonnets, et s'irritait des atermoiements successifs que son père, qui avait d'autres pensées derrière la tête, mettait à leur union. Ce mariage et le gouvernement des Pays-Bas étaient devenus ses

idées fixes. N'espérant plus que son père l'envoyât en Flandre et craignant qu'il ne rompît son mariage avec l'archiduchesse d'Autriche, il résolut de s'enfuir d'Espagne et de se réfugier en Italie, puis aux Pays-Bas. Peut-être avait-il l'intention secrète de se mettre à la tête du parti protestant.

Mais pour cette équipée, il fallait d'abord de l'argent, et don Carlos, très dépensier, était toujours à court. Il envoya ses deux chambellans Garcia Alvares Osorio et Juan Martinez, à Tolède, Medina del Campo, Valladolid et Burgos pour demander aux commerçants de lui prêter six cent mille ducats, sur sa signature. On le connaissait pour mauvais payeur et ses deux envoyés ne purent rapporter que trente mille ducats. Il les renvoya à Séville avec une lettre autographe, pressante et menaçante, pour les grands banquiers juifs convertis. Ceux-ci furent plus accommodants et les envoyés revinrent cette fois avec presque toute la somme demandée.

Le prince écrivit alors au roi pour lui dire ses sujets de plainte et le rendre responsable de sa fuite. Il écrivit aussi au pape, à la reine de Portugal, à tous les princes de la Chrétienté et aux ambassadeurs pour expliquer sa fuite et l'attribuer à la tyrannie de son père.

Toutes ces lettres devaient être envoyées à leurs destinataires après le départ du prince qui les enferma dans un petit coffre d'acier incrusté d'or.

Cependant il lui manquait encore une chose essen-

tielle : un moyen de transport pour sortir du royaume et passer en Italie.

Deux mois auparavant, le roi avait donné à don Juan d'Autriche le commandement des galères de la Méditerranée ancrées dans le port de Carthagène. Don Carlos pensa que si son oncle voulait lui en prêter une, il pourrait arriver en Italie dans l'état qui convenait à son rang. Le soir de Noël il convoqua don Juan dans son appartement de l'Alcazar, s'enferma avec lui, lui demanda son appui et lui fit en retour des propositions magnifiques qui étaient le royaume de Naples.

Don Juan l'écoutait, stupéfait, en se demandant si la vilénie de cette trahison dépassait son absurdité. D'ailleurs, il comprit qu'il serait inutile et dangereux de contredire don Carlos dans l'état de surexcitation où il était. Il lui représenta seulement les difficultés de l'entreprise et les conséquences que pourrait entraîner en Italie et dans les Flandres le spectacle d'un héritier du trône révolté contre son père.

Don Carlos le pressa de lui déclarer s'il voulait oui ou non lui donner un sauf-conduit et une des galères qui étaient dans le port de Carthagène; don Juan, ne sachant quel parti prendre, lui demanda vingt-quatre heures de réflexion que le prince lui accorda en rechignant parce qu'il voulait profiter, pour s'enfuir, de l'absence du roi qui était allé passer trois jours à l'Escorial.

Le jour suivant, dès l'aurore, don Juan se rendit à l'Escorial et découvrit à son frère et roi le plan de la

trahison de don Carlos. Ce qui était le fait d'un loyal sujet plutôt que d'un loyal ami.

Le surlendemain, un nouvel incident très caractéristique de l'époque acheva la ruine du malheureux prince.

Cette année, le jour du 28 décembre 1567, fête des Saints-Innocents, était marqué pour la célébration du jubilé du pape Pie V. La veille, dans la soirée, vers huit heures, don Carlos se rendit seul dans son carrosse au couvent de San Geronimo pour se confesser et communier. Son confesseur ordinaire était Fray Diego de Chaves, confesseur du roi, mais il demanda ce jour-là un autre confesseur. Ce religieux, après avoir entendu la confession du prince, refusa de l'absoudre parce qu'il lui avait confessé qu'il « portait à un certain homme une haine mortelle qui ne finirait que lorsqu'il l'aurait tué ». Et comme le prince voulait l'obliger à lui donner l'absolution, il lui répondit pour se décharger de sa responsabilité qu'il devait consulter sur ce cas des théologiens.

Don Carlos envoya aussitôt son carrosse au couvent d'Atocha pour chercher des théologiens. Il en revint autant que le carrosse pouvait en contenir, c'est-à-dire quatorze.

Et tous, après avoir entendu exposer le cas, et en avoir délibéré, déclarèrent qu'il était impossible d'absoudre le prince. Tout au plus, pour sauver la face, pouvait-on lui donner, le lendemain, une hostie qui ne serait pas consacrée. Cependant, le prieur d'Atocha

soupponnant la vérité prit l'infant à part et lui dit que s'il voulait nommer l'homme qu'il haïssait jusqu'à la mort, il serait possible de l'absoudre.

Il est malaisé de s'expliquer pourquoi don Carlos se laissa prendre à ce piège et comment il eut l'imprudence de répondre que l'homme qu'il haïssait et voulait tuer était le roi, son père. Le prieur, épouvanté, lui demanda s'il voulait accomplir ce forfait seul, ou s'il avait des complices.

Cette fois, don Carlos, comprenant qu'il était joué, refusa de répondre et le prieur lui refusa l'absolution. Il était deux heures du matin, la discussion avait duré plus de six heures. Don Carlos rentra à l'Alcazar et le prieur se hâta d'aller à l'Escorial pour raconter au roi ce qu'il venait d'entendre.

Mais le roi, demeurant impassible, ne modifia en rien le programme qu'il s'était tracé pour les fêtes du jubilé du pape Pie V. Il assista à la bénédiction de la nouvelle église du couvent de San-Geronimo et à la profession de foi d'un novice. Toutefois, ce jour-là, il envoya une lettre circulaire à tous les supérieurs des couvents de Madrid et des environs pour leur ordonner de faire des prières afin de demander à Dieu de l'inspirer avant qu'il prit une résolution, dans une circonstance capitale pour le bien du royaume.

Le jour suivant, don Carlos retourna à Madrid et envoya demander au chef des courriers, Raimondo de Tassis, huit chevaux de poste pour la matinée du len-

demain. Tassis répondit au prince qu'il n'avait plus aucun cheval en son écurie, mais que le lendemain il pourrait lui fournir ce qu'il demandait. Aussitôt après, il alla prévenir le roi de la demande que lui avait faite don Carlos.

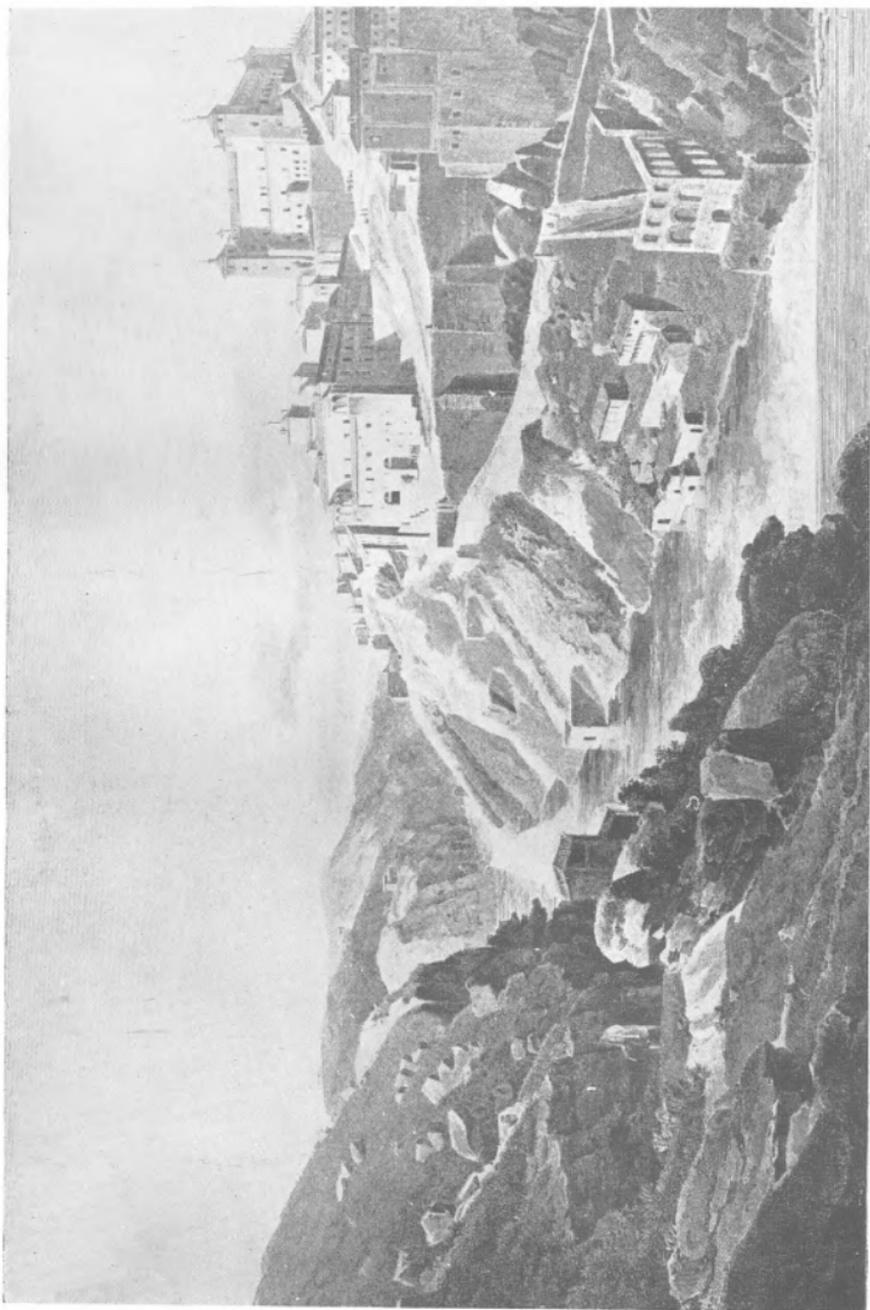
Ce même jour, Philippe II rentra à Madrid et alla d'abord chez la reine, nouvellement accouchée, pour la saluer. Il trouva dans sa chambre don Juan d'Autriche et la princesse Jeanne, qui prit dans son berceau l'infante dona Catherine et la présenta au roi. La reine lui présenta ensuite son autre fille l'infante Isabelle, que gardait la duchesse d'Albe; Philippe II paraissait s'attendrir à la vue de ses deux petites filles, lorsque don Carlos entra pour lui souhaiter la bienvenue et lui baiser la main. Philippe II le reçut avec une amabilité merveilleusement feinte, et la princesse Jeanne lui demanda son agrément et son concours pour un banquet et une mascarade qu'elle désirait donner, la semaine suivante, à l'occasion de l'anniversaire du jour de la naissance de son fils le roi de Portugal. Les trois hommes sortirent ensemble de la chambre de la reine. Don Carlos prit le bras de don Juan d'Autriche et l'entraîna dans son appartement qui était situé à l'entresol du palais. Là, il fit fermer les portes et ils restèrent deux heures en conversation. A la fin de ce temps, les gentilshommes de service entendirent un grand bruit et la voix de don Juan qui disait avec fermeté : « Modérez-vous Altesse je vous en prie. » Ils ouvrirent la porte et vi-

rent don Carlos, une dague à la main, livide de colère, menaçant don Juan qui le tenait à distance au bout de son épée.

Don Juan sortit alors de la chambre, et depuis ce jour-là ne revit jamais son neveu.

Après cette algarade, don Carlos, redoutant la colère du roi, s'enferma dans sa chambre. Quelques moments après, don Rodrigo de Mendoza vint lui porter, de la part du roi, la défense de sortir de son appartement. Don Carlos, feignant d'être malade, fit allumer un grand feu dans la cheminée. Il éloigna tous les gentilshommes de service qui, suivant l'étiquette devaient dormir dans sa chambre, et ferma sa porte par dedans avec une ingénieuse serrure que lui avait fait établir un ingénieur français, nommé Louis Defoix, de telle sorte qu'on ne pouvait tourner le pêne sans que don Carlos tirât un cordon de soie qui était caché derrière son lit. Defoix lui avait aussi fait faire un livre composé de douze tablettes de marbre reliées par deux lames d'acier couvertes de velours. Il gardait sous son oreiller à portée de la main cette arme redoutable pour casser la tête à qui s'approcherait de son lit. Il avait encore près de lui une arquebuse armée, et cachait dans sa garde-robe un véritable arsenal de poudre et de balles. Après avoir soupé, il se coucha à 9 heures et demie.

Le roi avait fait venir dans sa chambre don Ruy Gomez, prince d'Eboli, le duc de Feria, le prieur d'Atocha, don Luis de Quixada, don Pedro Manuel



VUE DE TOLÈDE.
Gravée par Vauxelles.



JEANNE LA FOLLE, REINE DE CASTILLE.
Gravé par Sutman.

et don Diègo de Acuna. Vers 11 heures, quand ils furent tous réunis, il leur déclara la dure nécessité où il était d'emprisonner son fils, et pour éviter que don Carlos fit une résistance scandaleuse il leur proposa un plan qui fut accepté.

A minuit, les huit personnages descendirent à pas de loup dans l'obscurité par l'escalier de service. Le duc de Feria marchait le premier, tenant une lanterne sourde; le roi le suivait, une cuirasse sur son pourpoint, une épée nue à la main et sur le visage un masque de fer. Deux valets de chambre qui portaient un marteau et des clous fermaient la marche.

Dans l'antichambre du prince, les deux gentilshommes de service, don Rodrigo de Mendoza et le comte de Lermes, reçurent l'ordre de garder la porte de façon que personne n'approchât. La serrure fabriquée par l'ingénieur français n'offrit aucune résistance parce que, quelques jours auparavant, le roi en avait fait dévisser tous les ressorts.

Don Carlos dormait profondément. Le prince d'Eboli et le duc de Feria purent s'approcher du lit, lui prendre son arquebuse et son épée. Don Carlos s'éveilla brusquement et cria : « Qui est là ? — Le Conseil du roi », répondit don Ruy Gomez.

Le prince sauta de son lit, saisit le livre qu'il cachait sous son oreiller et voulut en assommer le prince d'Eboli, mais alors, à la clarté sourde de la lanterne, il reconnut son père. Stupéfait, il murmura : « Qu'est-ce que cela signifie ? Votre Majesté veut-elle

me tuer? Le roi lui répondit avec sa gravité ordinaire « qu'il ne voulait pas lui faire de mal, qu'il ne voulait que son bien et celui du royaume. » Ensuite, il ordonna aux valets de chambre de clouer les fenêtres et de s'emparer de toutes les armes qui étaient dans la chambre.

Don Carlos comprit alors qu'il était prisonnier et se jetant à genoux, il s'écria : « Que Votre Majesté me tue, mais ne me fasse pas prisonnier, parce que ce serait un grand scandale dans le royaume. Et alors je me tuerais ».

Le roi lui répondit : « Vous ne ferez pas cette folie. »

Brusquement, le prince se jeta la tête en avant dans la cheminée, mais le prieur le saisit par sa chemise et tous ensemble l'attachèrent sur son lit. Pendant ce temps, le roi s'emparait des papiers du prince parmi lesquels il y avait les lettres qu'il avait préparées pour les ambassades, une liste de ses ennemis en tête de laquelle figurait le nom du roi, et une pasquinade sur les continuel déplacements de son père, de l'Escorial à Madrid, Aranjuez, et autres lieux. Philippe II se retira avec sa suite en donnant l'ordre de donner à son fils tout ce qu'il demanderait, mais de ne le laisser approcher par personne.

La consternation fut grande dans Madrid. La reine et la princesse Jeanne supplièrent vainement le roi de leur permettre de voir le prince. Don Juan d'Autriche entra le lendemain dans la chambre de la reine vêtu de deuil et demeura dans cet accoutrement jusqu'à ce que le roi le lui interdît.

Le lendemain, le roi fit chercher dans les archives de Barcelone les pièces du procès que Jean II, roi d'Aragon, avait ordonné contre son fils Charles, prince de Viana. Ce prince se trouvait, à la mort de sa mère, Blanche de Navarre, l'héritier de la couronne de Navarre, lorsque son père épousa en secondes noces Jeanne de Castille, femme méchante et ambitieuse, qui poussa son mari à réclamer au prince de Viana la couronne de Navarre. Les Aragonais ayant reconnu l'infant pour leur roi, il se mit à leur tête et livra bataille à son père. Il fut vaincu, enfermé dans Saragosse. Jean II le fit comparaître devant le tribunal du Conseil de Castille. Comme il craignait que l'Aragon ne se révoltât, il entra ensuite en conciliation avec son fils, mais Jeanne de Castille fit alors empoisonner son beau-fils Charles.

Philippe II, enhardi par ce précédent, constitua une commission d'enquête composée du Grand Inquisiteur, cardinal Espinosa, de don Ruy Gomez, du marquis de Briviesca et du comte de Mulanones. Après trois mois de recherches elle remit au roi son rapport qui déclarait le prince coupable de haute trahison, au premier chef :

- 1^o Pour avoir conspiré la mort de son père;
- 2^o Pour avoir tenté de s'emparer de la souveraineté des Pays-Bas.

La commission concluait en disant que ces deux crimes pouvaient entraîner la peine de mort et s'en référait à Sa Majesté pour décider si cette peine pouvait être appliquée à l'héritier présomptif.

Philippe II, songea alors à se mettre en paix avec sa conscience. Dans ce but, il réunit un conseil composé de douze théologiens, dont les avis furent également partagés. Les uns opinèrent pour le pardon et l'internement dans un monastère, disant qu'il n'y avait eu dans les agissements coupables de don Carlos aucun commencement d'exécution, mais seulement des intentions. Les autres représentèrent au roi que de telles intentions, dans l'esprit de l'héritier de la Couronne, étaient abominables et dangereuses pour l'Etat, et que le roi devait, suivant la loi de Dieu, considérer que le salut de son peuple passait avant son amour pour son fils.

Le cardinal Espinosa, causant avec le nonce du pape, monsignor Castaneo, qui lui demandait si vraiment le prince avait eu l'intention de tuer son père, lui répondit qu'on avait toutes raisons de le croire mais que « cela eût été le moindre mal que le prince eût pu faire ». Sans doute faisait-il allusion à ses tractations avec les protestants hérétiques et révoltés contre la Couronne d'Espagne.

Brantôme le confirme d'ailleurs :

« Aucuns le soupçonnèrent de la religion, tant de Luther que de Calvin, et qu'il s'entendait avec les protestants qui lui promettaient l'Empire et les Pays-Bas, car il avait de l'ambition tout ce qu'il lui fallait. »

« Mais je crois qu'après que ce prince eut jeté bien sa gourme comme un jeune poulain et passé tous ses grands feux de première jeunesse, il se fût rendu un

très grand prince, et homme de guerre et d'Etat.

« Je le jugeais un jour grand et lui trouvais une très bonne façon et bonne grâce encore qu'il eût le corps un peu contrefait. »

Le roi décida de transformer en détention définitive les arrêts du prince. Il songea à le reléguer au château de Tordesillas où son arrière-grand'mère Jeanne la Folle était morte après cinquante ans de réclusion, puis résolut de le claustre dans une tour de l'Escurial, celle même où François I^{er} avait été emprisonné par Charles-Quint.

A ce sujet, Pie V lui fit écrire par monsignor Castaneo :

« Sa Sainteté approuve hautement le parti pris par Votre Majesté, parce qu'elle sait que le bien de la Chrétienté dépend de votre vie, et qu'il est nécessaire que votre successeur marche sur vos traces. »

Le mot d'ordre fut donné de faire croire que le prince avait perdu la raison.

La claustration de don Carlos, tout en étant décente, fut extrêmement rigoureuse. Toutes les fenêtres étaient clouées, les jalousies baissées, en sorte que sa chambre n'était éclairée que par une imposte. Il ne devait jamais en sortir, et la porte devait être toujours fermée.

Dans l'antichambre, dix hallebardiers veillaient nuit et jour. Ses viandes étaient découpées d'avance de façon qu'il n'eût aucun couteau à sa disposition. Son service était fait par don Ruy Gomez, don

Francisco de San Roval, le comte de Lermes, don Francisco Rodriguez et don Juan de Borgia.

Dès les premiers jours de sa captivité, on lui avait annoncé que le roi lui retirait la compagnie de son ami d'enfance, don Rodrigo de Mendoza. Il l'avait embrassé en pleurant.

Tour à tour, un de ses gardiens dormait dans sa chambre. Ils devaient lui obéir en tout, sauf s'il demandait à écrire des lettres. Ils ne devaient pas répondre à ses questions et parler à voix basse. Tous les matins, une messe était dite dans l'oratoire attenant à sa chambre à coucher. Le roi écrivassier, ne manqua pas cette belle occasion d'adresser plusieurs missives au pape, à l'empereur Maximilien, et à la reine de Portugal, pour leur annoncer la détention, de son fils. Il écrivit au pape Pie V :

« Il a plu à Dieu pour mes péchés que le prince ait tant et de si grands défauts, les uns procédant de son intelligence, les autres de son naturel, qu'il soit complètement dépourvu de l'aptitude requise pour le gouvernement des Etats. Je prévoyais en outre si la succession au trône venait à lui échoir après moi de graves inconvénients et des dangers manifestes contre lesquels tout viendrait se heurter. Dans ces circonstances, après qu'une longue expérience e après que l'inutilité de tous les remèdes qui avaient été essayés eussent fait reconnaître qu'il ne fallait attendre de lui que peu ou point d'amendement, qu'ainsi il n'y avait aucun espoir que les maux qui, avec raison,

étaient à craindre pussent, par l'effet du temps, être prévenus, il a été jugé nécessaire de l'enfermer pour examiner ensuite avec maturité selon les exigences de la chose, le moyen d'arriver à mes fins sans encourir le blâme de personne. »

Exaspéré par les duretés de sa claustration, don Carlos essaya plusieurs fois de mourir. Comme il n'avait aucun instrument tranchant à sa disposition, il avala un anneau avec un gros diamant, mais le digéra. Il couchait dans un lit rempli de glace, et se promenait pieds nus dans sa chambre qu'il inondait d'eau glacée. Il restait plusieurs jours sans manger et ensuite engloutissait vingt livres de fruits en buvant de grands verres d'eau glacée. Il est d'ailleurs probable que son père voyait sans déplaisir ces extravagances qui tendaient à le débarrasser d'un prisonnier si encombrant. Il manifesta plus d'émotion lorsque son fils se refusa à se confesser et à entendre la messe. Il lui envoya précipitamment le théologien Fernando Suarez qui essaya de le ramener à des sentiments chrétiens, en lui représentant :

« Ce que dira le monde en apprenant que vous refusez de vous confesser et aussi quand il découvrira d'autres choses terribles parmi lesquelles il y en a de telle nature que si elles concernaient toute autre personne, le Saint-Office aurait lieu de rechercher si elles sont du fait d'un chrétien. »

Dès lors par crainte de l'Inquisition ou parce qu'il apprit qu'on essayait de le faire passer pour fou,

don Carlos affecta de prendre sa détention avec plus de calme. Il se mit à lire l'histoire d'Espagne, écrivit beaucoup, mais déchira tout ce qu'il avait écrit. Enfin, il manifesta le désir de se confesser et de communier.

Nouvelle difficulté. Pouvait-on donner la Sainte Communion à un fou ? Le roi consulta encore des théologiens qui lui conseillèrent de laisser communier son fils. Mais pour se garder d'avance contre les conclusions qu'on pourrait en tirer, il écrivit à sa sœur l'impératrice d'Autriche.

« Comme quelques-uns ont voulu tirer argument de ce que le prince a reçu la Sainte Communion, qu'il n'y a pas de défaut de jugement dans sa personne, j'ai cru devoir faire connaître à Votre Majesté la manière dont les choses se sont passées et le motif qui m'a déterminé, afin qu'elle en soit instruite et puisse instruire l'empereur. Leurs Majestés considèreront qu'il y a des moments où l'esprit est plus sain qu'à d'autres, et que les imperfections de ce genre doivent être envisagées d'une manière toute différente, en ce qui touche le gouvernement et les actions publiques, ou celles de la vie privée, car il peut très bien se faire qu'on soit capable de bien se conduire dans les premières et non pas dans les autres. Vos Majesté comprendront donc que cet acte de recevoir la Sainte Communion n'est pas en opposition avec le défaut d'entendement, dont, pour mes péchés, Dieu a permis que mon fils soit atteint. »

Six mois se passèrent. La détention du prince se prolongeant, des bruits sinistres commençaient à se répandre dans la population. Les députés d'Aragon et de Catalogne vinrent demander au roi la cause de l'emprisonnement du prince des Asturies, et le pressèrent de le délivrer. Mais il les rembarra si vertement qu'ils se hâtèrent de retourner chez eux. Cependant, Philippe II, qui se savait craint et peu aimé, s'inquiétait du sentiment populaire. Au moindre bruit qu'il entendait dans la rue il pâlisait et en demandait le motif.

Au milieu du mois de juillet 1568, le prince ayant mangé un pâté de perdrix se trouva très malade. Dans la nuit du 21, sentant qu'il s'affaiblissait, il demanda à faire son testament, laissa des présents à plusieurs monastères, de l'argent pour payer tous ses créanciers et des souvenirs aux grands d'Espagne qui le gardaient, même à Ruy Gomez qu'il détestait particulièrement. Dans la nuit du 22, il demanda l'heure qu'il était. On lui répondit : Deux heures avant minuit, et il s'inquiéta de ne pouvoir vivre jusqu'au lendemain, jour de la fête de Saint Jacques de Compostelle, qu'il avait fixé pour le terme de son existence. A minuit il dit : « Le moment est venu », prit un cierge en main et se tournant vers son confesseur, lui demanda : « Mon père, aidez-moi ». Les assistants s'étaient agenouillés et il les invita à réciter avec lui l'oraison que Charles-Quint dit sur son lit de mort.

On raconte que le roi, sans entrer dans la chambre

resta debout devant la porte ouverte et de loin bénit son fils mourant. Il expira vers 1 heure du matin, à vingt-trois ans et seize jours. Sitôt après sa mort on l'habilla d'un vêtement de moine franciscain, et le soir même son corps fut mis dans un coffre en bois garni de velours noir, enfermé dans un cercueil de plomb recouvert d'un drap de brocart. Il fut porté, à sept heures, au monastère de Saint-Dominique par les ducs de l'Infantado et de Medina, le prince d'Eboli, le prieur don Antonio de Tolède, le connétable de Castille, les comtes d'Olivarès, de Chinchon, les ducs de Lerme, d'Orgaz et le vice-roi du Pérou.

Derrière le corps, l'évêque de Pampelune, assisté de deux chapelains revêtus de brocart noir précédait le nonce du pape et les ambassadeurs, les archiducs Rodolphe et Ernest, le cardinal Espinosa et le conseil de Castille. Le roi assista au défilé sur le balcon de l'une des fenêtres du palais et fit remarquer sèchement une faute d'étiquette dans la disposition du cortège.

Devant le monastère, le cardinal Espinosa prétexta une indisposition pour ne pas entrer dans l'église. On a dit qu'il haïssait tellement le prince, qu'il ne pouvait supporter de le voir mort, pas plus qu'il n'avait supporté de le voir vivant.

Dans le chœur le cercueil fut ouvert, afin que le corps put être reconnu, et l'ambassadeur de France, Raymond Fourquevaux, écrivit à Catherine de Médicis :

« Je lui ai vu le visage, lequel n'était aucunement défait de la maladie, sinon qu'il était un peu jaune, mais j'entends qu'il n'avait que les ossements par la maigreur du corps. »

Le cercueil fut ensuite cloué et descendu dans un caveau jusqu'à ce qu'il fût transporté à l'Escorial. Le 28 juillet, le roi se retira au monastère de l'Escorial comme l'étiquette l'exigeait. Il écrivit au marquis de Villafranca cette lettre destinée à être rendue publique :

« Dieu ayant résolu d'appeler auprès de lui le Sérénissime prince don Carlos, mon fils très cher et très aimé, vous pouvez considérer la douleur dans laquelle je suis. Il mourut le 22 juillet dernier ayant reçu la veille, avec une grande dévotion, tous les sacrements et fit une fin chrétienne avec tant de connaissance et de contrition que ce fut pour nous dans cette douleur un grand soulagement, et nous espérons que Dieu l'a appelé près de lui pour lui donner la joie de sa présence. Nous l'avons prié qu'il nous aide à nous conformer à sa dernière volonté et à supporter cette douleur.

« Moi, le Roi. »

Les obsèques solennelles ne furent célébrées que le 10 août dans l'église de Saint-Dominique. Au milieu, sous un baldaquin, un mannequin portant le sceptre royal et le collier de la Toison d'or représentait le prince des Asturies. Des bannières figurant l'aïeul, le père et la mère de don Carlos étaient suspendues

aux quatre coins du baldaquin. En avant étaient posés, sur des lances, le casque et la couronne royale et un écusson aux armes de Castille. Tout autour étaient déployées différentes bannières aux couleurs noire et jaune, que l'infant arborait dans les tournois et les jeux. Au-dessus du baldaquin une bande de velours, noire et blanche, portait :

« A la mémoire de don Carlos, prince des Asturies et des Deux Siciles, des Gaules belges et cisalpines, héritier du Nouveau-Monde, incomparable par sa grandeur d'âme, sa libéralité et son amour de la vérité. »

Quelques chroniqueurs de l'époque, et plus tard quelques historiens romanesques, ont répandu une version plus tragique de la mort du prince, sur la foi d'un document manuscrit déposé aux archives de Simancas. Ils racontent qu'après le conseil de conscience qu'il avait réuni, le roi livra son fils au jugement du tribunal de l'Inquisition en recommandant aux juges du Saint-Office de ne pas faire plus de cas de la grandeur du prince héritier du trône d'Espagne que du dernier de ses vassaux. Il s'en remettait à leurs consciences et en déchargeait la sienne. Les Inquisiteurs déclarèrent le prince hérétique au premier chef et le condamnèrent à mort.

Quand la sentence eut été prononcée, on lui présenta dans sa cellule un tableau représentant en images plusieurs genres de mort, pour qu'il choisit la plus douce. Il commença par les refuser toutes et

ensuite, sachant qu'il n'avait pas à attendre de miséricorde, demanda qu'on le fit périr comme on voudrait. Il répétait souvent : « Fils misérable d'un père plus misérable encore ! ». Un matin, quatre esclaves entrèrent dans sa chambre, et après lui avoir laissé le temps de faire ses prières, l'étranglèrent avec un cordon de soie. D'autres disent qu'il mourut les veines ouvertes dans un bain chaud. Brantôme relate qu'il fut étouffé par une serviette qu'on lui enfonça dans la gorge.

Mais, d'après toutes les nouvelles sources d'information, cette version propagée par le prince d'Orange dans son *Apologie* n'est qu'une légende.

Il est plus vraisemblable que don Carlos ait été empoisonné sur l'ordre de son père, très embarrassé de lui. Quelques années plus tard, Philippe II devait employer ce procédé « de gentille industrie » contre le marquis de Montigny qu'il fit mourir dans sa prison « en sorte que sa mort parut la plus naturelle ».

Outre la raison d'Etat, on a encore attribué la dureté du roi envers son fils à la jalousie, parce que le prince aurait aimé sa belle-mère Elisabeth de France et été aimé d'elle. C'est sur cette légende qu'a été bâti le drame célèbre de Schiller. La mort presque subite d'Elisabeth de France, qui suivit de quelques mois celle de don Carlos, donna ensuite lieu à une affreuse supposition qui n'est pas plus établie.

En réalité, d'après tous les documents sérieux, la reine Elisabeth, bonne et pitoyable à son malheu-

reux beau-fils, a peut-être été aimée par lui, mais n'a jamais agi de façon à provoquer la jalousie de son époux.

Fourquevaux, l'ambassadeur de France, mit les choses au point en écrivant à Catherine de Médicis après la mort de don Carlos.

« La reine en pleure pour l'amour de tous deux, parce que le prince l'aimait merveilleusement; quant à lui, bien qu'il méprisât et réprouvât toutes les actions de son père, il faisait au contraire semblant de trouver bon tout ce que la reine votre fille faisait et disait. En sorte qu'il n'y avait personne qui disposât de lui comme elle, et il le disait trop hautement car il ne savait ni feindre, ni dissimuler. »

Ces derniers mots expliquent tous les malheurs du fils de Philippe II.

LE PATISSIER DE MADRIGAL

(1582)

A la mort de Jean III, roi de Portugal, qui survint en l'année 1557, son neveu, don Sébastien, fut couronné roi. Comme il n'avait pas encore trois ans, sa grand'mère, dona Catalina, et son oncle, le cardinal don Henri, prirent la régence.

Dès sa première enfance, Sébastien manifesta une imagination héroïque. Il rêvait de conquérir à la foi chrétienne les royaumes des infidèles en Afrique et en Asie. Quand il eut vingt ans, le roi de Fez et du Maroc, Muley Mohamed, ayant été dépossédé de son trône par Muley-Abd-el-Maleck, demanda à don Sébastien de venir à son secours en lui promettant de grandes possessions en Afrique. Malgré l'opposition de tous les conseillers du royaume et de son oncle maternel Philippe II, il s'entêta à tenter cette expédition aventureuse. Au mois de juin 1578, il partit de Lisbonne avec une flotte portant seize mille hommes, accompagné par son neveu don Antonio, prieur de Crato et fils de l'infant don Luis. Trois jours après son débarquement au Maroc, il rencontra l'armée de Muley-Abd-el-Maleck à Alcacer-el Kebir. Muley fut

tué dès le commencement de la bataille, mais ses officiers, en maintenant son cadavre assis dans sa litière, empêchèrent la démoralisation de leurs soldats et les Marocains furent complètement victorieux.

Le roi Sébastien fut tué ou disparut, car son corps ne put être retrouvé sur le champ de bataille.

On sut plus tard qu'il avait été enlevé par Muley-Hamed, successeur de Muley-Abd-el Maleck, et enterré dans l'Alcazar de Fez.

Une troupe de survivants de l'armée portugaise, en arrivant à Lisbonne, racontèrent que s'étant trouvés devant les portes fermées de la ville d'Avila, pour les faire ouvrir, ils avaient dit qu'ils portaient le roi Sébastien blessé. Ainsi, le bruit commença à se répandre qu'il était encore vivant. D'autre part, quelques mois après, un célèbre médecin de Lisbonne, Mendez Pacheco, fut appelé par une dame nommée dona Francesca Calva de Tavora, qui était veuve d'un compagnon d'armes de don Sébastien. Elle lui prescrivit de se rendre immédiatement à Guimarana, petit village perdu dans la sierra del Coronero. Là, un homme irait l'attendre à l'auberge et le mènerait dans une ferme où il trouverait une personne malade qui avait besoin de lui. Dona Calva lui remit d'avance pour ses honoraires 50 douros, somme considérable à cette époque.

Le médecin coucha à l'auberge de Guimarana. Au matin, un homme vint le chercher et le conduisit à quelque distance dans la montagne, jusqu'à une mai-



PHILIPPE II.
D'après Antonio Moro, gravé par Suddendorff.



DON CARLOS, PRINCE DES ASTURIES.
D'après Coëlle, gravé par E. Blancó.

son qui avait l'apparence ordinaire d'une ferme mais dont l'intérieur était garni de tapisseries suivant la coutume des grands seigneurs en voyage. Dans la chambre principale, sur un lit d'étoffes de soie, gisait un jeune homme dont le visage était masqué par un voile de taffetas noir. Il avait à la jambe, près du mollet, une blessure qui commençait à se couvrir de gangrène. Ses compagnons lui marquaient une considération respectueuse. Ils traitèrent le médecin au mieux possible, mais se refusèrent à lui dire aucun mot relatif à la personnalité du malade. Mendez Pacheco resta six jours à Guimarana et partit quand il jugea que le blessé était guéri.

Comment, et pourquoi se mit-il dans la tête qu'il avait soigné le roi Sébastien, et pourquoi surtout éprouva-t-il le besoin de le raconter partout? Un beau matin, il fut arrêté en sortant de chez lui, ligoté, bâillonné, enfermé dans une voiture et conduit aux galères de Santander où il resta deux ans interné, en qualité de pharmacien.

Car l'agitation était vive autour du trône du Portugal. Le cardinal don Henri, régent depuis le départ de don Sébastien, se mourait lentement. Les prétendants au trône de Portugal étaient Philippe II, roi d'Espagne, le duc de Savoie, et don Antonio, prieur de Crato, neveu du feu roi Sébastien. Don Antonio, fils bâ-tard de l'infant don Luiz, fut évincé le premier, et banni du royaume. Don Henri mourut en 1580. Aussitôt, le prieur de Crato, ayant recruté une armée de

mercenaires, rentra au Portugal, s'empara de Lisbonne et se fit couronner roi. Philippe II riposta en envoyant une armée commandée par le duc d'Albe qui reprit Lisbonne et donna le Portugal à la couronne d'Espagne. Le prieur de Crato fit encore une tentative malheureuse sur les Açores et puis s'enfuit en France, tous ses partisans étant morts ou dispersés.

L'un d'eux était un religieux augustin, Fray Miguel de Los Santos, plusieurs fois provincial de son ordre, qui avait été confesseur du roi Sébastien. C'était un homme lettré et vertueux mais ambitieux et machiavélique. A cause du grand zèle qu'il manifestait pour la sainte religion, Philippe II lui pardonna d'avoir pris le parti du prieur de Crato et le nomma vicaire du monastère de Santa Maria la Reale, dans la ville de Madrigal, au nord de la province d'Avila.

Les religieuses du couvent de Santa Maria la Reale étaient toutes des filles de bonnes maisons. Mais parmi elles se détachait hautement dona Anna de Austria, la fille naturelle de don Juan d'Autriche, demi-frère du roi. Sa mère était une Italienne, Diana de Sorrente. Elle était née à Naples et avait alors vingt ans. Depuis douze ans elle était cloîtrée au couvent de Santa Maria la Reale dont elle allait devenir abbesse après avoir prononcé ses vœux. On disait qu'elle était « belle et naïve comme un ange ». D'ailleurs, elle paraissait satisfaite de son sort, parce qu'elle n'en avait pas connu d'autre.

Il y avait encore dans la petite ville de Madrigal

une autre personne qui attirait l'attention par ses façons d'être singulières. C'était un pâtissier nommé Gabriel Espinosa. On le disait Portugais. Il vivait, sans être marié, avec une femme de Lisbonne dont il avait une petite fille particulièrement jolie. Il portait dans ses manières le je ne sais quoi qui caractérise les personnes de haute naissance. Il parlait le français, l'allemand, l'espagnol et le portugais. Mais ce qui intriguait surtout les habitants de Madrigal, c'était sa façon d'exercer son petit commerce. Non pas qu'il ne fabriquât de bonne pâtisserie, mais il semblait qu'il pâtissait pour s'amuser; il vendait ses gâteaux à des prix inférieurs et souvent les donnait aux enfants. Il recevait chaque mois de l'argent, on ne savait d'où. Des voyageurs venus de Lisbonne disaient qu'il ressemblait au feu roi Sébastien. Le bruit commença à se répandre qu'il était Sébastien lui-même.

Un de ceux qui propagèrent le plus assidûment cette rumeur fut le vicaire du couvent, Fray Miguel de Los Santos. Etait-il sincère? Quoiqu'il le prétendit plus tard, cela est peu probable. Plutôt était-il d'accord avec son ancien maître, le prieur de Crato, pour essayer, en ressuscitant feu don Sébastien, de déterminer au Portugal un mouvement révolutionnaire dont profiterait don Antonio.

Un jour, en pleine rue, il se jeta aux genoux d'Espinosa et le salua du titre de roi. Espinosa parut d'abord stupéfait, commença par protester qu'il n'avait rien de commun avec une telle personnalité. Fray

Miguel insista. Après plusieurs entrevues, Espinosa se laissa convaincre qu'il tirerait quelques avantages de se prêter à cette supercherie. Dès ce moment d'ailleurs plusieurs grands seigneurs portugais vinrent le voir et, dit-on, le prier de Crato lui-même. Cependant plus tard, celui-ci affirma qu'il n'avait jamais cru qu'Espinosa était le roi Sébastien.

Les raisons qui déterminèrent Fray Miguel à faire entrer dona Anna de Austria dans ce plan de supercherie sont encore plus troublantes. Qu'espérait-il du concours de cette religieuse, simple d'esprit, écartée du monde? Sans doute pensa-t-il qu'elle donnerait plus de consistance à son imposture en y mêlant son illustre parenté. Très adroitement, il commença à lui parler souvent du roi don Sébastien qui était d'ailleurs son cousin. Il lui raconta l'aventure du médecin Pacheco. Un jour, il lui dit que pendant qu'il disait sa messe, il avait vu à côté de lui, près de l'autel, le roi qui lui avait demandé de le mener devant sa cousine. Quand il lui parut que la naïve religieuse était à point, il lui conta qu'il avait vu le roi Sébastien dans une rue de Madrigal, déguisé sous le costume d'un pâtissier. Dona Anna, d'abord ne voulut pas le croire, mais Fray Miguel était son confesseur, elle avait confiance en lui, et il eut bientôt raison de sa faible résistance.

Un jour, il lui demanda de recevoir son infortuné cousin. Elle y consentit, et leur première entrevue se passa au mois d'avril dans les jardins du couvent sous

les orangers en fleurs. Espinosa se jeta à ses pieds, elle le releva, lui donna sa main à baiser et le conjura de lui dire qui il était. Le pâtissier, aux allures de grand seigneur, lui avoua alors qu'il était le roi Sébastien et lui conta ses aventures avec des traits que lui avait suggérés Fray Miguel et qui sentaient la royauté.

L'entrevue fut suivie de plusieurs autres. Au bout de quelques mois la jeunesse et l'amour avaient fait leur œuvre. Dona Anna de Austria était éperdument amoureuse du pâtissier, et orsqu'un jour Fray Miguel lui dit qu'en célébrant le saint office il avait entendu une voix du ciel qui lui commandait d'unir en mariage la princesse et le roi de Portugal, dona Anna ne protesta qu'en objectant que ses vœux lui interdisaient de se marier, Fray Miguel lui répondit que les vœux n'enchaînaient pas les personnes royales et lui cita plusieurs exemples de princesses qui en avaient été relevées par le pape.

Dès lors, dona Anna considéra Espinosa comme son fiancé et s'abandonna à sa passion pour son cousin. Ayant appris qu'il avait une petite fille de la femme avec laquelle il vivait, elle lui offrit de l'adopter. Sans doute le vicaire lui avait-il raconté à ce sujet quelque histoire romanesque, que la jeune fille avait écoutée comme parole d'évangile.

Tout le couvent était maintenant au courant de la belle histoire d'amour et s'y intéressait. Mais les femmes sont bavardes. Des bruits commencèrent à se répandre dans la ville et la sinistre Inquisition

montra ses griffes. Fray Miguel reçut une lettre menaçante.

Il fallait jouer la partie, maintenant ou jamais. Sans doute, le prieur de Crato donna-t-il le signal derrière la frontière française où il était à l'abri, en se réservant de laisser aller les choses aussi loin que possible et de voir venir sans courir de risques. Quant aux trois conspirateurs, dona Anna, Fray Miguel et Espinosa, ils agirent dans ces circonstances où leur vie était en jeu avec une naïveté qui n'est explicable que par l'état des esprits à cette époque

Au mois de juin 1582, Espinosa quitta son échoppe de pâtisserie et partit pour Valladolid, en prétextant un pèlerinage. Il était chargé de recruter des armes et des partisans pour la conspiration. Pour lui procurer les fonds nécessaires, dona Anna lui avait donné ses bijoux parmi lesquels étaient un vase d'unicorne, préservatif des empoisonnements, garni d'or et de pierres précieuses, un livre dont la reliure était incrustée de pierreries, présent de la reine d'Espagne, un anneau d'or avec une améthyste sur laquelle était gravé le portrait de Philippe II, des montres d'or garnies de diamants.

Chargé de ces gages dangereux, Espinosa crut vivre mystérieusement à Valladolid, en changeant souvent de nom et d'hôtellerie, c'est-à-dire de la plus sûre façon pour se faire remarquer. Il montrait d'ailleurs à tout venant le portrait de Philippe II et comme quelqu'un lui demandait : « C'est votre maître »

il répondit : « Je suis son maître et je serai bientôt le vôtre. » Un jour qu'il se promenait dans une prairie où l'on dressait des chevaux sauvages, il demanda à enfourcher le plus méchant et le dompta avec une telle maestria que les employés du haras, stupéfaits, le racontèrent dans toutes les « tiendas » de Valladolid.

Espinosa fit encore mieux. Un soir, ayant rencontré une petite dame d'abord très facile, il se laissa conduire chez elle, oublieux de dona Anna de Austria, et, pour l'éblouir, lui montra les bijoux que la princesse lui avait donnés. La « maya », inquiète de son singulier client, peut-être mécontente de lui, alla sitôt après son départ trouver l'alcade au Tribunal criminel et lui conta la visite qu'elle venait de recevoir.

Don Rodrigo Castellan eut bientôt fait de trouver Espinosa dans l'auberge où celui-ci croyait se cacher. Quand il se présenta avec deux alguazils, Espinosa voulut s'enfuir par une porte de derrière, mais il fut arrêté, et dès lors son cas devint mauvais. Il raconta à l'alcade qu'il était cuisinier d'Anna de Austria et qu'il était venu à Valladolid pour vendre des bijoux qu'elle lui avait confiés. L'alcade, justement sceptique, commença par faire mener Espinosa en prison et le menaça de la torture s'il ne lui révélait pas sa véritable identité et ce qu'il était venu faire à Valladolid. Espinosa lui répondit avec hauteur qu'il se repentirait s'il lui faisait le moindre mal et qu'il n'avait qu'à se renseigner à Madrigal. Le lendemain, don Rodrigo saisit deux lettres adressées de Madrigal

à Espinosa, l'une de Fray Miguel, assez prudente, qui ne disait que des choses insignifiantes, une autre de dona Anna, celle-ci plus ingénue, comme on peut en juger dans le « gongorisme » de l'époque.

« Mon roi et seigneur,

« Je n'essaierai pas de vous dire la joie que m'a causé votre lettre parce que je ne veux pas tenter l'impossible, bien qu'elle fût capable de me donner ou de m'ôter la vie. Je veux seulement que Votre Majesté sache combien je lui suis reconnaissante de la bonté qu'elle a eue de me parler de son heureuse arrivée et de sa santé qui est la sienne, mais qui est aussi la mienne, car je suis à vous, Seigneur vous le savez, et c'est pourquoi je vous supplie de ménager votre vie qui est la mienne et aussi celle de tous ceux qui ont besoin de vous.

« J'assure Votre Majesté, mon Seigneur, que s'il m'a toujours été indifférent de n'avoir pas de fortune, je voudrais maintenant posséder le monde entier pour le mettre aux pieds de Votre Majesté. Si je m'appartenais moi-même, je me vendrais bien volontiers pour avoir le moyen de servir Votre Majesté, mais pour ne pas dépouiller mon maître de son propre bien, j'essaierai de suppléer par d'autres moyens à mon impuissance. »

« Puisse Dieu m'accorder de vivre dans mon ciel à moi, c'est-à-dire au pouvoir de mon Seigneur et maî-

tre, puisque la meilleure partie de moi-même y est déjà.

« Adieu, mon bien, ma vie et mon Seigneur. »

Don Rodrigo, pressentant la gravité de l'affaire, écrivit aussitôt à Philippe II pour lui demander la permission de faire une perquisition dans le couvent de Santa Maria la Reale.

Mais Espinosa l'avait prévenu. Il avait pu faire envoyer à prix d'or un courrier à Madrigal pour avertir de son arrestation Fray Miguel. Le prieur eut le temps de détruire les papiers les plus compromettants. Il engagea dona Anna à écrire à l'alcade qu'Espinosa était effectivement son cuisinier et qu'elle l'avait chargé de vendre ses bijoux. En même temps que cette lettre, don Rodrigo reçut l'ordre du roi de se transporter à Madrigal au couvent de Santa Maria, de tenir dona Anna prisonnière dans son appartement et d'agir vis-à-vis de Fray Miguel comme il le jugerait bon ; mais il ne lui donnait aucune instruction au sujet d'Espinosa. L'alcade le laissa en prison sans le questionner davantage et se transporta à Madrigal. Il arrêta d'abord Fray Miguel, son domestique, et les deux religieuses qui servaient de dames de compagnie à dona Anna. Comme le malheureux médecin, Mendez Pacheco, récemment revenu des galères, s'était établi dans la ville, don Rodrigo le prit dans le même coup de filet. Fray Miguel, interrogé le premier, affirma qu'il croyait sincèrement qu'Espinosa était le roi Sébastien, et il cita tous les té-

moignages qu'il avaient convaincu de la survie du roi. Il ajouta qu'il le voyait debout devant le crucifix quand il disait sa messe, et que, pour s'assurer que le diable ne l'illusionnait pas, il s'était imposé une année de jeûne avec trois punitions de discipline par semaine. Un jour il l'avait rencontré dans une rue de Madrigal et reconnut ainsi que Dieu lui avait fait voir le roi son ancien pénitent. D'ailleurs, Espinosa lui avait dit des choses que le roi et lui seul pouvaient connaître. Interrogé pourquoi il avait parlé de cela à dona Anna, il répondit qu'il espérait que les prières de cette princesse angélique pourraient aider son cousin à sortir de l'état misérable où il était tombé.

Dona Anna, enfermée dans son appartement et interrogée, soutint qu'Espinosa était son cuisinier jusqu'à ce que l'alcade lui eût montré la déclaration de Fray Miguel. Elle déclara alors qu'elle ne voulait plus rien dire, qu'on la tuerait plutôt que de la faire parler. D'ailleurs, le Provincial de l'ordre des Augustins, réclamant les privilèges de son ordre, défendit à l'alcade l'entrée du couvent et aux religieuses de répondre à ses questions.

L'alcade se plaignit au roi, qui, furieux, manda le Provincial à Madrid et le fit enfermer dans un couvent de la ville, mais ordonna à l'alcade de ne plus s'occuper que des inculpés civils. Pour les autres, il fit donner par le nonce du pape commission à don Juan de Llanos y Valdes, chapelain de Sa Majesté et commissaire de l'Inquisition. L'alcade, don Rodri-

go, reçut enfin des instructions au sujet d'Espinosa. Philippe II l'engageait à interroger le prisonnier, mais sans lui appliquer la torture jusqu'à nouvel ordre. Tous les autres civils furent emprisonnés à Médina et soumis à la question; entre autres, la concubine d'Espinosa. Supportant le supplice de l'estrapade et ensuite celui de l'eau, elle affirma qu'elle ne savait de son amant rien de plus que ce que tout le monde en pensait. Elle s'appelait Ines Cid et exerçait à Lisbonne le métier de prostituée. Elle avait été très étonnée de voir son amant recevoir autant d'argent et des seigneurs qui lui parlaient si respectueusement.

Espinosa affirma qu'il ne connaissait rien de son origine, sinon qu'il avait été trouvé sous le porche d'une église de Tolède et élevé par charité dans un couvent de jésuites, qu'il était maintenant cuisinier de dona Anna et chargé de vendre ses bijoux. Il déclara ne rien comprendre aux lettres de don Miguel et de dona Anna qu'on lui avait présentées, surtout à cette dernière que dona Anna lui avait écrite pour le supplier de dire la vérité et qui avait été interceptée avec les autres.

« Seigneur,

« Puisqu'il est évident que pas une feuille de l'arbre ne tombe sans la volonté de Dieu je dois croire que rien n'est arrivé dans les événements que vous savez, qui n'ait été réglé et prévu par un dessein tout

spécial de la Providence. Aussi je ne doute pas qu'elle ne vous ait mené par de si rudes chemins que pour nous épargner de plus grandes peines et cela dans le but que Sa Majesté apprenne enfin, Seigneur, que vous êtes le roi Sébastien son neveu. N'est-ce pas pour lui donner cette certitude que don Juan de Llanès a été envoyé ici ? C'est un homme très bon auquel, pour sauver votre vie et votre honneur ma vie et mon honneur et la vie et l'honneur de bien d'autres personnes innocentes, j'ai dû tout confesser. Mais c'est surtout à vous qu'il appartient de leur venir en aide, et c'est pourquoi je vous supplie, au nom du seul vrai Dieu, de déclarer à Sa Majesté et au ministre que vous êtes en effet le roi don Sébastien, comme vous me l'avez dit ainsi qu'à Fray Miguel. C'est maintenant votre seule voie de salut en ce monde, et croyez, Seigneur, que Sa Majesté, si éminemment chrétienne, loin d'en être offensée, non seulement regardera comme une bonne fortune de le tenir de votre bouche, mais encore, puisqu'il est vrai que vous n'avez jamais cherché à lui nuire, vous donnera une juste satisfaction. Vous devez aussi faire cela par rapport à mon honneur, car cela fait pitié d'entendre ce qu'on dit et comment l'on me traite rien que pour avoir désiré vous être utile et vous avoir aimé comme un mien cousin. Cela suffit pour que cela soit votre devoir de me venir en aide. Pour le faire, vous n'avez qu'à déclarer qui vous êtes, aussi prudemment qu'il vous conviendra, en ayant le

courage, pour résister à cette mauvaise fortune que Dieu a voulue peut-être pour que vous ne mourriez pas victime des difficultés où vous vous trouvez engagé, et je finis en priant notre Seigneur de faire selon sa volonté et de vous tenir en sa garde. »

Dona Anna avait aussi écrit à Philippe II une humble lettre pour lui demander pardon d'avoir agi sans lui demander sa permission. Il ne manquait plus maintenant que les aveux d'Espinosa et ceux de Fray Miguel.

Don Rodrigo avait enfin obtenu du roi la permission d'appliquer la torture au pâtissier. Llanos de Valdes se chargea de Fray Miguel. Le vicaire tint bon jusqu'au sixième tour d'estrapade, mais alors lâcha pied et déclara tout ce qu'on voulut, c'est-à-dire qu'il s'était prêté à une imposture, en feignant de croire qu'Espinosa était le roi Sébastien, afin de susciter après la mort de Philippe II une révolution au Portugal. On se serait alors défait, en l'empoisonnant, du faux Sébastien, et à la faveur des troubles le prieur de Crato se serait emparé du trône du Portugal.

Espinosa résista courageusement aux tourments, affirma mordicus qu'il était le cuisinier de dona Anna chargé de vendre ses bijoux, et refusa d'en dire davantage.

Don Rodrigo jugeant l'instruction suffisante communiqua au roi ce projet de sentence.

« Dans le procès qui est pendant entre le fiscal de

Sa Majesté et Gabriel Espinosa, à cause des preuves issues du procès fait contre lui, il est avéré que je dois condamner et condamne le dit Gabriel Espinosa, dans la prison où il est enfermé, à être attaché sur une mule et promené par les rues de la ville, jusqu'au lieu où le gibet sera dressé. Là il sera pendu jusqu'à ce qu'il meure, ensuite coupé en quartiers qui seront placés sur les chemins que j'indiquerai et sa tête plantée sur un pieu là où je l'indiquerai. Et ceci est ma sentence.

« Devant le condamné et le bourreau, marchera un crieur qui dira :

« Ceci est la justice que veut faire Sa Majesté, et en son nom don Rodrigo de Castellán, à cet homme, pour avoir outragé Sa Majesté en feignant d'être une personne royale alors qu'il était un homme de rien et un imposteur. »

En marge du projet, Philippe II corrigea de sa propre main les mots « Sa Majesté », mit à leur place « le roi notre Seigneur » et ajouta « que ceci soit fait au mieux ».

Le 1^{er} août au matin, un père jésuite vint voir Espinosa dans sa prison et passa trois jours avec lui. Le 4 août, il fut mené au lieu du supplice et en route protesta seulement lorsque le crieur l'appela « homme de rien et imposteur »; il dit : « Dieu seul le sait ». Sur l'échafaud il voulut parler, mais le jésuite qui l'accompagnait l'en empêcha en lui mettant un crucifix sur les lèvres.

L'Inquisiteur Llanos de Valdes dit plus tard qu'il était impossible que cet homme ne fût pas un grand seigneur comme il le paraissait. Beaucoup de personnes s'obstinèrent à croire qu'il était le roi Sébastien. D'autres pensèrent qu'il était un frère adultérin de Philippe II.

Le 15 octobre, Fray Miguel fut conduit à l'église paroissiale de Saint-Martin. A genoux devant le maître autel, il s'entendit condamner d'abord à être dégradé et ensuite remis au bras séculier.

Après l'avoir revêtu de ses habits sacerdotaux, on les lui arracha un à un et on le revêtit d'une robe de bure. Après quoi, il fut livré par don Llanos de Valdes à l'alcade de cour, don Diego Casal, et mené jusqu'au gibet, attaché sur une mule. Devant l'échafaud, il renia tout ce qu'il avait dit dans la torture, répéta qu'il avait toujours cru que Gabriel Espinosa était le roi Sébastien. Tandis qu'il gravissait l'échelle de la potence, le notaire du tribunal et son greffier, grimant derrière lui, le rejoignirent et lui posèrent quelques questions auxquelles il répondit sans que personne entendit cette conversation. Ensuite il mourut.

Dona Anna de Austria fut condamnée à quatre années de relégation dans un couvent d'Augustines à Avila. Là elle fut recluse dans une cellule d'où elle ne pouvait sortir que pour entendre la messe dans la chapelle accompagnée par deux vieilles religieuses.

Ille devait jeûner tous les vendredis au pain et à

l'eau. Après ces quatre ans de punition elle vécut au couvent comme une simple religieuse sans aucune distinction qui rappelât sa haute naissance.

Ainsi vécut et mourut lentement « belle et innocente comme un ange », la petite-fille de Charles-Quint, fille du magnifique don Juan d'Autriche. La tradition veut que jusqu'à la fin de sa triste vie elle aima le pâtissier de Madrigal qui avait été pendu en place publique.

LE PROCES D'ANTONIO PERES (1579-1590)

Antonio Pérès, secrétaire d'Etat de Philippe II, était le fils d'une femme mariée et de don Gonzalo Pérès, homme d'église, archidiacre de Sépulvéda, secrétaire d'Etat de l'empereur Charles-Quint. Cependant, contre toutes les lois canoniques et civiles, Charles-Quint consentit en 1542 à la légitimation d'Antonio Pérès, qui avait alors trois ans. Son père l'envoya faire son éducation hors d'Espagne en cachant son origine. C'est pourquoi lorsque, sous le règne de Philippe II, le noble portugais, don Ruy Gomez de Silva, prince d'Eboli, ministre d'Etat et favori du roi, l'appela à la cour et le fit entrer au secrétariat d'Etat en le mettant ainsi sur le chemin des honneurs et des richesses, beaucoup de personnes crurent qu'il était son fils naturel légitimé par Gonzalo Pérès. A cause de cela, ses ennemis l'avaient surnommé : « le Portugais ».

Pérès avait commencé par voyager et résider dans toutes les grandes cours d'Europe. Doué d'une singulière facilité de travail, d'un esprit très vif, aimable et spirituel, parlant couramment plusieurs langues, il

gagna promptement la faveur du roi. Sa maison rivalisa bientôt d'apparat avec celles des plus puissants seigneurs. Il ne sortait dans Madrid qu'accompagné d'une nombreuse escorte de pages et de valets. Les colonnes de son lit étaient surmontées d'anges en argent massif, et sur le baldaquin cette inscription était gravée en lettres d'or : « Marchez doucement, Antonio Pérès dort ». Un de ses braseiros fut estimé 60.000 ducats. Il avait une loge à la comédie garnie de chaises et ornée de tapis qui lui coûtait trente réaux par jour (le réal valant 25 c.) « d'où il apparaît que Pérès agissait en homme qui n'a pas son bon sens et non comme il convient à un ministre. » Pour régler sa vie, le prince d'Eboli l'avait marié avec Jeanne de Coëllo y Vozmediano, riche héritière, qui fut la plus admirable des épouses, qu'il ne cessa de tromper, et qui, pour lui, endura la captivité et la misère.

En 1575, il était à l'apogée de sa fortune, secrétaire du Despacho, c'est-à-dire du service des dépêches du Roi, et aimé d'une dame de la reine, qu'il rencontrait dans sa maison au bord du Valsin dans les bois de Ségovie.

Ce fut alors que, pour son malheur, Anne de Mendoza, princesse d'Eboli, s'éprit de lui après s'être longtemps moquée de son élégance efféminée et parfumée.

Anne de Mendoza, fille du comte de Mélilo, mariée à treize ans avec don Ruy Gomez de Silva, le

soi-disant père d'Antonio Pérès avait alors dix enfants et plus de trente-six ans. Soit qu'elle fût devenue borgne par accident ou louchât dès sa naissance, elle portait sur l'œil gauche un bandeau pour dissimuler cette infirmité. Cependant, elle avait été et était encore une des plus jolies femmes de la cour d'Espagne. Vive, menue, le teint blanc, impérieuse et passionnée, elle avait une physionomie brillante et voluptueuse « telle qu'un joyau enchâssé dans les mailles de la nature et de la fortune ». Depuis son veuvage, elle vivait retirée de la cour dans son palais des Lions, à Madrid, ou son vaste domaine de Pastrana, comme une grande dame des temps féodaux, insoumise et intrigante, entourée de quatre estafiers qu'elle utilisait pour des desseins mystérieux.

« Elle en avait chassé un parce qu'il n'avait encore tué qu'un seul homme. Des trois qui restaient, un s'appelait Luchali (corruption de Uluch Aly, célèbre corsaire du xvi^e siècle) parce qu'étant à Naples il s'acquitta si librement de son métier qu'il mérita ce surnom qu'il portait encore. Le second s'appelait « ange gardien », parce qu'il était l'homme de confiance qui l'accompagnait quand elle sortait pendant la nuit; le troisième se nommait Camille. Quelquefois leur maîtresse les réunissait tous les trois en «junte » et demandait à l'un puis à l'autre de quelle manière ils pourraient s'y prendre si elle leur ordonnait de tuer quelqu'un. Luchali, qui portait toujours quatre pistolets dans ces chausses, en prenait

deux et faisait feu de chaque main. Les autres étaient consultés sur les coups de bâtons, coups de pieds, soufflets et autres bagatelles.

Ses amis disaient qu'elle avait été fidèle à son mari; ses ennemis assuraient qu'elle l'avait trompé avec don Juan d'Autriche, le malheureux prince don Carlos et Philippe II. Cependant, après sa mort, manifestant une douleur bruyante, elle avait voulu, sous le nom de Sœur Sainte-Anne de la Mère de Dieu, se retirer au couvent des Carmélites de Pastrana qu'avait fondé sainte Thérèse et qu'elle entretenait. Elle exécuta son projet avec l'impétuosité qui la caractérisait.

« Peinée à l'excès de la mort de son mari et lâchant la bride à sa douleur plus qu'à la raison, la princesse, sous l'empire de ces pensées sans jugement qui troublent le cœur des femmes en pareilles circonstances, et malgré l'avis de tous, demanda tout à coup à Fray Mariano qu'il lui donnât son froc de moine pour qu'elle pût s'habiller en religieuse et entrer au couvent des Carmélites déchaussées qu'elle avait fondé à Pastrana. Sans vouloir attendre qu'on lui fit une robe neuve, elle revêtit l'habit de Fray Mariano et s'en fut à Pastrana.

« Le Père Balthazar de Jésus devançait la charrette (en signe de deuil, elle n'avait pas voulu prendre de carrosse) que conduisait la princesse. Il se rendit, quoiqu'il fût deux heures du matin, au couvent des religieuses et appela. La mère Saint-Dominique descendit, et ayant appris du Père prieur que la princesse

arrivait avec lui, et qu'elle voulait se faire religieuse, la supérieure ne put s'empêcher de s'écrier avec grande prévision : « C'en est fait de la communauté ! » Elle appela ensuite les carmélites qui arrangèrent la maison, préparèrent deux lits, l'un pour la princesse et l'autre pour sa suivante.

« On lui donna un autre habit religieux, car celui qu'elle avait pris à Mariano n'était pas aussi propre qu'il était convenable. Elle ne tarda pas à montrer son caractère, exigea qu'on fit prendre l'habit à deux filles qu'elle avait amenées. La supérieure ayant répondu qu'il fallait pour cela l'autorisation du Père prieur : « Et qu'est-ce que les moines ont à voir dans mon couvent ? », répondit-elle en colère.

« La supérieure retarda la prise de voile, au grand regret de la princesse, jusqu'après consultation avec le père Prieur. Après en avoir conféré comme il convenait, il fut résolu de faire prendre l'habit aux deux filles. La cérémonie eut lieu au parloir ; la princesse se plaça entre elles afin que les bénédictions l'atteignissent aussi. Ensuite, on la conduisit pour manger gras avec sa suivante dans une pièce séparée, mais elle refusa, s'en vint au réfectoire, et, au lieu d'accepter la place qu'on lui avait réservée à côté de la supérieure, elle alla occuper un des derniers sièges, malgré les prières et les exhortations.

« Considérant qu'une volonté aussi arrêtée serait cause de bien des ennuis, la supérieure demanda à la suivante de la princesse si elle ne pensait pas qu'il se-

rait convenable d'établir sa maîtresse dans une partie de la maison où elle pût vivre avec ses femmes et recevoir la visite des laïques tout en restant en communication avec le reste du couvent. L'idée qui avait paru bonne à tous parut mauvaise à la princesse parce qu'elle n'était pas d'elle. Cependant, l'évêque de Ségovie et d'autres personnes de qualité vinrent la visiter. La Mère Isabelle lui demanda de parler à ses visiteurs derrière la grille de l'église, mais elle voulut qu'ils pénétrassent dans le couvent. Avec les seigneurs entrèrent leurs chiens et leurs valets. Non contente encore de cette infraction à la règle, elle exigea qu'on lui donnât deux femmes de chambre laïques, et quoique la supérieure lui offrit de la servir elle-même ou de la faire servir par toutes les autres religieuses et en particulier par les deux qui avaient été ses servantes, elle ne se déclara pas satisfaite en disant qu'on voulait lui faire la loi.

« La Mère Isabelle écrivit alors à notre mère sainte Thérèse la décision de la princesse, et les premiers incidents survenus depuis son entrée au couvent. Sainte Thérèse répondit à la Mère Isabelle qu'elle agit suivant sa sagesse...

« Alors, la Mère Isabelle et les deux plus vieilles religieuses dirent à la princesse que si elle continuait à se conduire ainsi, la sainte fondatrice la ferait sortir du couvent et l'enverrait dans un endroit où elle serait en état de respecter les lois de l'ordre, que Sainte Thérèse estimait à plus haut prix que toutes les gran-

deurs du monde. La princesse se fâcha au point qu'emmenant ses femmes, elle s'en fut dans un des ermitages attenant à l'enclos du couvent et y resta sans que les religieuses eussent aucun rapport avec elle. Elles lui envoyèrent cependant, pour l'assister, deux novices qui, en cette qualité, ne se trouvaient pas encore soumises aux lois de la claustration. Là elle fit ouvrir une porte sur la rue, entra en communication avec tout le monde, et peu à peu ainsi calma la grande douleur de la mort de son mari. Puis elle quitta enfin le couvent, mais cessa les donations qu'elle lui faisait. »

Ce fut à son retour à Madrid, qu'elle commença à se compromettre avec Antonio Pérès par les visites que lui faisait le beau secrétaire d'Etat à des heures indues et les riches présents qu'elle lui donnait.

Cependant, on se contentait d'en jaser et sans doute cette histoire d'amour se fût terminée comme tant d'autres si Juan Escovédo, secrétaire de don Juan d'Autriche, n'était pas venu se mettre en travers. Il avait été envoyé de Bruxelles par don Juan, qui gouvernait alors les Pays-Bas, pour demander au roi des secours en hommes et en argent. Il était un ami intime d'Antonio Pérès et très protégé aussi par feu le prince d'Eboli. Il avait pour son maître don Juan une admiration enthousiaste et manquait de mesure dans son ardeur à le servir.

Or, Philippe II, soupçonneux et jaloux de son autorité, commençait à s'inquiéter de l'ambition et de l'esprit d'initiative de son demi-frère, qui avait suc-

cessivement voulu devenir roi du Milanais, puis de Tunis, puis d'Ecosse, en épousant Marie-Stuart, puis d'Angleterre, toutefois après la conversion de la reine Elisabeth.

Déjà, quelques années auparavant, il avait exilé Jean de Soto, prédécesseur d'Escovédo, pour l'éloigner de don Juan, mais Escovédo l'inquiétait encore davantage et, de plus, l'excédait en le harcelant par ses demandes continuelles, au nom de son maître.

Escovédo mit le comble à sa maladresse en se mêlant des amours d'Antonio Pérès et de la princesse d'Eboli. Se croyant chargé de défendre l'honneur posthume de son ancien protecteur, il déclara à la princesse que si elle ne cessait pas ses amours scandaleuses, il était décidé à en instruire le roi. Anne de Mendoza, furieuse, lui répliqua que « les domestiques n'avaient pas à se mêler de ce que faisaient les princesses » et ajouta « qu'elle tenait plus à un cheveu de Pérès qu'à toute la personne du roi ». Pérès, plus prudent que sa violente maîtresse, s'inquiéta davantage; il savait que Philippe II avait distingué la princesse d'Eboli dès avant son mariage, pensait qu'exciter la jalousie d'un homme comme Philippe II était le pire danger, et cependant, ne voulait pas renoncer à sa maîtresse. Après avoir mûrement réfléchi, il se décida, pour sauver sa vie et son amour, à sacrifier son ami. Connaissant les méfiances du roi contre Escovédo, il les augmenta encore en lui insinuant que don Juan entretenait secrètement des rapports avec le duc de

Guise et les catholiques français. Philippe II, qui était engagé dans des négociations secrètes avec la Ligue, redoutait que don Juan ne brouillât ses cartes et craignait aussi de le mettre sur ses gardes en emprisonnant son secrétaire.

Dans cette perplexité, il consulta, comme il en avait l'habitude, son confesseur Diégo de Chaves, sur ce qu'il devait faire d'Escovédo. Fray Diégo de Chaves lui répondit :

« Le prince séculier qui a droit de vie sur ses sujets et vassaux, de même qu'il peut la leur ôter pour une cause juste et par un jugement régulier, peut aussi la leur prendre sans procès, car la procédure et les formes qui sont de règle pour tous ne sont rien pour le prince qui peut s'en dispenser, et se conformer à ses propres lois »

D'une nouvelle conférence avec Pérès et le marquis de Los Veles, il parut résulter « qu'on pourrait craindre quelque grande résolution et l'exécution de quelque grand coup capable de troubler la paix publique et le repos de Sa Majesté, comme aussi de perdre le prince don Juan lui-même si on laissait plus longtemps auprès de lui le secrétaire Escovédo ». Le roi adopta alors le moyen expéditif que lui proposait Pérès pour se débarrasser d'Escovédo sans inquiéter don Juan.

Enriquez, page de Pérès, raconta plus tard comment la chose fut faite.

« Etant un jour fort désœuvré dans l'appartement

de Diego Martinez, majordome de Antonio Pérès, Diego me demanda si je ne connaissais pas une personne de mon pays qui voulût donner un coup de couteau à quelqu'un. Il ajouta qu'on paierait bien, et quand même l'homme frappé mourrait, peu importerait. Je répondis que j'en parlerais à un muletier de ma connaissance, ce que je fis, et le muletier se chargea de l'affaire. Plus tard, Diego Martinez me donna à entendre avec un peu d'embarras que l'homme qu'il faudrait tuer était une personne d'importance et qu'Antonio Pérès en serait content. Ce qu'entendant, je dis que ce n'était point là une affaire à confier à un muletier, mais à des personnes de meilleure condition. Diego Martinez m'approuva. Il ajouta que la personne à tuer venait souvent dans notre maison et que si on pouvait mettre quelque chose dans son manger ou sa boisson, il fallait le faire parce que c'était le moyen le plus sûr et le plus secret. Résolution fut prise de s'engager dans cette voie et de se hâter. Sur ces entrefaites, j'eus l'occasion d'aller à Murcie. Avant de partir, j'en parlai à Martinez, qui me dit que je trouverais à Murcie certaines herbes très propres à ce que nous voulions faire et il me donna une liste de celles que je devrais me procurer. Je les cherchai en effet, et les envoyai à Martinez qui s'était pourvu d'un apothicaire qu'il avait fait venir d'Aragon. Ce fut dans ma maison que l'apothicaire, assisté de Martinez, distilla le suc de ces herbes. Pour en faire ensuite l'épreuve, on en fit avaler à un coq, mais, aucun effet

ne se produisant, on s'aperçut ainsi que ce qu'on avait préparé ne valait rien. L'apothicaire fut alors renvoyé après avoir été payé de sa peine.

« Peu de jours après, Martinez me dit qu'il était en possession d'une certaine eau bonne à faire boire, ajoutant que le secrétaire Antonio Pérès ne voulait se fier à personne qu'à moi seul, et que dans un repas que le maître devait donner à la campagne, je n'avais qu'à verser de cette eau au secrétaire Escovédo qui serait parmi les convives et pour lequel avait déjà été faite l'expérience précédente. Je lui répondis que si mon maître lui-même ne m'en donnait pas l'ordre, je ne voulais m'employer à faire mourir personne. »

« Alors, le secrétaire Antonio Pérès me fit venir un soir dans sa chambre et me dit combien il lui importait que le secrétaire Escovédo mourût et que je ne manquasse pas de lui donner le breuvage en question. Il ajouta de bonnes paroles et des offres de protection, et me dit de me concerter avec Diego Martinez pour l'exécution. Je m'en fus, fort content de cette conversation, et je m'entendis avec Martinez sur les mesures à prendre. Quelques jours après, le secrétaire Escovédo fut convié à dîner par le secrétaire Antonio Pérès dans sa maison de campagne, et l'ordre dans lequel se disposa le repas fut le suivant :

« En entrant par la cour de la maison, deux buffets étaient préparés dans la même salle, l'un pour le service de l'argenterie, l'autre pour celui des coupes dans lesquelles on devait porter à boire aux convives qui

étaient à table. Par cette salle, à main gauche, on entra dans la pièce où était dressée la table à manger. Pendant le repas, je devais avoir soin de porter à boire au secrétaire Escovédo toutes les fois qu'il le demanderait. Ainsi eus-je l'occasion de le servir deux fois, après avoir versé dans le vin un peu de l'eau empoisonnée, de quoi tenir dans une coque de noix.

« Quand le repas fut terminé, Escovédo se retira et les autres convives restèrent à jouer. Pendant le jeu, le secrétaire Antonio Pérès sortit du salon, se rendit avec le majordome et moi dans une des chambres qui donnaient sur la cour, où je lui montrai la quantité d'eau que j'avais fait boire au dit secrétaire Escovédo.

« Après cela, il se remit au jeu. Or, on apprit ensuite que le secrétaire Escovédo étant rentré chez lui, s'était mis au lit et endormi tranquillement, et que le breuvage n'avait pas fait d'effet.

« Cette première tentative n'ayant pas réussi, quelques jours après, le secrétaire Antonio Pérès donna un autre repas dans la maison qu'il habitait à Madrid sur la place du Cordon. A ce dîner prirent part le secrétaire Escovédo et dona Juana Coëlle, femme d'Antonio Pérès. Dans ce repas on donna à chacun des convives une écuelle de crème, et sur celle d'Escovédo on avait répandu une espèce de poudre comme de la farine. Je lui donnai aussi à boire du vin mélangé avec de l'eau du premier dîner qui ce jour-là produisit plus d'effet, en sorte que le lendemain le secrétaire Escovédo se trouva très souffrant sans en comprendre la

cause. Pendant qu'il était malade et se reposait dans un fauteuil, je cherchai par un de mes amis, marmiton de la cuisine, le moyen de me lier d'amitié avec le cuisinier du secrétaire Escovédo qui lui faisait ses potages. Ce marmiton, profitant d'un moment où on ne le voyait pas, jeta dans la marmite un plein cornet de certaine poudre que lui avait donné Diégo Martinez.

« Le secrétaire Escovédo mangea de cette soupe, mais il la rejeta aussitôt et l'apothicaire qu'on envoya chercher trouva qu'elle contenait du poison. En conséquence, on s'empara d'une esclave d'Escovédo, celle qui était chargée de nettoyer la marmite; les soupçons tombèrent sur elle et suffirent pour la faire mettre à la torture et pendre sur une place de Madrid sans qu'elle fût coupable. »

Pérès, rendant compte au roi de cette dernière tentative, lui écrivit :

« Le Verdinegro (l'homme vert-rouge) continue à être de plus en plus faible. Il a cherché à faire avouer à l'esclave qu'on lui avait commandé de l'empoisonner, et il m'a dit à moi qu'il commençait à avoir peur. Il parle avec la plus grande légèreté de la personne et des actions de Votre Majesté. J'en prévient Votre Majesté afin qu'elle sache que de tels hommes ne sont bons qu'à bouleverser le monde. »

Le roi lui répondit :

« Certainement, il conviendra d'abrèger en ce qui touche la mort du Verdinegro, avant qu'il ne fasse quel-

que chose et de peur qu'ensuite il ne soit trop tard. Il ne faut pas s'endormir ni se négliger dans de telles circonstances. Agissez et dépêchez-vous. »

Antonio Pérès se dépêcha... et le page Enriquez continue sa déposition :

« Le secrétaire Escovédo étant alors redevenu bien portant, le secrétaire Antonio Pérès prit un autre parti. Ce fut que nous le fissions mourir un soir à coups de pistolet, de stylet ou d'estocade, et cela sans retard. Je m'en allai donc dans mon pays pour y chercher un de mes amis intimes, et un stylet à lame très mince qui vaut mieux qu'un pistolet pour tuer un homme.

« Je partis en poste et on me donna des lettres de change sur Lorenzo Spinola pour toucher à Barcelone de l'argent. Là je fis entrer dans le complot un de mes frères nommé Miguel Bosqué, auquel je promis une somme en or et la bienveillance du secrétaire Antonio Pérès.

« Nous arrivâmes à Madrid le jour même où l'on pendait l'esclave du secrétaire Escovédo. Pendant mon absence, Diégo Martinez avait fait venir d'Aragon, pour le même objet, deux hommes d'exécution appelés Juan de Mesa et Insausti. Le lendemain, Diégo Martinez nous réunit tous les quatre dans une maison hors de Madrid pour convenir des moyens et du moment favorables au meurtre. Diégo avait apporté une épée large, cannelée jusqu'à la pointe et des dagues pour nous armer. Le secrétaire Antonio Pérès

était allé passer la Semaine sainte dans un couvent d'Alcala, sans doute dans l'intention de détourner les soupçons. Il fut convenu que chaque soir nous nous réunirions tous sur la petite place Saint-Jacques où le secrétaire Escovédo devait passer en sortant de chez lui. Le lundi de Pâques 31 mars, Juan de Mesa et moi nous avions tardé plus que de coutume à nous rendre au lieu indiqué, en sorte que quand nous arrivâmes à la place Saint-Jacques, les quatre autres étaient déjà partis pour faire sentinelles sur le passage du secrétaire Escovédo dans une des rues qui conduisait à la place. Pendant que nous tournions tout autour, quelqu'un vint nous dire qu'on avait assassiné le secrétaire Escovédo.

« Alors nous retournâmes dans nos logements. En rentrant chez moi, j'y trouvai Miguel Bosqué en pourpoint qui avait perdu son manteau et son pistolet. Juan de Mesa trouva aussi à sa porte Insausti qu'il cacha dans sa demeure. C'était lui qui avait frappé Escovédo et l'avait tué d'un seul coup d'épée. Il jeta l'arme sanglante dans un puits de la maison de Juan de Mesa.

« Pendant la nuit, le marmiton Rubis se rendit à Alcala pour rendre compte de la chose à Pérès qui s'en réjouit.

« Les meurtriers furent éloignés de Madrid. Miguel Bosqué reçut cent écus d'or et retourna en Aragon avec tous les autres. Juan de Mesa eut pour récompense une chaîne d'or, cinquante doublons et une

tasse d'argent fin. La princesse d'Eboli lui donna un titre d'employé dans l'administration de ses biens. Diego Martinez, quelques jours après, apporta aux trois autres un brevet d'alferez (sous-lieutenant) au service du roi d'Espagne, avec un traitement de vingt écus d'or. »

Tout de suite l'opinion publique désigna Antonio Pérès comme l'auteur de l'assassinat. Le roi avait alors un troisième secrétaire qui s'appelait Mateo Vasquez. Celui-ci, d'humble origine, modeste, de mœurs pures, travailleur infatigable, formait le plus complet contraste avec son brillant collègue, et naturellement le détestait. Philippe II, connaissant la nécessité de diviser pour régner, entretenait soigneusement la haine entre ses secrétaires en leur imposant de se surveiller et de l'instruire par des rapports secrets, les uns sur les autres.

Sans se douter de la participation du roi dans l'assassinat de d'Escovédo, Mateo Vasquez le lui apprit le jour même et Philippe II lui répondit par ce billet d'une merveilleuse tartufferie :

« Vous avez très bien fait de m'envoyer de suite la nouvelle d'Escovédo que j'ai eue au lit, car très peu après don Diego Cordoba vint pour me l'annoncer... la chose est étrange et je ne comprends pas ce que disent les alcades. »

Trois jours après, Mateo Vasquez, trop heureux de cette occasion unique de perdre Antonio Pérès, écrivit au roi :

« Grandement s'accroissent dans la foule les soupçons contre un secrétaire à cause de la mort de l'autre. On dit que c'est un grand ami d'Escovédo qui l'a fait tuer, et cela à cause d'une femme. On dit encore que le jour où la femme de ce secrétaire entra pour voir la femme du défunt, celle-ci éleva la voix, maudissant celui qui avait fait le coup, et cela d'une manière qui fut très remarquée. Si Votre Majesté daignait demander en secret à Negreté ce que l'on dit de cette mort, et qui soupçonne-t-on, je crois que ce serait fort convenable ainsi que de lui demander les raisons qu'il pourrait avoir pour dire ce qu'il dit. »

La première personne à qui Philippe II montra ce billet fut Antonio Pérès, et il le chargea de lui soumettre un projet de réponse.

On s'arrêta à celle-ci où sont marqués en italique les mots ajoutés par le roi, à sa façon tortueuse.

« J'ai eu déjà connaissance d'où procède l'affaire, mais de façon que je ne le puis dire, *tout en désirant fort qu'on parvienne à le savoir par un autre moyen, afin que l'on châtie*. Ainsi, je vous assure que c'est bien différent de tout ceci, quoique je pense que *celui qui l'a fait a une puissante raison pour cela*, et aussi n'y a-t-il pas à faire fond tout à fait de tout ce que vous dites, par excès de curiosité et jugement trop aventure. »

Vasquez répondit par un coup droit en pressant le fils d'Escovédo de demander justice au roi, sans désigner cependant d'une façon précise le meurtrier de son père.

Pérès s'en inquiétant, Philippe II lui écrivit ce billet perfide.

« Vous n'avez aucun motif de ne pas être confiant et courageux. Ne vous tourmentez pas, n'ayez pas d'angoisse et croyez que tout se fera très bien... Et l'on ne vous fouettera pas par les rues tant que Dieu m'accordera vie, car si d'autres changent, moi, je ne changerai point. Je ne vous manquerai pas. Ayez-en l'assurance et ayez bon courage contre cette peine, que bien vous le pouvez avoir car vous m'avez moi ! »

Le même jour, à Mateo Vasquez, il mandait :

« Quelque démonstration qui puisse être faite de ne pas être bien avec vous, il ne faut supposer ni penser qu'on puisse aller plus loin... Tolérez-la et évitez les occasions de vous rencontrer, comme j'entends que vous le ferez. Dès que j'arriverai à Madrid, je m'occuperai aussitôt de l'affaire, car j'ai besoin de voir certaine personne qui's'y trouve et j'espère que de cette façon tout s'arrangera promptement et pour le mieux. Aussi pouvez-vous demeurer sans souci et en toute quiétude. »

Car le roi se donnait l'attitude de vouloir réconcilier ses deux secrétaires, envoyant de l'un à l'autre son confesseur Fray Diego de Chaves, don Antonio de Pozos, président du conseil de Castille, Fray Hernando del Castillo, prédicateur de Sa Majesté, celui qui avait confessé dans le donjon de Simancas le baron de Montigny avant que le roi ne le fit étrangler,

Antonio Pérès, inquiet malgré les assurances de son

maître, aurait consenti à donner à Vasquez des gages de réconciliation. Mais la princesse d'Eboli était intraitable. Elle haïssait Vasquez, qui lui avait fait perdre un procès important, au moins autant qu'elle avait haï Escovédo, l'appelait « le chien de Maure » et écrivait au roi pour se plaindre violemment de lui.

« Je dis à Votre Majesté que lorsque je pense à cette affaire et à la récompense bien différente que mérite le souvenir de mon mari, je suis bien souvent sur le point de perdre la raison. L'insolence seule de ce chien de Maure que Votre Majesté garde à son service me la fait retrouver, et je rappelle de nouveau à Votre Majesté que je lui demande que ce papier ni aucun des miens n'aille aux mains de cet homme.

« Si Votre Majesté voulait à ce point le faire passer pour gentilhomme et qu'elle fasse semblant de ne pas savoir pourquoi je dis cela, je dirais pis encore! »

Il est d'ailleurs vraisemblable que, pour écrire sur un tel ton au terrible Philippe II, Anne de Mendoza avait acquis sur lui quelques droits...

Cependant, les choses traînaient en longueur; le fils d'Escovédo avait même consenti à vendre son droit de vengeance 20.000 ducats à Antonio Pérès lorsque le coup de tonnerre éclata.

Que s'était-il passé de nouveau ? C'est le mystère de cette affaire. Le motif qui apparaît d'abord le plus valable est la jalousie de Philippe II contre Pérès. Le

roi très catholique était très porté sur les femmes. L'ambassadeur vénitien Morosini disait de lui :

« L'on pense que son plus grand péché est celui de la chair, parce qu'il est velu et chauve, qu'il a les jambes grêles, la taille plus petite que la moyenne et la voix forte. Il y a à la cour plusieurs personnes qui ont la réputation d'être ses fils, entre autres le duc de P... »

Or, dans la liste des grands d'Espagne à cette époque, le seul nom commençant par un P est celui du duc de Pastrana, fils de la princesse d'Eboli, d'ailleurs blond et blanc de peau comme Philippe II.

Dans ses *Relations*, Antoine Pérès paraît croire que le roi avait vainement fait la cour à la jeune femme.

« D'aucuns disaient que c'était parce que le roi était outragé de la longue et constante fermeté des refus de la princesse d'Eboli, d'aucuns parce qu'il nourrissait à l'endroit d'Antonio Pérès un certain déplaisir ou une certaine colère causée par un soupçon qui ne se rapportait ni à la couronne ni à la personne, mais peut-être au désir de ce que je viens de dire, et l'on sait qu'un seul de ces désirs inassouvis irrite plus que mille offenses. Ces mêmes prétendaient que sous le prétexte de l'intimité qui régnait entre les deux, il se vengea sur l'un de ce qu'il ne lui avait pas accordé, sur l'autre de ce qu'il n'avait pas obtenu et croqué. D'autres disaient que c'était pour

n'avoir pas su comment se tirer du procès relatif à Escovédo ».

Ce dernier motif des rigueurs soudaines de Philippe II serait vraisemblable s'il avait été un autre homme et vécu à une autre époque. Mais toute l'histoire de son règne prouve qu'il ne s'embarrassait pas de pareils scrupules. On se demande cependant pourquoi il avait manifesté si longtemps une telle confiance affectueuse à Pérès dont il ne pouvait pas ignorer les relations avec la princesse, tellement scandaleuses qu'un de ses parents, une espèce de grand seigneur ruffian, le marquis de la Favara, entra dans une église le jeudi saint pour demander à Dieu de lui ôter le désir d'étouffer un tel scandale en tuant l'homme qui déshonorait sa famille.

Il faut croire que le roi avait eu une révélation plus brutale de la dernière passion d'Anne de Mendoza et du bonheur d'Antonio Pérès.

Cependant, il était arrivé aussi un grave incident diplomatique, funeste au secrétaire d'Etat. Le roi avait eu la preuve que plusieurs de ses dépêches adressées dans les Pays-Bas à don Juan d'Autriche et aux nobles flamands leur avaient été communiquées avant qu'il n'eût donné l'ordre de les faire partir. Or, Antonio Pérès, secrétaire du Despacho, était le seul qui les connût.

Pour l'un ou l'autre de ces motifs, Philippe annonça au président du conseil de Castille, au mois de mars 1579, qu'il allait bientôt prendre une grande

résolution après s'être confessé et avoir communie pour prier Dieu de l'éclairer. Ce qu'il fit. Il réunit ensuite ses conseillers intimes ordinaires, le marquis de Los Veles, le cardinal de Tolède, Fray Diego de Chaves, et le comte de Barejes, ennemi notoire d'Antonio Pérès.

Quatre mois se passèrent encore.

Le 28 juillet, Antonio Pérès travailla avec le roi comme d'ordinaire. Philippe II garda une partie du courrier pour l'examiner seul, et comme Pérès lui avait encore parlé de ses inquiétudes, il lui écrivit à dix heures du soir :

« Je vous retourne les papiers d'Italie, je garde ceux du Portugal que je n'ai pas encore revus. Quant à votre affaire, elle sera expédiée avant que je ne parte. »

A onze heures, c'est-à-dire une heure après, l'alcade de cour, Alvarer Garcia se présentait dans la maison habitée par Pérès, place du Cordon, lui intimait au nom du roi l'ordre de se constituer prisonnier et le conduisait, dans son domicile, aux arrêts provisoires.

La princesse d'Eboli avait été prévenue que son amant allait être arrêté. A la même heure, sortant de son palais des Lions, accompagnée de sa duègne Bernardina Caverò, elle se rendit place du Cordon chez Pérès, frappa à la porte et ne reçut aucune réponse. Son cousin, le turbulent marquis de la Favara, la rencontra, lui chanta pouilles et la reconduisit chez

elle. Elle y trouva la capitaine de la garde espagnole du roi, Don Rodrigo Manuel, qui lui communiqua l'ordre qu'il avait du roi de l'arrêter. Elle entra dans une violente colère puis se calma et se prépara à partir avec sa camériste confidente, pour la tour de Pinto où sa résidence était fixée.

Pendant que don Rodrigo l'arrêtait, la tradition raconte que Philippe II était aux aguets sous le porche de l'église Sainte-Marie, en face de la maison de la princesse d'Eboli, enveloppé dans sa cape, attendant le passage du carrosse qui emportait la prisonnière et sa vengeance.

Transportée de la tour de Pinto dans son château de San Torcaz, et enfin dans une chambre malsaine du château de Pastrana, dont les fenêtres furent garnies de barreaux, tantôt furibonde, tantôt suppliante, toujours maladroite, Anne de Mendoza mourut paralysée, le 18 janvier 1592, à l'âge de 52 ans, après 12 années de réclusion. Aucun procès ne lui avait été fait. Toutes les pièces importantes qui la concernaient dans la procédure contre Pérès avaient été brûlées par ordre du roi. Après son arrestation, Philippe II écrivit, suivant sa coutume, à ses conseillers ordinaires plusieurs lettres pour leur donner les motifs de sa détermination. Il prétendit qu'il avait fait arrêter la princesse parce qu'elle s'était opposée à la réconciliation de Vasquez et de Pérès et dilapidait le patrimoine de ses enfants. Cela fit sourire. Était-elle complice du meurtre d'Escovédo et

le roi craignait-il son bavardage intempestif? Ceci est encore possible, mais, plus probablement, malgré les efforts justificatifs de certains écrivains monarchiques, le roi ne lui pardonnait pas de l'avoir dédaigné pour l'amour d'un autre.

Cependant, il ne paraissait pas vouloir encore user de rigueur contre son favori. Le lendemain de son arrestation, Pérès reçut la visite du confesseur du roi qui lui dit en riant : « Rassurez-vous, votre maladie ne sera pas mortelle. » Et Philippe II envoya le cardinal de Tolède visiter dona Juana de Coëlle et lui dire de sa part qu'elle n'avait pas à s'inquiéter pour son mari. Après six mois d'arrêts forcés, chez l'alcade, Pérès, qui se disait malade, obtint en effet, la permission de sortir pour se promener et aller à la messe. Quelque temps après, il fut autorisé à demeurer chez lui en se soumettant toutefois à la surveillance d'un « ange gardien ».

Il eut l'imprudence de recommencer sa vie fastueuse, de jouer gros jeu, de gagner trop souvent, et surtout de correspondre avec la princesse d'Eboli qui était alors détenue dans le château de San Torcaz.

Poussé par la haine vigilante de Vasquez, le roi avait fait faire en cachette une enquête sur la gestion financière de son secrétaire. Les résultats en furent désastreux pour Antonio Pérès, qui fut archi convaincu de corruption.

Louis de Ovéra prouva qu'il lui avait remis quatre mille ducats pour la vente du brevet de la charge de

l'infanterie italienne soi-disant donné à Pierre de Médicis. Il fut encore établi qu'André Doria, doge de Gênes, et plusieurs autres princes italiens lui faisaient des pensions pour qu'il soutînt leurs intérêts auprès du roi. Enfin il y avait encore contre Pérès la forte présomption d'avoir communiqué aux Flamands et à don Juan les dépêches du roi, avant d'en avoir reçu l'ordre.

Pour ces motifs, Philippe II se décida à faire intenter à Pérès un premier procès en corruption et mauvaise gestion de sa charge par le licencié don Thomas Salazar, conseiller de Sa Majesté.

Pendant la procédure, le roi avait été faire un voyage en Portugal et il en revenait lorsque Pérès envoya au devant de lui dona Juana de Coëllo, pour lui présenter une supplique de justification. Juana de Coëllo rencontra l'alcade qui précédait la voiture du roi et lui remit les papiers. Le roi les jeta au feu mais fit dire à Juana de Coëllo de se tranquilliser sur le sort de son mari.

Cependant, Pérès fut condamné à dix ans de suspension d'office, deux ans de forteresse et cent vingt millions de maravédis d'amende. Plus inattendue est sa condamnation de restituer à la princesse d'Eboli les présents qu'il avait reçus d'elle, dont « huit couvertures neuves brochées d'or et d'argent en velours cramoïsi et aussi bonnes qu'elles lui furent données, sinon à payer trois cents ducats; deux diamants de prix ou quarante mille ducats à son choix; quatre

pièces d'argenterie ou quatre mille ducats, deux cent cinquante maravédis; une bague ornée d'un grenat ou deux cents mille maravédis, un brasier d'argent reçu du Sérénissime Seigneur don Juan d'Autriche ou sept cents ducats et enfin, pour les frais de l'enquête, sept millions trois cent soixante mille et onze cent cinquante maravédis, revenant à la chambre et au fisc de Sa Majesté.

Jusqu'alors, Antonio Pérès vivait en liberté à peu près complète, mais après sa condamnation, l'alcade don Rodrigo Mendosa revint l'arrêter chez lui, cette fois pour de bon. Pérès demanda alors à passer dans une pièce voisine pour prendre des vêtements plus chauds, sauta par la fenêtre et alla se réfugier dans l'église de Saint-Juste en face de sa maison. Après de longues recherches, les alcades le découvrirent blotti sous le toit et le firent transporter dans la forteresse de Tarraguéno. Cependant, le fiscal ecclésiastique ayant dénoncé les deux alcades au tribunal du vicaire général pour avoir violé le droit d'asile qui appartient à l'Eglise, les fit condamner à replacer le prisonnier dans l'église de Saint-Juste. Mais le conseil de Castille annula ce jugement. Avec Pérès fut enfermée dans la forteresse de Tarraguéno son héroïque épouse Juana de Coëllo. Comme elle refusait de livrer les papiers de son mari, elle fut mise au pain et à l'eau et menacée de torture, jusqu'à ce que Pérès lui donnât commission de remettre les documents

à l'alcade, par un billet qu'il lui écrivit, dit-on, avec une plume trempée dans son sang. Mais, la jeune femme, aussi avisée que courageuse, garda pour son mari les pièces les plus intéressantes. Un an après, Philippe II, pressé par Vasquez et croyant sans doute que Pérès n'avait plus aucune preuve du rôle qu'il avait joué dans l'affaire, ordonna de commencer le second procès relatif au meurtre d'Escovédo.

Les juges, tous membres du Conseil de Castille, étaient don Henriquez de Cabrera, le duc de Médina del Rio Seco, don Rodriguez Zapata et don Alonzo Campo.

D'abord, Pérès fut mis aux fers et le roi lui fit remettre avant tout interrogatoire par don Rodriguez ce billet ambigu.

« Vous pouvez dire à Antonio Pérès, en lui montrant ce papier, qu'il sait bien la connaissance que j'ai de lui avoir ordonné la mort d'Escovédo et les motifs qu'il me dit y avoir pour cela, et puis, comme il importe à la satisfaction de ma conscience de savoir si ces causes furent ou non suffisantes, je lui ordonne de les dire en faisant la preuve de ce qu'il avance. Lorsque j'aurai vu les réponses qu'il vous aura données, j'ordonnerai qu'il soit pris sur le tout les mesures qu'il appartient. »

Muni de ce document, Rodrigo Vasquez, président du conseil des finances, et Juan Gomez, président du conseil de Sa Majesté, se rendirent dans la prison

d'Antonio Pérès et, par devant le greffier, lui dirent que Sa Majesté voulait que lui, le dit Antonio Pérès, répondît aux questions contenues dans ce papier, écrites de la main royale de Sa Majesté.

Antonio Pérès, ayant lu le billet, répondit qu'il s'en rapportait à ce qu'il avait déjà dit, sauf le respect dû aux volontés de Sa Majesté, c'est-à-dire qu'il ne savait rien du meurtre d'Escovédo, qu'il se fiait à Sa Majesté et à ses grands sentiments chrétiens, mais qu'il répondrait ce qui convenait à sa défense. Rodrigo Vasquez lui répliqua que s'il persistait à dire qu'il ne savait rien du meurtre d'Escovédo, il ordonnerait de le mettre à la question. S'il venait à mourir ou s'il avait quelques membres cassés, ce serait de sa faute et il devait en prendre la responsabilité. Antonio Pérès répéta ce qu'il avait dit et protesta contre la question pour deux motifs. Le premier, parce qu'il était un « hidalgo », le second, parce qu'il aurait certainement des membres fracturés, entendu qu'il était paralysé et perclus par suite d'un long emprisonnement de dix années.

Il fut alors dépouillé de ses vêtements par Diégo Ruez, le bourreau, qui ne lui laissa qu'un caleçon de coton.

Don Rodrigo lui demanda encore de dire la vérité et pourquoi il avait fait mettre à mort Escovédo. Antonio Pérès répéta qu'il n'y était pour rien. Immédiatement, le bourreau Ruez croisa les bras d'Antonio Pérès l'un sur l'autre, et commença par lui

donner un tour de corde, Pérès poussa un grand cri en répétant qu'il n'avait rien à dire et qu'il mourrait dans la question. On lui donna encore un tour de corde et il cria : « Frères, vous me tuez ! » Quand on lui eut donné six tours, les juges l'engagèrent encore à dire ce qu'il savait. Il répéta à grands cris et avec des vociférations qu'il n'avait rien à dire et qu'on lui brisait les bras, et il ajouta : « Vive Dieu, les médecins savent bien que je suis perclus. Par le Dieu vivant, messeigneurs, vous êtes chrétiens, mes frères, vous me tuez, qu'on m'achève d'une seule fois ! »

Et puis, tout d'un coup :

« Qu'on me laisse ! Je dirai tout ce que l'on voudra. Pour l'amour de Dieu, mes frères, ayez pitié de moi ! »

Il avait déjà enduré huit tours de corde, lorsque le seigneur licencié Juan Gomez ordonna au bourreau de sortir de la chambre où se donnait la torture. On dégagea les bras d'Antonio Pérès. Alors, il raconta comment Escovédo avait été tué et déclara qu'il avait l'assentiment du roi. Il donna aussi les raisons pour lesquelles le roi avait résolu de faire mourir Escovédo. Mais les juges l'interrompirent et le firent ramener dans sa cellule.

La nouvelle qu'Antonio Pérès avait été torturé se répandit dans la ville et produisit une grande sensation. Le dimanche suivant, le prédicateur de la cour, don Hernandez, la commenta en chaire.

« Hommes, après quoi courez-vous ainsi, tout effarés et la bouche béante ? Vous ne voyez pas de-

vant vous le désenchantement ? Tel homme était hier au pinacle, qui est aujourd'hui soumis à la torture. Et l'on ne sait pas pourquoi. Que souhaitez-vous donc et qu'espérez-vous encore ? »

Juana de Coëllo rencontra Fray Diego de Chaves devant le couvent des Dominicains, le suivit jusque dans l'église et l'arrêta en le suppliant de sauver son mari. Mais, « il restait sourd parce que son âme était sourde ». Alors, elle se tourna devant le Saint Sacrement, étendit la main :

« Dieu qui entend tout et voit tout, je te demande justice de cet homme ! »

Fray Diego de Chaves appela des religieux qui sortaient du cloître et les prit à témoins qu'il avait fait tout son possible auprès du roi pour sauver Pérès. Juana de Coëllo lui répondit :

« Ce que vous pouviez faire, je vais vous le dire. Vous pouviez refuser l'absolution au roi et rester dans votre cellule jusqu'à ce qu'il fasse justice. Vous êtes son confesseur, il est coupable, et bien qu'il ait la couronne sur la tête, vous êtes plus puissant que lui. »

Le confesseur du roi se tut et alla se cacher dans le cloître.

Aussi énergique que sa femme, Antonio Pérès ne s'abandonnait pas à sa malheureuse destinée. Désormais certain que le roi ne pensait qu'à se débarrasser de lui, malade, perclus des deux bras, il résolut une seconde fois de s'évader. Au mois d'avril, Jeanne de

Coëlle obtint la permission de venir passer une journée près de son mari. Le soir, il changea de vêtements avec elle, et tandis qu'elle était couchée à sa place dans son lit, il sortit de la prison, déguisé. Au dehors, l'enseigne Gil de Mesa l'attendait avec des chevaux. Il quitta sa robe de femme et Gil de Mesa allait l'aider à se mettre en selle lorsque des alguazils passèrent. Gil de Mesa, feignant que Pérès était son domestique, l'injuria et plaisanta avec les deux alguazils qui laissèrent partir les deux fugitifs. Dans la nuit, ils franchirent la frontière d'Aragon. Il était temps, car le en demain sa sentence devait lui être lue.

Il était condamné « à la peine de mort par le gibet », après avoir été traîné sur une claie, à travers les rues et les places publiques et avoir ensuite la tête tranchée avec un couteau de fer et d'acier, laquelle tête serait exposée en un lieu public sans que personne y puisse toucher sous peine de mort. Tous ses biens étaient acquis à la Chambre et au fisc de Sa Majesté.

Mais, sur la terre d'Aragon, Antonio Pérès était dans son pays, et dans un pays où les hommes avaient des droits supérieurs aux volontés du roi et de l'Inquisition. Réunis politiquement, depuis un demi-siècle, à la couronne d'Espagne, les Aragonais ne s'étaient pas laissé asservir. Ils avaient leur gouvernement particulier sous la présidence d'un « Justicier » chargé de défendre leurs « fueros », c'est-à-dire leurs privilèges contre le roi d'Espagne. Avant d'être reconnu

par les Aragonais, le nouveau roi se présentait devant le grand justicier, les barons et les comtes qui composaient l'assemblée nationale. Au nom de tous, le Justicier prononçait les fières paroles historiques :

« Nous, qui séparément valons autant que toi et qui réunis pouvons davantage, nous te faisons roi, à condition que tu reconnaises nos privilèges. Sinon, non...! »

Et le roi devait prêter serment sur les Evangiles de ne pas enfreindre les « fueros ».

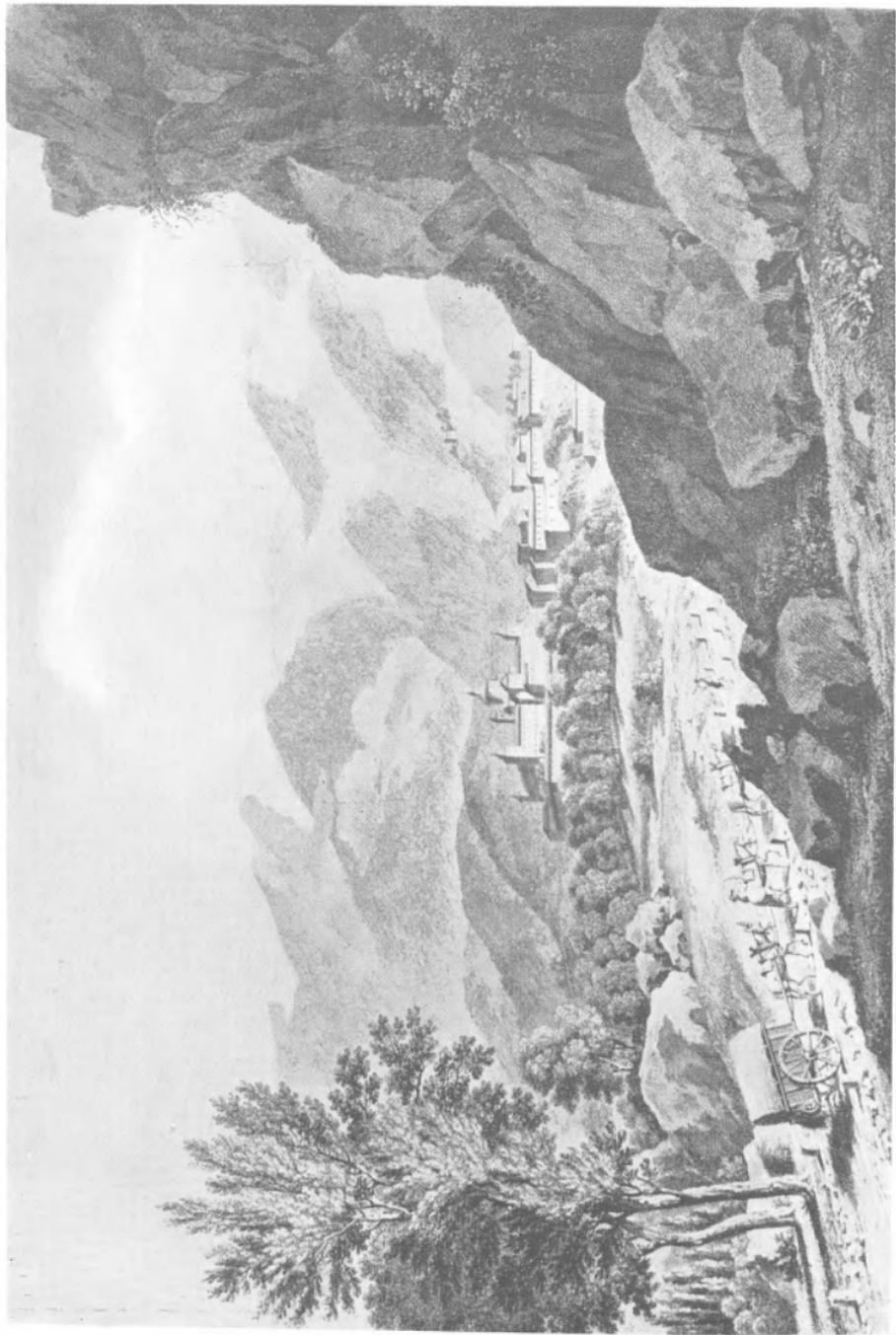
Cependant, dès son arrivée, Pérès, craignant pour sa femme et ses enfants qu'il avait laissés en Espagne la colère du roi, lui écrivit pour le supplier de le laisser vivre dans un coin avec eux. « Celui que Votre Majesté trouvera bon, afin que nous ne puissions plus servir qu'à prier Dieu pour que Votre Majesté ait une vie longue et prospère autant que la chrétienté en a besoin. »

Philippe II répondit en faisant enfermer dans la prison publique Juana de Coëlle et ses enfants, malgré le sentiment général de la cour apitoyée par les souffrances de Pérès et admirant son héroïque épouse qui réincarnait les antiques vertus espagnoles. Le bouffon du roi qui osait tout lui demanda :

« Sire ! Quel est donc cet Antonio Pérès que tout le monde ici se réjouit de voir échappé et délivré ? Il faut croire qu'il n'est pas coupable. Alors vous devriez vous réjouir comme les autres. »



ANTONIO PÉRÈS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE PHILIPPE II.
Gravure de Ximero, d'après Carmona.



VUE DU MONASTÈRE DE L'ESCURIAL.
Gravée par Liger.

Mais Philippe II ne se réjouissait jamais et ne lâchait pas sa proie. Quand il sut qu'Antonio Pérès s'était réfugié à Catayalud dans le couvent des Dominicains dédié à Saint Pierre-Martyr, il envoya le sous-fiscal don Zapata pour l'y saisir.

Le prieur du couvent refusa de livrer Pérès aux Espagnols et le gouverneur de Saragosse, don Juan de la Neza, avec une troupe de 50 arquebusiers, vint chercher le fugitif pour le mettre en sûreté dans la prison de ville qui s'appelait noblement « los Manifestados ».

Dès lors, Pérès n'était justiciable que des tribunaux d'Aragon, et le roi, de juge devenant accusateur, courait le risque d'être débouté de sa plainte et condamné, au moins pour la forme.

Philippe II, craignant que Pérès n'eût gardé et emporté en Aragon quelques documents compromettants, parut renoncer à l'accusation d'assassinat, mais fit saisir le régent d'Aragon d'une plainte en empoisonnement contre l'un des assassins d'Escovédo dont Pérès se serait débarrassé suivant la « gentille industrie » de l'époque. Sans doute inquiété par une nouvelle lettre de Pérès, respectueusement menaçante, il se désista et l'affaire d'Escovédo fut définitivement enterrée.

Philippe II eut alors recours à sa grande complice, l'Inquisition... Le Saint-Office ne devait connaître que des crimes contre la religion catholique, mais on trouve de l'hérésie partout. Il suffit de le vouloir.

Pérès ayant manifesté un jour qu'il faisait meilleur vivre en France, pays hérétique, qu'en Espagne paradis de la Chrétienté, avait proféré un blasphème qui sentait le fagot. Mais il avait fait mieux. Dans des crises de désespoir et pendant la torture, il avait laissé échapper des imprécations soigneusement recueillies par le greffier et les espions dont il était environné. Suivant la procédure ordinaire, l'Inquisiteur général, don Gaspard de Quiroga, les transmit d'abord au confesseur de Philippe II, fray Diego de Chaves, afin qu'il donnât son avis en qualité de « qualificateur ». Et Diego de Chaves fit le rapport suivant, après mûr examen.

1^o Quelqu'un ayant reproché à Antonio Pérès de mal parler de don Juan d'Autriche, il a répondu :

« Je dois me justifier sans ménager personne, et si Dieu le père y mettait obstacle, je lui couperais le nez pour avoir permis que le roi se soit montré si peu loyal envers moi, car s'il est horrible de voir un sujet manquer de loyauté à son roi, il l'est encore davantage de voir un roi déloyal envers ses sujets. »

Ce que j'ai qualifié ainsi :

« Hors du crime de lèse-majesté, cette menace de couper le nez à Dieu le père est une proposition blasphématoire, scandaleuse, offensant les oreilles pieuses et sentant l'hérésie des Vaudois qui prétendent que Dieu est corporel et qu'il a des membres humains. On ne peut l'excuser en alléguant que le Christ a un corps et donc un nez parce qu'il s'est fait

homme, puisqu'il est constant que l'accusé a voulu menacer la première personne de la Sainte Trinité qui est Dieu le Père ».

2^o Le même Antonio Pérès, a dit :

« Je suis tout à fait au bout de mes croyances. Il me semble que Dieu dort en ce qui me touche, et si Dieu ne s'éveille pas pour faire un miracle afin d'arranger mes affaires, je serai bien près de perdre entièrement ma foi. »

Et un autre jour il s'écria :

« Dieu dort ! Dieu dort ! Je me demande si tout ce qu'on m'a dit de l'existence de Dieu n'est pas une plaisanterie. Il ne doit pas y avoir de Dieu ! »

Fray Diego de Chaves ayant qualifié cette proposition suspecte d'hérésie « *de vehemente* », les Inquisiteurs d'Aragon, les licenciés Molina de Mendrano et Hurtado rédigèrent dans le château de l'Aljaferia où siégeait le tribunal la sommation suivante :

« Nous, les Inquisiteurs spécialement délégués par l'autorité apostolique contre la perversité hérétique et l'apostasie dans le royaume d'Aragon, y compris l'évêché de Lérida, ordonnons à vous, Alguazils du Saint-Office, qu'aussitôt cet ordre reçu, vous alliez dans la ville de Saragosse et vous vous saisissez de la personne d'Antonio Pérès et le conduisiez avec précaution et sans lui causer de mal dans la prison du Saint-Office, et le livriez à l'alcade de cette prison, auquel nous prescrivons de le recevoir de vos mains devant un des notaires du Saint-Office. »

Pérès était alors en sûreté dans la prison des « Manifestados » et l'alcade refusa catégoriquement de livrer son prisonnier. Cependant le gouverneur de Saragosse, don Juan de la Neza, qui redoutait la puissance de l'Inquisition plus que celle du roi, donna l'ordre de remettre Pérès aux alguazils du Saint-Office qui l'enfermèrent dans une voiture pour le mener à l'Aljaféria, où était la prison du Saint-Office.

Mais deux cavaliers aragonais précédant le carrosse de l'Inquisition parcoururent les rues en lançant le vieux cri des émeutes communales :

Contra fueros et libertad!

Aussitôt, un millier de citoyens, laboureurs et tisserands, coururent au palais de la députation d'Aragon et sommèrent le vice-roi de défendre leurs fueros et leur liberté. Don Jaime Ximénès essaya vainement de les calmer. L'émeute se divisa en deux troupes, dont l'une se dirigea vers la prison de l'Inquisition, et l'autre vers la maison du marquis d'Almenaras, vice-roi d'Aragon de par le roi d'Espagne.

Les domestiques armés auraient pu défendre le palais, mais déjà les Aragonais (dont on dit que lorsqu'ils veulent enfoncer un clou, ils le frappent avec leur tête) entassaient devant la maison des tas de fagots et de laine pour y mettre le feu en criant : « Vive la loi du Christ et les fueros d'Aragon ! Mort au marquis d'Almenaras ! » Le Justicier ayant paru au balcon, les émeutiers exigèrent que le marquis

fût conduit à la prison publique, promettant de protéger sa vie, sinon ils allaient brûler le palais avec toutes les personnes qui y étaient enfermées. Comme on ne leur donnait pas satisfaction, ils enfoncèrent les portes à coups de hache.

Alors, le marquis d'Almenaras sortit avec le Justicier, entouré de ses domestiques. Aussitôt, les émeutiers entrèrent dans le palais et le saccagèrent, jetant les meubles par les fenêtres. Les autres conduisaient le gouverneur vers la prison. Mais une horde nouvelle survint, se précipita sur le groupe. Le Justicier fut renversé, foulé aux pieds, le marquis d'Almenaras blessé d'un coup de couteau. Cependant, on parvint à l'enfermer dans la prison. Là il était sauvé, mais il mourut quelques jours après d'une fièvre cérébrale.

De l'Aljaféria, les Inquisiteurs, effrayés par la violence du mouvement populaire, avaient fait reconduire Antonio Pérès dans la prison des Manifestados. Acclamé par la foule, il dut se montrer au balcon plusieurs fois par jour, afin de témoigner qu'il était en sûreté. Comme on savait qu'il s'était enfui de Castille dénué de toutes ressources, les marchands de la ville lui envoyaient des provisions, des fruits et du gibier, et les grandes dames des vêtements et des bijoux. Il employait son temps à écrire sa « justification » et des pamphlets contre Philippe II, avec l'aide d'un professeur de grammaire, nommé Besante, qui était d'ailleurs payé par le roi pour faire auprès

du prisonnier le métier d'agent provocateur et de délateur.

Le 23 septembre 1591, un escadron de cavalerie castillane pénétra par surprise en Aragon, dans la ville de Saragosse, et se rangea en bataille devant la prison des Manifestados. Un carrosse plein d'alguazils vint chercher Antonio Pérès pour le remettre à l'Inquisition. Alors, comme le mois précédent, l'émeute éclata en coup de foudre. Cette fois ce fut à la maison du vice-roi que les tisseurs aragonais mirent le feu et don Jaime dut s'enfuir par les toits. Le carrosse de l'Inquisition fut dételé et renversé, les alguazils foulés aux pieds, les dragons de Castille dispersés à coups de pierre.

Mais, Antonio Pérès s'effraya d'un tel acharnement du roi, qui d'ailleurs devait se venger si cruellement quelques mois après des rebelles aragonnais.

Il sortit des Manifestados et avec son fidèle Gil de Mesa passa en Béarn où il demanda asile à Catherine de Bourbon, la sœur d'Henri IV.

Sitôt après sa fuite, l'Inquisition reprit son procès, le déclara « fils de juif, relaps, hérétique, blasphémateur » et le condamna à être brûlé en effigie dans un autodafe qui fut fait à Madrid le mois suivant. Ses biens furent confisqués et son nom voué à l'infamie jusqu'à la troisième génération, c'est-à-dire que ses enfants et ses petits-enfants furent déclarés inaptes à remplir aucun emploi public, qu'il leur fut interdit de monter à cheval, de porter des vêtements de soie et des bijoux.

A Pau, l'Inquisition essaya de le faire assassiner par un bretteur, et ensuite lui envoya une belle courtisane dans l'espoir qu'il se laisserait séduire par elle et entraîner à la suivre en Espagne. Mais il arriva qu'elle devint amoureuse de lui et lui dévoila la machination du Saint-Office. De Béarn, Antonio Pérès passa en France, résida d'abord à Bordeaux, puis à Paris où Henri IV le prit en amitié, lui disant : « Antoine, restez près de moi. Là vous serez en sûreté ! » Sa protection fut d'ailleurs efficace, comme le prouve la sentence de deux assassins venus d'Espagne pour le tuer, qui furent pendus au bout du pont Saint-Michel.

Pendant ce temps, Juana de Coëllo et ses enfants étaient prisonniers à Torréguaño, malgré les suppliques que Pérès adressait au roi, appuyées par Henri IV. En 1601, Philippe II mourut enfin dans les horreurs d'une maladie ulcéreuse, et le prince des Asturies, qu'il avait eu de sa quatrième femme, l'archiduchesse Anne d'Autriche, lui succéda sous le nom de Philippe III. Pérès fit alors, par l'entremise de sa femme, une demande en revision de procès. Il produisit des certificats de catholicisme et de bonne vie et un bref du pape qui l'absolvait de toutes les censures qu'il avait encourues. Dona Juana qui avait été mise en liberté dès la mort du roi portait elle-même au grand Inquisiteur les pièces du procès jusqu'à ce qu'elle mourût en 1609 pauvrement et noblement.

Le 14 mai 1610, le défenseur d'Antonio Pérès présenta devant le tribunal du Saint-Office la cédule des défenses; mais les juges s'efforcèrent de traîner l'affaire en longueur et de décourager par le coût des frais le fils aîné de Pérès, don Gonzalo, qui avait pris l'affaire en main après la mort de sa mère. Le conseil de la « Suprême » ne prononça la réhabilitation d'Antonio Pérès et de sa descendance qu'en 1612.

Il était mort depuis trois ans à Paris dans une maison de la rue de la Cerisaie après avoir résidé en Angleterre auprès de la reine Elisabeth à laquelle il servait de truchement dans sa lutte contre l'Espagne. En France, il avait été l'ami des hommes les plus marquants de l'époque et pour sa justification, il écrivit le livre vivant des *Relaciones*.

Personne ne lui reprochait d'ailleurs le meurtre d'Escovédo qui n'était qu'un des traits de la « gentille industrie » de l'époque. Il parlait de la princesse d'Eboli sans la nommer, comme d'une grande dame qu'il avait aimée et qui était la cause de ses infortunes.

LE PROCES DE JUAN SALA Y SERRALONGA

voleur de grands chemins

(1632).

Juan Sala y Serralonga, qui briganda pendant treize ans en Catalogne, dans le pays montagneux situé entre Gérone, les Pyrénées orientales et la Méditerranée, est un personnage légendaire du folklore catalan. Des chansons populaires ont été faites sur lui; dans certaines danses villageoises il figure en costume traditionnel des voleurs de grands chemins au xvii^e siècle, avec une « cuadrilla » de ses compagnons.

Un hasard singulier fit découvrir à Barcelone, en 1858, par l'érudit don Juan Cortada, le dossier original du procès de Serralonga. La légende hernanienne du bandit « superbe et généreux » en fut mortellement atteinte. Serralonga apparaissait comme un vulgaire malandrin, et son procès n'aurait aucun intérêt s'il n'était pas réhaussé de couleur locale et de touches politiques.

Avant lui, à la fin du xvi^e siècle, deux bandes de voleurs de grands chemins, les Cadells et les Nyarros, tenaient le pays, au nord de la Catalogne. Cadell, le chef de la première bande, était un jeune homme de famille

noble qui s'était lancé dans la « mauvaise vie » parce qu'il avait été ruiné et exaspéré par les impôts dont le gouvernement espagnol accablait la Catalogne. Il semble que ses méfaits étaient surtout exercés contre les espagnolisans; en retour, la bande des Nyarros était pro-espagnole, et sévissait contre les nationalistes catalans. Les révélations de Serralonga, du moins celles qui furent consignées dans son interrogatoire, montrent que, malgré son humble origine, il appartenait au parti aristocratique et clérical. Ce fut sans doute le motif qui lui fit jouer entre la France et la Catalogne un rôle politique.

A cette époque, il y avait en Catalogne, outre le parti séparatiste qui a toujours existé, de nombreux partisans du rattachement à la France, dans l'espoir de libérer le pays de l'oppression maladroite exercée par le comte d'Olivares, ministre de Philippe IV. Le cardinal de Richelieu qui menait en France la guerre contre l'Espagne ne manqua pas d'en profiter. Des négociations secrètes furent engagées sur la frontière, Serralonga servit plusieurs fois de messager entre le Conseil des Cent et les agents français en Languedoc et pays Narbonnais, qui paraissent avoir été le seigneur du Vivier, près de Céret, et Thomas de Banyuls, dans le Narbonnais. C'est ce qui explique les intimités de Serralonga avec des personnages d'une telle importance, ses nombreux voyages en France, ses séjours dans les châteaux de Vivier et d'Anyer et aussi les lacunes qui ont été laissées volontairement dans son procès pour des raisons diplomatiques.

On ne connaît pas les traits de son visage. On sait seulement qu'il était grand et corpulent, qu'il portait ordinairement des souliers noirs, des bas de laine fine, bleus ou rouges, une culotte et un surtout de peau sans manches, une cape rouge ou blanche et un chapeau noir à larges bords relevés, orné d'agrafes d'argent. Sa ceinture était garnie d'ornements d'argent en forme de cœur. Il était armé de plusieurs pistolets, d'une escopette et d'un poignard. Ses cheveux longs tombaient sur ses épaules. Tandis que ses compagnons se barbouillaient la figure avec de la suie ou portaient des masques pendant leurs expéditions, il ne se déguisait jamais et brigandait à figure ouverte. Une seule fois, avant de passer en France, il se coupa les moustaches et prit un faux nom.

Les deux maîtresses connues de Serralonga, Anne Colombrans et Juana Macissa, portaient des vêtements d'hommes, des capes noires et des chapeaux à plumes.

Sa bande se composait d'une centaine d'hommes, divisés en plusieurs escouades, qui travaillaient séparément mais partageaient équitablement le butin.

Une bande rivale, commandée par un certain Margarit, faisait concurrence à celle de Serralonga. Quelquefois elles se réunissaient pour les coups importants.

Les premiers actes de la procédure datent de l'année 1631. Le 10 octobre, devant le magnifique Pablo Guiamet, dans la curie royale de Camprodon, comparut le noble seigneur Olivier de Gleu, seigneur de Durban en France qui déclara :

« Ayant appris le mois dernier que plusieurs réfugiés espagnols s'étaient cachés dans une maison du village de Durban, dont je suis le seigneur, accompagné du noble Bertrand de Pompadour, chevalier de l'ordre de Saint-Jean, et d'autres personnes de ma maison, je me rendis à la dite auberge, et là, trouvai les dits réfugiés espagnols couchés à terre dans une chambre, et aussitôt je les fis prisonniers et les menai dans mon château de Durban. Là, j'appris qu'ils étaient les associés et compagnons du fameux Juan Sala y Serralonga, voleur de grands chemins et chef de bande de la principauté de Catalogne, et aussitôt j'en avisai Son Excellence le seigneur duc de Cardona, vice-roi de Catalogne. Après en avoir demandé la licence au tribunal de Toulouse, je déclare avoir livré le 2 décembre, dans le village de Parallès, du comté de Roussillon, les dits prisonniers au commissaire du tribunal de Catalogne. »

Les prisonniers, ayant été menés à Barcelone, furent immédiatement interrogés.

La comparution de Jaime Malianta, dit Fadri de Sau, lieutenant de Serralonga, n'a de caractéristique que sa condamnation et son recours en grâce.

« Après avoir invoqué humblement le nom de Dieu, « Nous, l'infant don Fernand, cardinal de la sainte Eglise romaine, primat d'Espagne, grand chancelier de Castille, prieur de Saint-Jean de Jérusalem, abbé de Alcobaha dans le royaume de Portugal, frère de Sa Majesté, notre Seigneur, lieutenant et capitaine géné-

ral dans les comtés de Roussillon et de Cerdagne, ayant examiné la plainte du procureur fiscal de la curie royale dirigée contre Jaime Malianta, dit Fadri de Sau, né à Sau, dans le diocèse de Gérone, bandit de grands chemins et ennemi déclaré de Sa Majesté royale, qui s'est reconnu coupable de tous les crimes dont on l'accuse, étant donnée la défense présentée par son avoué et procureur, la relation qui en a été faite dans la curie royale et la sentence que par prudence nous avons revue une seconde fois ainsi que tout le procès, agenouillés devant les Saints Evangiles et après avoir prié Dieu afin que de sa bouche sortît un jugement droit et juste, suivant les conclusions déposées devant le conseil royal. Nous prononçons, suivant les intentions du procureur fiscal et de la curie royale contre Jaime Malianta, dit Fadri : le déclarant est condamné à mort et d'abord sera fouetté publiquement dans tous les lieux accoutumés de la ville de Barcelone. Ensuite on lui coupera les oreilles, et il sera attaché à une potence élevée, avec un lacet autour du cou, de façon qu'il meure naturellement et que son âme soit séparée de son corps. Après qu'il aura entendu cette sentence, et avant qu'elle ne soit exécutée, on lui fera souffrir la torture pour qu'elle lui serve de châtimement et aux autres d'exemple, et afin qu'il dise les noms de ses complices. »

Au dernier moment, Jaime Malianta produisit la supplique suivante adressée au cardinal infant :

« Sérénissime Seigneur,

« Bien que moi, Jaime Malianta, appelé Fadri de Sau, pauvre misérable, aie confessé les crimes qui sont notés dans ma sentence, il est cependant certain que je ne dois ni ne peux être châtié de la peine de mort, parce que l'Excellentissime duc de Ségorbe et Cardona, qui était lieutenant et capitaine du roi dans la province de Catalogne lorsque je fus pris par les gens de notre seigneur le roi, m'a promis que ma vie et mes membres seraient saufs, comme il apparaît par le certificat suivant signé par l'Excellentissime duc de Ségorbe et Cardona. Pour ce quoi le dit Jaime Malianta supplie Votre Altesse Sérénissime d'ordonner que la parole royale soit accomplie. »

Joint un certificat du duc de Cardona, assurant Jaime Malianta qu'il aurait la vie et les membres saufs à la suite des révélations qu'il avait faites, dont on se servit pour s'emparer de la personne de Serralonga. Grâce à cela, Jaime Malianta ne subit que la peine du fouet et fut ensuite condamné à ramer dans les galères du roi jusqu'à la fin de ses jours.

Suit la déposition de Juana Macissa, maîtresse de Serralonga.

« Le 7 novembre de l'année de la naissance du Seigneur, devant le magnifique Pablo Guiamet, juge de la curie royale, ayant comparu, Juana Macissa, veuve d'Eusebio Macissa, meunier, habitant dans la ferme de Castellon, âgée de 20 ans, déclare :

« Confiante en la parole royale que le magnifique

seigneur, Messer Guiamet, nous a donné de la part de Son Excellence, le duc de Ségorbe et Cardona, que si je disais la vérité sur les crimes qu'a commis Juan Sala y Serralonga, voleur de grands chemins et chef de bande, ennemi juré de Sa Majesté et si je nommais tous ceux qui l'ont aidé ou hébergé, j'aurais le pardon de Votre Excellence, je dirai d'abord comment j'ai suivi Juan Sala y Serralonga.

« Le jour de la fête de saint Jacques de l'année 1632, je me rendais, en la compagnie d'un garçon meunier du moulin de Castellon, vers la chapelle de l'ermitage de Notre-Dame de Nuria pour demander à Notre-Dame de me guérir des fièvres tierces, lorsque en route je fus saisie par un accès si fort que je dus me coucher sous un arbre; j'y restai étendue jusqu'à ce que l'accès fût fini. Alors, voyant près de moi un cerisier couvert de cerises, je demandai à des faucheurs qui travaillaient près de l'arbre de vouloir bien me casser une branche, ce qu'ils faisaient, lorsqu'arriva Juan Sala y Serralonga, seul, un pistolet à la main et deux autres à la ceinture. Je vis qu'il s'approchait des deux faucheurs et leur prenait l'argent qu'ils avaient, et les menaçait de les tuer s'ils ne s'en allaient pas. Ensuite, il s'approcha de moi et m'ordonna de le suivre, et comme je refusais et lui disais que je voulais aller faire mes dévotions à la chapelle de Nuria, il me menaça de me tuer. Après quoi, il me fit boire du vin de sa gourde, et ma fièvre étant passée je fus obligée de le suivre dans les montagnes de Collfret.

Le jour de Pâques, j'essayai de m'enfuir, mais Serralonga me fit rechercher par deux bergers dans la montagne en les menaçant de les tuer s'ils ne me retrouvaient pas; les bergers me rencontrèrent près de Conflent et quand ils voulurent me prendre, je donnai à l'un d'eux un coup de poignard, mais ils m'attachèrent les mains et me ramenèrent à Serralonga qui me demanda pourquoi je m'étais enfuie. Je lui dis que la vie que nous menions ne me plaisait pas, alors il me donna sur la tête un coup dont je souffris pendant plusieurs jours. Une autre fois, je me cachai près de la fontaine de Moscallo. Là, quittant les habits d'homme que je portais, je m'enveloppai dans un morceau de toile et courus jusqu'à ma maison, mais Serralonga vint me chercher, et comme il voulait me battre, je me mis à pleurer. Alors, il ne me fit aucun mal, mais il m'obligea à le suivre et depuis ce jour-là je suis restée avec lui jusqu'à ce que nous soyons pris.

« Nous passâmes la première nuit dans la cabane d'un berger qu'on appelait « le rouge » à cause de la couleur de ses cheveux, et le lendemain matin Serralonga l'obligea à tuer une chevrette d'un an que je fis cuire. Nous en prîmes trois quartiers avec du pain et de là nous allâmes nous cacher dans un bois où nous restâmes tant que durèrent le pain et la viande; alors nous allâmes à la cabane de Codinach où nous ne prîmes que du pain parce que ce jour-là était un vendredi et nous ne voulions pas manger de



PHILIPPE IV.
Gravure de l'époque.



FERDINAND, PRINCE DES ASTURIAS, 1808.
Lithographie de l'époque.

viande. De là nous retournâmes dans les bois et puis ensuite nous allâmes à la maison de messer Prats, de San Féliou. Là nous mangeâmes du pain et nous nous fîmes faire une soupe, car Serralonga, par égard pour messer Prats, ne voulut pas faire tuer des chevreaux, et nous mangeâmes avec les bergers qui s'amusaient avec nous. Nous allâmes ensuite à la cabane de Vidro, et puis, à celle de Pinos, et nous restâmes dans la montagne de Mantet jusqu'au jour de la fête de la Vierge, au mois de septembre. A cette époque, nous vîmes un jour venir par un sentier au bas du col de Canes un homme à cheval et deux muletiers. Serralonga me dit de me cacher dans un torrent pendant qu'il arrêterait les muletiers pour leur prendre les vêtements dont il avait besoin, ce que je fis, et j'entendis bientôt des cris et un coup d'escopette. Je sautai sur le chemin et vis par terre un homme mourant que Serralonga achevait d'un coup de poignard. Comme je lui demandais pourquoi il avait tué cet homme, Serralonga me répondit que je prisse garde qu'il ne m'en fit autant et il dit à l'autre muletier de s'en aller, ce qu'il fit.

« Ensuite nous restâmes dans la montagne de Collfret, habitant la cabane de Cabréta, où Serralonga cacha les vêtements qu'il avait pris et d'où il sortait plusieurs fois pour arrêter et détrousser les voyageurs. De là nous allâmes au presbytère de Caros où nous bûmes et mangeâmes parce que le curé était très ami de Serralonga, et ensuite dans la maison de la

veuve Escuirana qui habitait là avec quatre autres veuves qui nous donnèrent à manger très gentiment et remplirent nos gourdes. Le lendemain, elle vint dans le bois où nous étions et elle parla longuement à Serralonga sans que j'entendisse ce qu'elle disait car j'étais occupée à prendre des grives à la glu. Une autre fois, elle lui apporta deux paires de chaussettes de laine, une rouge et une bleue, et une paire de souliers. Un autre jour, nous avons été chez le curé de la paroisse de Saint-Martin et comme c'était la fête de saint Thomas, qui est l'époque où on tue les porcs, le curé nous donna des saucisses fraîches. Une autre fois encore, le curé de Castanyet nous porta du pain, du vin, des œufs et du lard salé et des choux dans le bois où nous étions cachés. »

Quelques jours après, le mardi 15 novembre, comparut à Barcelone, devant le magnifique Pablo Guiamet, Juan Sala y Serralonga, laboureur du village de Saint Martin de Viladesau, diocèse de Vich, âgé de quarante ans à peu près, déclarant vouloir témoigner sans prêter serment pour les faits qui le concernent, mais pour ceux qui ne lui sont pas personnels, témoignant sous serment.

Interrogé d'abord s'il connaissait la raison pour laquelle il avait été emprisonné et pourquoi, maintenant, on exigeait de lui la présente déclaration, il répondit :

« Je pense que j'ai été pris, parce que depuis plusieurs années, j'erre dans la principauté de Catalogne,

détroussant les voyageurs sur divers chemins royaux et parce que j'y ai perpétré plusieurs meurtres seul ou en compagnie de plusieurs de mes compagnons, et parce qu'après m'être emparé de diverses personnes, je les ai obligés à payer des rançons. Le motif pour lequel je me suis lancé dans la « mauvaise vie » est qu'un jour du mois de mars 1622, je vis venir à moi Miguel Pandis Ganyada, aujourd'hui défunt. Il me dit qu'il avait volé deux capes de bergers et les avait cachées dans un buisson de buis près de Collsameda, et que si je le voulais il irait les chercher et me les vendrait. Huit jours après, j'appris que Miguel Ganyada avait été tué dans la plaine de Vich et alors j'allai chercher les deux capes que je cachai dans un cuveau. Le surlendemain, Miguel Barfull, aujourd'hui défunt, qui chassait aux environs de ma maison, entra et je lui dis la bonne affaire que j'avais faite avec les capes. Et lui, trahissant l'amitié, conta la chose à N. Angelet, qui était alors le viguier de feu Antonio Villa, seigneur de cette baronnie. A cause de ces deux capes, et aussi parce que mes deux demi-frères de père, Juan et Pédro Sala, ayant volé un mulet à leur mère, me l'avaient vendu, les gens du roi vinrent me chercher et voulurent me prendre. Mais je pus leur échapper. Ils me tirèrent trois ou quatre coups d'escopette qui, Dieu merci, ne me touchèrent qu'à la veste. Et telle fut la raison pour laquelle je commençai à me garder et à me lancer dans la mauvaise vie. Peu de jours après, je ren-

contraï les gens du roi conduits par Miguel Barfull, je leur tins tête et, d'un coup de mousquet, je tuai Miguel Barfull pour le punir de la délation qu'il avait faite. »

Après avoir conté plusieurs vols et les agressions commises avec sa troupe sur des passants dans les chemins royaux de Gérone, à Barcelone et à Vich, Serralonga se vanta qu'un certain jour de foire à Figuéras, sur le chemin de Gérone, ils avaient détrossé plus de deux cents personnes, faisant un butin de trois cents livres et de nombreux bijoux.

La suite est plus singulière.

« Le soir de la fête de Notre-Dame, au mois d'aôût, étant postés sur le col de Moncade, quelques hommes de la troupe des Margarits, el Hereu de Puig, el Guineu, el Gavaig Roig, Madriguera, el Biscohy, el Bartholomé dit el Guerxo, tous morts, nous résolûmes de descendre sur le chemin royal et de nous y poster afin de détrosser les passants, ce que nous fîmes en effet toute la journée jusqu'au soir. Quand le soleil allait se coucher, parut un carrosse dans lequel étaient la comtesse de Erill et l'abbé de Erill. Nous allâmes au-devant d'eux et tout en causant avec la comtesse, à la portière du carrosse, nous l'accompagnâmes par courtoisie jusqu'à la sortie du col. Après l'avoir quittée, nous revînmes pour attendre les passants, parce que la comtesse et l'abbé nous avaient promis de ne pas dire qu'ils nous avaient

rencontrés. A la tombée de la nuit, arriva un homme à cheval qui, dès qu'il nous vit, sauta à terre et alors, el Guineu lui tira un coup de mousquet qui le tua, et comme nous demandions au Guineu pourquoi il l'avait tué, il nous répondit que c'était parce qu'il était le sous-bailli de Ripoll, qui jadis, l'avait capturé et envoyé aux galères. Après cette explication, nous quittâmes la place et retournâmes dans les bois près du col de Moncade pour nous partager l'argent que nous avions mis dans nos chapeaux.

« Au mois de novembre 1627, étant encore réunis avec la bande des Margarits, nous étions postés près de Saint-Hilaire, sur le chemin royal de Gérone à Bagnolas, lorsque vinrent à passer deux notaires de Bésalu, dont l'un s'appelait Pou et l'autre Salers; sachant qu'ils étaient riches, nous les garrotâmes et les menâmes avec nous dans la montagne, après avoir demandé à chacun trois cents livres de rançon. En passant près de la cure de Las Esposas, nous rencontrâmes deux femmes et un jeune homme; je leur commandai de se rendre au village de Bésabu et de demander aux parents des deux notaires de nous donner l'argent de la rançon pour qu'ils nous le rapportent dans le bois d'Onsor. Sinon nous serions obligés de tuer les deux notaires. Nous descendions tous les jours dans ce bois et, après une semaine, ne voyant rien venir, nous rendîmes la liberté au notaire Salers, mais nous fîmes dire aux parents du notaire Pou qui étaient très riches de nous donner

six cents livres, sinon nous le tuerions. Le surlendemain, ils vinrent en n'apportant que quatre cents livres, et nous supplièrent parce qu'ils ne pouvaient nous en donner davantage. Alors, nous nous partageâmes l'argent dans les bois et laissâmes aller ledit notaire Pou. »

Serralonga se reconnut encore coupable d'une longue suite de forfaits.

« Le vendredi 9 septembre de l'année 1633, depuis la naissance de Notre Seigneur...

« Nous, le magnifique Pablo Guiamet, juge de la cour royale et rapporteur de la présente cause, Miguel Juan Monrédo, alguazil ordinaire de Sa Majesté, Antonio Puado, procureur fiscal de la cour royale, maître Jaime Texidor, chirurgien, les bourreaux de la cour du Viguiier, et Antonio Pablo Trull, notaire public, citoyen de Barcelone et greffier du présent procès, étant réunis dans une des chambres du palais de Son Excellence où il y a du pain, du vin, de la lumière, des chevalets et tous les objets nécessaires pour donner la torture, nous fîmes venir Juan Sala y Serralonga, voleur de grands chemins, capitaine d'une bande de brigands, prisonnier dans ce palais, auquel l'alguazil Juan Monredo tint le discours suivant :

« Serralonga :

« Son Excellence et le conseil royal étant donnés les faits prouvés par votre procès, vous ont condamné à être attaché sur un âne et promené dans toutes

les places ordinaires de la ville de Vich et y être fouetté à chaque coin de rue. Vous aurez les oreilles coupées, et quand vous serez arrivé au lieu de votre supplice, votre tête sera séparée de votre corps, afin que votre âme soit détachée de votre dit corps, qui sera ensuite coupé en quatre quartiers.

« Son Excellence ordonne encore qu'après la publication de cette sentence et avant son exécution vous soyez torturé pour vous faire dire la vérité sur vos complices et les recéleurs et tous ceux qui vous ont abrité ou secouru ou aidé de quelques façons. Vous êtes requis de dire ceci en vérité si vous ne voulez pas que votre corps soit tourmenté. »

A quoi Juan Sala répondit qu'il avait déjà dit la vérité dans ses dépositions, et aussitôt le magnifique rapporteur Pablo Guiamet lui représenta que s'il ne disait pas toute la vérité, sa personne serait torturée, et Juan Sala s'étant obstiné à répéter qu'il n'avait rien à dire parce qu'il avait dit tout ce qu'il savait, le magnifique rapporteur ordonna qu'il fût déshabillé et attaché sur le banc pour y subir la torture de la corde, et aussitôt Juan Sala y Serralonga cria : « Mare de Deu de Montserat, Mare de Deu de Montserat ! détachez-moi et je parlerai. »

Quand il fut détaché il nomma une quantité de personnes, fermiers, ecclésiastiques et nobles qui l'avaient reçu lui et sa maîtresse Juana dans leur maison ou leur avaient porté à manger dans les bois où ils étaient cachés.

« Au mois de juin 1625, ayant contracté une maladie honteuse, je me fis soigner par un chirurgien de Vich, N. Celles, qu'un de mes compagnons conduisit dans le bois de Taradel où j'étais couché. Quelques jours après, comme il me semblait qu'il me soignait mal, je fis venir un autre chirurgien nommé Sans qui me soigna en présence d'un médecin de ses amis nommé Vals qui désirait me connaître et ajouta que je pouvais compter sur lui. Il me dit qu'il fallait me purger, et pour cela il chercha une maison dans laquelle je pourrais être tranquille pour me soigner à l'aise. J'eus confiance en lui et je me reposai dans une maison qui s'appelle « los Sangles de Caros », lorsque, tandis que j'étais couché, le surlendemain j'entendis qu'on tirait des coups de feu au dehors. Je me levai aussitôt et je vis qu'une troupe de gens du roi s'approchait, mais comme je n'étais pas seul dans la maison et que j'avais posté plusieurs hommes de ma bande en sentinelle nous fîmes une sortie contre les gens du roi commandés par l'alcade d'Anzor. Après plusieurs coups de feu, ils s'enfuirent en laissant un homme mort. Nous nous retirâmes alors dans la sierra de San Andres où les chirurgiens Sans et Vals vinrent me voir et m'apportèrent des mousquets dont ils me firent cadeau. Quelque temps après, je chargeai Vals de me faire faire à Vich une ceinture de cuir noir garni de carmin et d'or et de neuf cœurs d'argent. En retour, je lui donnai une tabatière

en argent dont m'avait gratifié un cavalier que j'avais rencontré sur le chemin royal de Gérone au carrefour de la Croix de France parce qu'après lui avoir pris son argent, je lui avais fait la politesse de le reconduire jusqu'à Gérone pour qu'il ne fût pas inquiété par la bande des Margarits. Mais j'appris que le chirurgien Sans m'avait vendu aux gens du roi. Alors, je donnai l'ordre de le tuer, ce qui fut fait quelque temps après. Je crus un moment que Vals était complice de cette trahison, mais il me fit tant de protestations lorsque je l'en accusai que je repris confiance en lui. »

La déclaration suivante nous montre la physiologie la plus originale de Serralonga :

« La première fois que je voulus passer en France, j'allai trouver le curé de la paroisse de Castanyet, qui m'avait toujours montré beaucoup d'amitié. Je lui dis que j'avais l'intention d'aller voir en France le seigneur du Vivier. Il me procura une lettre d'introduction dans laquelle il était dit que je m'appelais Géronimo Camps et que j'étais obligé de passer la frontière à cause de la poursuite des gens du roi. Ensuite avec les deux frères Moner qui devaient m'accompagner, nous allâmes trouver l'abbé de Bagnolas et lui demandâmes de nous procurer une embarcation pour nous rendre à Leucate, sur la côte de France. L'abbé nous donna un billet pour deux moines du monastère de San Pedro de Roda lesquels m'accompagnèrent, jusqu'à Llansa. Là, ils firent

venir de Cadaques une barque montée par quatre hommes dans laquelle je m'embarquai seul, mais comme la mer ne me réussissait pas je me fis débarquer sur la côte un peu plus loin et par la voie des montagnes, je m'en fus jusqu'à Elne. De là, je passai en France et j'arrivai au château du Vivier où je présentai au châtelain la carte de l'abbé de Bagnolas. Il nous reçut parfaitement bien et me garda deux mois, sachant bien que j'étais Serralonga. Au mois de mai messire de Vivier me donna une lettre pour messire de Banyuls, fils du seigneur de Anyer et une autre pour Jean Petit, écuyer de la maison d'Anyer, où je me rendis directement. Mais, en passant près du village de Villefranche-du-Confluent, je rencontrai quatre hommes qui me prirent deux mousquets, quarante livres en or et en même temps ma ceinture dans laquelle il y avait les deux cartes pour messire Thomas de Banyuls et Jean Petit. Je dus aller sans armes jusqu'à Anyer et, en arrivant devant le château, j'appelai messire Jean Petit. Par une fenêtre quelqu'un me répondit qu'on ne pouvait pas m'ouvrir la porte parce qu'il faisait nuit et que je devais revenir le lendemain matin. J'allai donc coucher à l'auberge de la Fargua. Le lendemain matin, revenant au château, je rencontrai sur la route un homme à qui je demandai s'il connaissait Jean Petit, et il me répondit qu'il était Jean Petit lui-même. Il me conduisit à la cure d'Anyer où le curé me donna à manger, mais le seigneur n'étant pas là je ne pus pas

être reçu au château. Alors, je retournai à Vivier et je racontai le vol dont j'avais été victime à messire de Vivier qui me dit qu'il allait écrire au seigneur d'Anyer et qu'il promettaît de me faire rendre tout ce qu'on m'avait pris. Il me fit accompagner par un de ses écuyers jusqu'à la frontière de France, et me donna encore une once d'or pour dépenser en route. A Caros, je changeai mes vêtements contre d'autres que je tenais cachés dans un bois et je restai quelques jours en Catalogne sans voir aucun de mes compagnons. Ensuite, je repassai en France pour me rendre au château d'Anyer. Le seigneur d'Anyer était alors chez lui. Je lui dis que je venais de la part de messire de Vivier. Il me reçut très aimablement, et quand je lui contai comment j'avais été volé près de chez lui, il se mit dans une grande colère.

« Le lendemain, pendant que je déjeunais à la cuisine, il vint me trouver et me demanda de lui dire sincèrement si je n'étais pas Serralonga. Je lui dis qui j'étais et il fut très amical, mais cependant il ne me fit pas connaître son épouse. Je partis seul dans l'après-midi pour Camprodon. A Caros, je rencontrai Jaime Fadri et plusieurs hommes de ma bande. Avec eux, je repris pendant un an et demi mon existence de voleur de grands chemins. Après quoi, comme je n'étais pas content de mes affaires et que j'étais malade, je voulus encore revenir en France. Un cordelier de Rupit, qui est mort en prison, me prêta une mule, parce que j'étais trop lourd pour que son âne pût me

porter, et en arrivant en France je m'en fus directement au château du Vivier où je restai un certain temps. J'apportai comme présent au fils de messire du Vivier un chien de chasse que le cordelier de Rupit avait volé en route. Messire du Vivier me garda jusqu'aux fêtes de la Nativité. Je fis encore plusieurs voyages en France, habitant au château du Vivier, et quelquefois à celui d'Anyer. Une fois comme je partais du Vivier pour aller au château d'Anyer, le célèbre chef de bande Dalmo Calar tenait la campagne, et messire du Vivier me fit accompagner par ses domestiques armés. Une autre fois, comme j'étais venu à Anyer avec plusieurs hommes de ma bande, messire Thomas de Banyuls paya leur dépense à l'auberge d'Anyer, pendant qu'il m'hébergeait dans son château. »

Après cette longue déclaration, Serralonga fut mené de la chambre de torture dans une autre où le greffier Antonio Pablo Trull lui relut les déclarations qu'il avait faites. Serralonga ayant assuré que toutes ne contenaient que des vérités et qu'il y persistait fut ramené dans son cachot.

Il fut sans doute pendu quelques jours après, mais le dossier de son procès ne porte aucune trace de l'exécution, pas plus que de sa capture par les gens du roi. Ces manquements proviennent évidemment de la nécessité diplomatique de ne pas publier certains faits et certaines paroles compromettantes qu'il aurait prononcées sur l'échafaud.

En tout cas, il est certain que les dernières années de sa vie vagabonde avaient été mélancoliques. Tous ses compagnons étaient morts, tués dans les rencontres avec les gens du roi, ou pendus. Malade, découragé, traqué, il errait dans les montagnes avec sa dernière maîtresse, Juana Macissa. Il détroussait encore par-ci, par-là, quelque voyageur isolé, mais le cœur n'y était plus. Ses partisans l'avaient abandonné à mesure que la fortune se détachait de lui. Il n'était plus hébergé dans les maisons qui lui étaient jadis ouvertes et il envoyait sa compagne mendier leur nourriture. En France, il était « brûlé ».

Aussi, lorsque son ancien lieutenant et sa maîtresse, excédée de la « mauvaise vie » qu'il lui faisait mener, le livrèrent aux gens du roi, il est probable qu'il n'opposa aucune résistance, d'autant moins qu'il espérait que ses missions secrètes lui vaudraient un adoucissement de peine.

Avant lui, en Catalogne, un brigand avait déjà joué un rôle politique. Il s'appelait Roque Guinart et il était l'ami des personnages les plus huppés de Barcelone, jusqu'au vice-roi de Catalogne. Cervantès a écrit sur lui un chapitre de *Don Quichotte* où il raconte comment il arrêta sur le chemin de Ségovie, pour le détrousser, le chevalier de la Triste Figure, et ensuite le recommanda à ses amis de la haute société de Barcelone afin qu'ils se divertissent aux dépens du pauvre gentilhomme.

Au XIX^e siècle, deux brigands espagnols, sont entrés dans la légende héroïque.

Le premier, nommé Tchaffendine, surnommé « el Amanacéro », travaillait dans la province de Salamanque. Il passait pour magicien. On raconte que, pendant une de ses expéditions avec sa bande, se trouvant encerclé par les gens du roi, il s'échappa dans un ballon et en passant au-dessus de Madrid, jeta des pasquinas (poésies satiriques) contre le gouvernement. Quand il fut enfin pris, il offrit pour rançon deux fois son poids en or, mais le gouvernement le refusa. Après qu'il eut passé trois jours en « capilla », il fut conduit au supplice, pieds nus, vêtu d'une robe de serge rouge, dans un tombereau attelé d'une mule qui avait la queue et les oreilles coupées.

Il avait à sa droite un capucin de l'ordre de Saint-François qui l'exhortait au repentir en lui présentant un crucifix, et à sa gauche le bourreau qui portait au chapeau une petite échelle d'argent. La potence était dressée sur un échafaud drapé de noir. Au pied, les frères de la Miséricorde, le visage voilé sous un masque de velours noir, couverts d'un long domino, munis d'un petit autel portatif, attendaient que quelque accident, tel que la rupture de la corde, sauvât le patient pour le recevoir immédiatement dans leur ordre. Mais la corde ne cassa pas. A un signal donné par le capucin, pendant qu'il lisait le *Credo* à Tchaffendine, le bourreau tourna le garrot et l'étrangla. Ses valets lui coupèrent la tête, et

coupèrent le corps en quartiers qui furent envoyés dans les endroits où le bandit avait principalement exercé sa profession. Sa tête fut mise dans une cage grillée et resta longtemps exposée sur la place publique. On trouve encore dans des collections particulières des tabatières ornées de son portrait.

José Maria dit El Temprano (le matinal) fit la terreur et l'orgueil de l'Andalousie. Issu d'une très bonne famille bourgeoise, élève en théologie, destiné à la carrière ecclésiastique, il s'était lancé dans « la mauvaise vie » après un grand chagrin d'amour, mais il y avait gardé un vernis de sa bonne éducation. Quand il arrêtait les diligences et dépouillait les voyageurs de leurs habits, il s'excusait sur la dureté des temps d'être obligé de leur en donner d'autres plus usagés. En retirant aux dames leurs bagues et leurs bracelets, il les assurait que c'était uniquement pour qu'on vît mieux la blancheur et la délicatesse de leurs mains. Il s'invitait aux repas de noce et apportait un cadeau à la mariée. Il était d'ailleurs partout reçu avec une cordialité craintive, à peu près comme maintenant en Corse les bandits qui tiennent le maquis. Il est probable qu'il se mêla quelque peu de politique et vendit ses services et ceux de sa bande, tantôt aux libéraux, tantôt aux royalistes. Ce fut sans doute pour cela qu'il obtint son amnistie, du roi Ferdinand VII.

Après avoir détroussé les diligences, il devint capitaine de miquelets, chargé d'escorter les voitures pu-

bliques qui transportaient les deniers de l'Etat. Un jour, le courrier qu'il accompagnait fut arrêté par un parti de brigands commandés par un de ses anciens lieutenants, le farouche Boca-negra. José Maria voulut prendre Boca-negra par les sentiments, le convaincre que le service de l'Etat était préférable à la vie périlleuse des grands chemins. L'autre, pour toute réponse, lui cassa la tête d'un coup de pistolet.

Après lui, il y eut encore en Espagne des voleurs de grands chemins, mais José Maria fut le dernier qui perpétuât la tradition populaire du bandit chevaleresque.

LE COUVENT DE SAINT-PLACIDE

(1633-1644)

En 1633, un couvent de Bénédictines fut fondé à Madrid sous l'invocation de sainte Marie de l'Incarnation et le vocable de Saint-Placide.

Les principaux donateurs étaient Geronimo de Villanueva, protonotaire d'Aragon, secrétaire d'Etat au « Despacho Universal de la Monarquia », membre des conseils d'Aragon, de la Guerre, de la Marine et des Indes, et la famille de dona Thérésa de Silva y Cerda, qui fut nommée abbesse du couvent. Le prieur était Fray Francesco Garcia Calderon, et l'économiste Fray Alonzo de Leon. La communauté se composait de vingt-cinq religieuses, toutes appartenant aux premières familles d'Espagne.

Deux ans après l'inauguration solennelle du couvent, le jour de l'Attente de l'Enfantement de la Vierge, fête instituée le 28 décembre à Tolède par le roi Ferdinand, dona Thérésa de Silva et plusieurs autres religieuses donnèrent des signes de possession démoniaque. Le prieur, Fray Garcia, se mit en devoir de pratiquer les exorcismes rituels, mais il eut le

tort de se mettre en relation avec le diable avant de le chasser du corps des religieuses et de les dévêtir pour être assuré que le diable en sortait. Quelque temps auparavant l'économe du couvent, Fray Alonzo de Leon, s'était brouillé avec le prieur et avait quitté bruyamment la communauté. Il alla trouver le grand Inquisiteur et lui dénonça ce qui se passait au couvent de Saint-Placide. Fray Francesco Garcia, dont la conscience n'était pas très pure, prit peur et essaya de s'enfuir en France, mais il fut arrêté à Gérone et ramené à Madrid pour être jugé par l'Inquisition. Une enquête fut faite au couvent, toutes les religieuses interrogées. De leurs dépositions, celle de dona Thérésa de Silva, typique de la vie des couvents en Espagne, a été conservée dans les annales de l'Inquisition, publiées en 1808, par le chanoine don Llorente.

« A cette époque, je commençai à éprouver dans mon intérieur des mouvements si extraordinaires que je jugeai que la cause ne pouvait pas en être naturelle. Je récitai plusieurs oraisons en demandant à Dieu qu'il me délivrât d'une peine si terrible. Voyant que mon état ne changeait pas, je suppliai plusieurs fois le prieur de m'exorciser. Comme il ne voulait pas le faire, il cherchait à m'en détourner et me disait que tout ce que je lui racontais n'était qu'un jeu de mon imagination. Moi, je m'efforçais de le croire, mais je sentais bien quel mal me tenait. Enfin le jour de Notre-Dame de l'An, fête de la Vierge Marie,

18 décembre, le prieur, après avoir fait plusieurs prières, demanda à Dieu qu'il lui fit connaître si le démon était dans mon corps, et pour cela, le découvrit. Peu de temps après qu'il avait commencé les exorcismes, je me trouvai heureuse de me sentir libre, car je n'éprouvais plus rien. Ensuite, je tombai tout à coup dans une espèce d'anéantissement et de délire, faisant et disant des choses dont je n'avais jamais eu l'idée jusque-là. Lorsque j'eus mis sur ma tête la parcelle du bois de la Sainte-Croix qui était dans le reliquaire, il me sembla aussi pesant qu'une tour. Cela continua ainsi pendant trois mois, et je me trouvais rarement dans mon état naturel, j'éprouvais intérieurement une inquiétude inexprimable. Dieu m'avait donné un caractère si tranquille que, dans mon enfance, je n'aimais ni les jeux, ni la vicacité qui sont ordinaires à cet âge, et d'après cela on s'étonnait davantage qu'étant âgée de vingt-six ans, religieuse et même abbesse, je fisse des folies dont je n'aurais jamais été capable.

Il arrivait quelquefois que le démon « Peregrino », qui jouait le rôle du supérieur, se trouvait dans le dortoir du grand étage. Je l'entendais parler et dire :

« Dona Thérésa est-elle au parloir avec des visiteurs ? Il faut qu'elle vienne bientôt. »

Je ne voyais pas « Peregrino » et je prenais vite congé des personnes qui étaient avec moi. Je sentais la présence du démon qui était dans mon corps ; je me

mettais à courir sans réflexion en criant : « Le seigneur Peregrino m'appelle. » Quelques personnes dirent que je feignais d'être dans cet état par vanité et pour gagner l'attachement du prieur. Mais il arriva bientôt que vingt religieuses sur vingt-cinq que nous étions furent dans le même état que moi.

« Un jour, étant à confesse, je voulus consulter mon confesseur sur certains scrupules, mais la honte me retenant et me fermant la bouche, Fray Francesco m'encouragea à m'expliquer, je lui répondis que je ne pouvais pas parler parce que je rougissais de ce que j'avais à dire.

« De quoi rougis-tu, me dit-il ? Celui qui a la charité dans le cœur ne se trouble pas et n'a pas honte d'un aveu, quel qu'il soit ... »

« Plus tard, on me fit un crime de cette confession, en me disant que les paroles de Fray Francesco renfermaient un sens très mauvais et aussi à cause des expressions : union, douceur de commerce et autres semblables qu'il employait et dont on s'empara pour nous imputer à lui et à moi des choses honteuses qui n'ont jamais existé. »

Fray Francesco Garcia, trois fois mis à la torture, n'avoua rien, mais ses familiarités avec le diable étaient évidentes. Il lui arrivait aussi trop souvent de rester dans le réfectoire, éclairé par une seule bougie, avec dona Thérèse ou les autres religieuses possédées par le démon Peregrino. Il est vrai que, sur la table, le Saint Sacrement était exposé, mais l'In-

quisition ne jugea pas ce chaperon suffisant. Le prieur, la jeune abbesse et les nonnes furent convaincues d'appartenir à la secte des Illuminés (Alumbrados) qui faisait alors de nouveau parler d'elle, après avoir été en sommeil durant plusieurs années.

L'Illuminisme était une variété du mysticisme, dangereux au point de vue des mœurs plus encore que de l'orthodoxie. Les Illuminés, considérant que dans l'être humain les mouvements seuls de l'âme importaient, n'attachaient aucune importance à ceux de nos misérables corps. Quoi qu'on fit, il n'y avait pas de péché corporel. On peut déduire les conséquences de ce mysticisme ingénieux. Aussi, l'hérésie s'était-elle propagée abondamment et l'Inquisition, alarmée, sévissait contre elle autant que possible à cette époque où déjà s'éteignaient les bûchers. Sainte Thérèse elle-même avait été soupçonnée d'Illuminisme, et inquiétée par l'Inquisition. Le prieur, convaincu *de vehemente*, fut condamné à la réclusion perpétuelle dans la cellule d'un couvent de pénitence. Dona Thérésa encourut une condamnation *de levi*. Le couvent fut licencié et l'abbesse interdite pendant quatre ans. Don Géronimo de Villanueva fut même quelque peu compromis dans cette première affaire. On avait vu le protonotaire assis sur les genoux de dona Thérésa, mais il avait eu l'adresse de prévenir son procès en se dénonçant lui-même, toutefois, à torts atténués, et l'Inquisition lui donna son blanc-seing. Il était même en si bonne posture près du Saint-

Office qu'il demanda et obtint la révision du procès de dona Thérésa qui fut replacée l'année suivante à la tête du couvent reformé.

Or, dix ans après, en l'année de Notre-Seigneur 1643, Philippe IV, roi d'Espagne et des Deux-Sicules, empereur des Indes et des Amériques, se sentait mélancolique. Il avait pour cela plusieurs motifs plus ou moins respectables, mais tous valables. D'abord, les affaires de son royaume allaient au plus mal, à l'intérieur et à l'extérieur. En quelques années, il avait perdu les Pays-Bas, l'Artois, le Roussillon, la Catalogne et plusieurs villes de Flandre. Le Portugal en révolte allait se libérer d'un jour à l'autre. A l'intérieur du pays, la misère devenait terrible. Dans les villes, les soldats sans solde mendiaient, volaient et assassinaient. Des grands seigneurs ruinés leur faisaient concurrence. Il y avait eu, dans les rues de Madrid, cent meurtres en quinze jours. Il était imprudent de sortir la nuit tombée, et ceux qui commettaient cette imprudence étaient heureux s'ils rentraient chez eux sans manteau, ni argent, mais la vie sauve. Aux portes des monastères, il y avait à midi des queues de mendiants qui attendaient la distribution quotidienne de soupe chaude, leurs écuelles à la main. Et ces mendiants étaient des officiers, des étudiants et des employés de l'Etat. Le soir, sur les promenades, entre le Prado et la Puerta del Sol, des femmes appartenant aux meilleures familles d'Espagne, le visage voilé, mais les jambes et les seins nus, se prostituaient pour acheter des bijoux.

La dette publique dépassait deux cent seize millions et les recettes n'atteignaient pas cent millions.

Jusqu'alors, le premier ministre du roi, depuis vingt-deux ans, le comte-duc d'Olivarès, lui avait épargné tous les soucis du règne. Ministre, confident et pourvoyeur des menus plaisirs du roi, il entrait le matin dans sa chambre, ouvrait les rideaux, s'agenouillait devant son lit et, dans cette posture, lui parlait des affaires d'Espagne en se gardant bien de lui en dire ce qui pouvait lui être désagréable. Ainsi, Philippe IV pouvait-il s'abandonner sans remords à l'indolence jouisseuse qui faisait le fond de son caractère, avec un réel tempérament d'artiste, flânant une partie de ses journées dans l'atelier de son peintre Vélasquez, s'amusant à écrire des comédies avec Caldéron de la Barca et Quevedo, protégeant des troupes théâtrales, dont il s'octroyait les plus jolies comédiennes.

Mais à présent, le roi avait martel en tête. Il était arrivé que son ministre, dans le désastre et la misère du pays, était devenu si impopulaire qu'il ne pouvait plus le garder. La reine Isabelle de Bourbon, après avoir été joyeuse et allante comme son père Henri IV, s'était mise en vieillissant à s'occuper de politique. Elle avait pris Olivarès, ce gros homme noir, impérieux et cauteleux, en grippe, et harcelait son mari pour qu'il lui donnât son congé; la tante du roi, Marie de Portugal, s'était mise de la partie et aussi sa vieille nourrice dona Anna de Guaxara et encore sœur Marie

de Sainte-Croix, cette énigmatique religieuse qui avait été peut-être sa maîtresse et qu'il allait voir souvent au couvent de la Merci pour lui faire confidence de ses peines de cœur et des affaires de l'Etat.

Philippe éprouvait une dernière tristesse. Les femmes commençaient à l'ennuyer. Une seule vivait dans son souvenir : c'était cette charmante Rosa Calderona qu'il avait aimée pendant qu'elle jouait « l'alcade de Zamora » dans la troupe de Calderon. Il avait eu d'elle un fils, qui s'appela don Juan d'Autriche, et qu'il préférait à son fils légitime, le prince des Asturies, don Balthazar. Aussitôt accouchée, Rosa Calderona s'était cloîtrée dans un couvent de Carmélites pour ne plus jamais voir aucun autre homme après avoir connu le roi. Quelle différence avec ces grandes dames qui vendaient si cher leurs faveurs ! Ainsi, le roi, ruminant ces pensées mélancoliques, broyait du noir depuis quelque temps et le comte d'Olivarès s'en inquiétait.

La méchante humeur d'un roi ne présage rien de bon pour un ministre qui sent son crédit chanceler. A tout prix, il fallait distraire le roi, l'empêcher de ressasser ses ennuis et ceux du royaume. Mais, comment amuser un roi blasé ? Pendant vingt-deux ans, le comte-duc avait été le procureur des plaisirs royaux. Ce grand laborieux, qui recevait le matin, aux chandelles, les ambassadeurs et les commis du gouvernement, sortait tous les soirs avec le roi et courait avec lui le guilledou dans les rues de Madrid.

Maintenant le roi se couchait à neuf heures du soir, ne voulait plus entendre parler des aventures. Que faire ?

Olivarès, désespéré, s'en ouvrit à son protégé et confident, le protonotaire d'Aragon don Garcia de Villanueva. Villanueva lui conta alors qu'au couvent de Saint-Placide, dont il était encore le protecteur, une jeune fille d'une beauté exceptionnelle venait d'arriver et allait prochainement prononcer ses vœux. Villanueva avait eu l'occasion de s'entretenir avec elle et s'était rendu compte qu'elle était entrée dans la vie religieuse, moins par vocation que par dépit d'amour. Si le roi la voyait, s'éprenait d'elle, la tirait du couvent, en faisait sa favorite, il serait distrait pendant plusieurs mois, par son nouvel amour, des affaires du royaume, et le ministre aurait le loisir de rétablir son crédit ébranlé. En tout cas, la chance valait la peine d'être tentée.

Olivarès parla plusieurs fois au roi, sans avoir l'air d'y attacher trop d'importance, de la nouvelle beauté qui allait s'enterrer vivante au couvent de Saint-Placide. Le roi, aguiché, voulut la voir. Rien n'était plus facile ; il n'avait qu'à dire qu'il désirait entendre la messe ou tel autre office dans la chapelle du couvent. Les religieuses y assistaient dans le chœur, derrière une grille, mais Villanueva faisait en sorte que l'abbesse plaçât la nouvelle venue de façon qu'elle fût visible de la chapelle.

Ainsi fut fait. Le lundi de Pâques, le roi assista à

l'office des Vêpres dans la chapelle du couvent et vit la jeune fille qu'il trouva plus belle encore qu'on ne le lui avait dit.

Sous divers prétextes, il retourna plusieurs fois à la chapelle de Saint-Placide. Il ne pensait plus qu'à sa belle religieuse, et quand on lui parlait politique, prenait un air ennuyé et détournait la conversation. Après quelques semaines, étant roi, et habitué à ne pas rencontrer de cruelles, il demanda à Olivarès s'il ne pourrait pas voir la jeune fille plus à l'aise que de l'autre côté d'une grille.

Ceci dépendait de l'abbesse, dona Thérésa. Villanueva, dépêché par Olivarès, alla la trouver, lui rappela tous les services qu'il lui avait rendus en l'empêchant d'être condamnée *de vehemente* et ensuite en obtenant la revision de son procès. Peut-être aussi lui rappela-t-il quelques douces intimités? Mais chat échaudé craint l'eau froide. Dona Thérésa ne se sentit pas le courage de braver une seconde fois l'Inquisition et refusa absolument de se prêter au caprice du roi, dont le désir s'augmentait de jour en jour par la difficulté de le satisfaire. Olivarès, en désespoir de cause, appela à son secours le diable, dit-on, par des moyens de sorcellerie. Il acheta une maison, dans la calle de Madera contigue au couvent de Saint-Placide, fit percer dans les caves un souterrain qui aboutissait dans le corridor sur lequel s'ouvraient les cellules des religieuses et particulièrement celle de sœur Marie-Béatrice. Mais alors il arriva que Villa-

nueva prit peur; lui aussi avait tâté de l'Inquisition et se faisait scrupule d'empêtrer dans une telle affaire son amie dona Thérésa. Il se décida à la prévenir. La supérieure s'effara.

Mais comment arrêter la construction du souterrain et empêcher l'équipée du roi ? Son ange gardien, ou peut-être le démon « Peregrino » lui inspira le moyen de sortir de cette impasse.

Elle laissa construire le souterrain. Un beau soir, quand il fut fini, le roi et Olivarès s'y engagèrent et débouchèrent dans le corridor où chaque cellule portait le nom de l'habitante, écrit sur sa porte.

Le roi, le cœur battant, poussa la porte entr'ouverte de la cellule de Maria Béatrice, et voilà ce qu'il vit. Dans la cellule, toute tendue de noir, un cercueil ouvert entre des cierges allumés. A côté du cercueil, l'abbesse, agenouillée sur les dalles, récitant des prières, et, dans le cercueil, sœur Marie-Béatrice, blanche comme une morte, les mains jointes sur la poitrine, tenant un crucifix.

Le roi, stupéfait, consterné et crédule, comme tout Espagnol, fit le signe de la croix et reprit, la tête basse, son chemin souterrain.

Mais certains chroniqueurs croient que le lendemain il pensa qu'il avait été mystifié, et reprit le même chemin que la veille. Il vit cette fois dans sa cellule la jeune religieuse bien vivante et si émue de cette preuve d'amour qu'elle lui accorda tout ce qu'il voulut.

Or, l'Inquisition avait des yeux et des oreilles partout. Elle connut l'aventure. A cette époque elle était en difficultés avec le roi qui s'efforçait d'échapper à sa domination. Ne pouvant rien contre lui, elle fit arrêter de nouveau le protonotaire Villanueva et l'abbesse. Fray Sotomayor était alors l'Inquisiteur général. Heureusement, il était aussi confesseur du roi. Philippe IV lui fit offrir l'archevêché de Cordoue s'il consentait à résilier ses fonctions d'Inquisiteur et Solomayor y consentit pour ne pas se mêler d'une affaire aussi épineuse. Il fit remettre en liberté Villanueva et dona Thérésa, mais il n'avait pas le pouvoir d'arrêter le procès commencé. Philippe IV était, à ce moment, dans les meilleurs termes avec le pape Urbain VIII. Il obtint de lui qu'il excipât de ses droits, et ordonnât de déférer la cause au tribunal du Saint-Office romain. Le Saint-Office espagnol, grommelant, enferma dans une cassette tous les documents et les expédia à Rome. Le comte de Parédes fut chargé de porter la cassette. Mais avant qu'il eût pris congé du roi, Philippe IV avait fait faire par Velasquez, son peintre ordinaire, un croquis du messager et l'envoya à son agent à Gênes. Dès qu'il débarqua, Parédes fut saisi par des estafiers qui lui enlevèrent la cassette et le menèrent jusqu'à Naples où il fut enfermé dans le château de l'Œuf. Il y mourut quinze ans après, sans que personne eût jamais entendu parler de lui. La cassette fut rappor-

tée au roi, qui, assisté d'Olivarès, brûla les papiers pendant la nuit.

L'affaire paraissait terminée, lorsque survint la chute attendue d'Olivarès. Pressé par la reine, Philippe IV était allé prendre le commandement de ses armées en Catalogne contre les Français. Après plusieurs défaites, il revint à Madrid et trouva la population de plus en plus excitée contre le ministre. Dès lors, il fallait prendre un parti décisif. Pour le presser, la reine, les infants, la duchesse de Mantoue et sa nourrice se jetèrent à ses pieds. Sous la dictée de la reine, Philippe IV écrivit pendant la nuit la lettre de congé pour le ministre, et la lui fit porter.

Cependant, Olivarès entra dans la chambre du roi, le matin comme d'ordinaire, s'agenouilla devant son lit et essaya de se justifier, mais le roi, détournant les yeux, garda un silence glacial. Plusieurs heures après, Olivarès envoya vers Philippe IV sa femme, très belle personne que le roi avait honorée d'un caprice, et puis son neveu don Luis de Haro, chambellan de la Clef d'or. Mais ce fut en vain, Philippe IV garda la même attitude de muette résistance. Dans l'après-midi, il partit avec la reine pour le couvent des Carmélites, puis pour l'Escorial, espérant qu'Olivarès aurait vidé la place. Le troisième jour, on lui dit que le ministre était encore à Madrid. Impatienté, il dit : « Faudra-t-il le chasser de force ? » et il revint à Madrid, mais Olivarès avait compris que son sort était jeté.

Le soir, à la nuit tombée, il partit dans une voiture fermée pour sa maison de campagne de Loëcles. Il y reçut l'ordre de s'éloigner de la cour à plus de cinquante lieues et s'exila à Toro, où il devait mourir deux ans après. Le roi déclara qu'il n'aurait plus désormais d'autre ministre que sa femme.

Après la chute d'Olivarès, la joie populaire se manifesta en une sorte de fête nationale.

Pendant toute une journée, les pâtisseries et les fruitiers donnèrent leurs gâteaux et leurs fruits. Sur la porte du Palais un grand placard fut affiché qui portait ce quatrain :

En el día de san-Antonio
Hicieronse milagros dos
Empesó a reinar Dios
Y el rey écho el demonio.

En ce jour de Saint-Antoine
Deux miracles se firent
Dieu commença de régner
Et le roi chassa le démon.

Mais quelques personnes ne partagèrent pas l'enthousiasme général.

La reine Isabelle de Bourbon avait appris l'aventure de son mari et de la religieuse du couvent de Saint-Placide. Elle en accusait Olivarès et Villanueva. Olivarès était hors de cause, mais Villanueva était à sa portée. Il lui fut très facile de le faire reprendre par l'Inquisition et emprisonner à Tolède; son procès recommença et cette fois il fut inculpé de

vehemente, d'hérésie et de sacrilège. Le bûcher l'attendait, mais son roi ne voulut pas le laisser périr et intervint énergiquement.

Sous sa pression, le tribunal du Saint-Office accorda des circonstances atténuantes à Villanueva et le condamna *de levi*, c'est-à-dire à jeûner chaque vendredi jusqu'à la fin de ses jours, à s'engager à ne jamais pénétrer dans un couvent ni parler à une religieuse, et à donner au prieur d'Atocha une aumône de deux mille ducats.

Le roi dut faire aussi amende honorable. Il demeura huit jours en pénitence dans le couvent du Carmel et donna au couvent de Saint-Placide une horloge fabriquée en France, la première en Espagne qui sonnât les demies et les quarts d'heure.

Le couvent de Saint-Placide a été démoli en 1903, sauf la chapelle qui est devenue l'église paroissiale de Covadonga. L'horloge existe toujours, mais il manque une cloche au carillon.

LE PROCES DE L'ESCURIAL

(1808)

Une autre lamentable époque de l'histoire d'Espagne fut celle du règne de Charles IV, entre les années 1791 et 1808. Le pays était complètement ruiné; le déficit budgétaire dépassait trois millions; le quart des impôts ne rentrait pas dans les caisses de l'Etat; la marine, qui avait fait l'orgueil de l'Espagne, était réduite à trente-trois vaisseaux et vingt frégates sur lesquels huit vaisseaux et deux frégates étaient en état de tenir la mer; les matelots, qui ne recevaient pas leur solde, demandaient l'aumône dans les rues de Cadix. Mais, pour cette flotte squelettique, il y avait deux amiraux, quinze vice-amiraux, soixante-trois contre-amiraux et cent quatre capitaines de frégates. L'armée comptait à peu près cent mille hommes dont cinquante mille, mal vêtus et mal nourris, pouvaient à la rigueur faire campagne. Cette horde était commandée par deux généralissimes, cinq maréchaux de camp, quatre-vingt-sept lieutenants-généraux et deux cent vingt-deux brigadiers.

La cour faisait le scandale et la risée de l'Europe. Charles IV avait donné des proportions royales au personnage classique du mari tolérant. A vingt ans, il avait épousé Marie-Louise, princesse de Parme, qui avait à peine treize ans, et trois ans après elle avait commencé de le tromper sans que le bon roi parût s'en affecter. Cependant, ce gros homme à la démarche pesante, le front fuyant, les yeux ronds, le nez allongé, sur une bouche sans menton, avait été un jeune homme d'une force herculéenne et d'une extrême violence. Mais Marie-Louise de Parme l'avait complètement asservi. Après s'être occupé violemment des affaires de son royaume jusqu'à rouer de coups ses ministres s'ils n'étaient pas de son avis, il vivait la vie d'un riche bourgeois retraité.

Tous les matins, levé à 5 heures et demie, il entendait deux messes, puis se retirait dans son atelier d'horlogerie, comme son malheureux cousin de France auquel il ressemblait par plusieurs points, sauf la dignité. A 11 heures, il déjeunait et partait pour la chasse dans les réserves de gibier qui avoisinaient les résidences royales. Il préférait d'ailleurs à la chasse à courre, plaisir royal, la bourgeoise chasse à tir dans un enclos rempli de gibier, poussé par une armée de rabatteurs. Vers 5 heures, il rentrait à Madrid qu'il habitait généralement. En route il s'arrêtait au Prado où il rencontrait la reine, et faisait avec elle une promenade sur l'allée à

la mode. Rentré au palais, il jouait à l'hombre avec quelques-uns de ses plus vieux courtisans, s'endormait en laissant tomber les cartes qu'il tenait à la main et ronflait jusqu'à ce que le premier chambellan lui annonçât que son dîner était servi. La soirée commençait par un concert de musique de chambre exécuté par les artistes les plus renommés d'Europe que le roi faisait venir à grands frais. Ensuite, la partie d'hombre. A 9 heures, le premier chambellan venait demander l'ordre pour le lendemain et tout le monde allait se coucher. La reine, gardée par son fidèle valet de chambre Ballaster, rejoignait alors son amant du jour.

Il y a des mots de Charles IV qui méritent d'être historiques. Il disait à son père, le roi Charles III, avec une belle assurance :

— Une des plus belles prérogatives de la royauté est la certitude qu'ont les rois de ne pas être trompés par leurs femmes.

— Et pourquoi cela mon fils ?

— Parce qu'aucune reine ne voudrait se commettre avec un inférieur, d'où je conclus qu'il est impossible qu'elle aime un autre homme que son mari.

A quoi Charles III, éberlué, répondit, en tournant les talons :

— Mon fils, je pense que vous êtes encore plus sot que je ne le croyais.

Quelque temps après, comme il avait exilé un des amants de sa scandaleuse belle-fille, son fils le supplia

en pleurant de rappeler le dit amant : « Parce que Marie-Louise était trop malheureuse sans lui. »

Il est d'ailleurs certain qu'il adorait sa femme. Elle assistait à tous les conseils, assise à côté de lui quand il travaillait avec ses ministres, ce qui ne durait jamais bien longtemps. Il mourut quelques semaines après elle. Était-il aveuglé par son honnêteté, ou complaisant, ou trop faible pour réagir ?

Cependant, d'après les portraits qu'en a faits Goya, la reine n'avait jamais dû être jolie. A quarante ans, les traits couperosés, l'œil provocant, la peau flétrie, le menton en galoche, elle inspira certainement au terrible peintre son étonnante série des vieilles amoureuses connue sous le titre : « Plus fort que la mort. »

A la cour de Parme, son précepteur, Condillac, lui avait enseigné le scepticisme intégral, en sorte que cette reine d'Espagne Très Catholique fut la première qui n'eut aucune foi. Violente et perfide, elle montrait, quand elle le voulait, la grâce majestueuse qui convenait à son rang.

Son premier amant avait été le comte Pignatelli; elle eut ensuite, parmi les plus notoires, Ortiz, le comte de Lancaster et Diego Godoy, le frère du célèbre prince de la Paix.

De ses trois fils, l'aîné était Ferdinand, prince des Asturies, qui fut Ferdinand VII, et le cadet don Carlos, le troisième don François, image vivante de Manuel Godoy.

En 1808, le prince des Asturies avait vingt-quatre ans. C'était un grand jeune homme, timide, effacé, l'air sournois, au fond lâche et menteur, comme il le manifesta plus tard. Son père ne l'aimait pas et sa mère le détestait autant qu'il la méprisait. Bien qu'il eût été reconnu officiellement par les Cortès comme prince héritier, et pourvu de tous les honneurs y afférant, il n'avait pas d'habitation particulière, vivait avec son père dans le palais de San Lorenzo. Tenu par le roi et la reine à l'écart du gouvernement, il passait une jeunesse morose, entouré d'espions, en opposition sournoise contre son père et surtout sa mère. Ses amis fidèles étaient son premier chambellan, le duc de l'Infantado, et le comte d'Ortiz, son maître d'hôtel. Son précepteur avait été le chanoine Escoïquiz, du chapitre de Tolède, homme intelligent et lettré, qui ne manquait pas de perspicacité, malgré son idéalisme chimérique. Très attaché à son élève et au roi, il méprisait la reine, qui le haïssait.

Le prince Ferdinand avait été marié avec la fille de le reine Caroline de Naples, Marie-Antonia. Par son charme, elle avait pris à la cour une influence qui lui avait attiré la jalousie haineuse de la reine, qui ne lui pardonnait pas sa jeunesse et sa beauté. D'ailleurs, Marie-Antonia professait des sentiments politiques très opposés à ceux de la cour. Elle avait appris de sa mère, détrônée par Napoléon I^{er}, la haine de tout ce qui était français. En octobre 1804, elle fit une opposition violente contre le prince de la Paix, avant la si-

gnature du traité de Paris, si funeste pour l'Espagne. L'année suivante, après avoir pris une tasse de chocolat, elle éprouva de grandes souffrances d'entrailles et mourut. Quelques jours après, l'apothicaire de la cour fut trouvé étranglé dans son lit; tous ses papiers avaient été saisis. Le prince des Asturies, très épris de sa femme, accusa la reine et le prince de la Paix de l'avoir fait empoisonner.

Celui-ci, à ce moment-là, était le maître de l'Espagne. Cadet d'une famille de petite noblesse, il était le frère du chef de musique de la garde du roi, Diego Godoy, qui avait été un des amants les plus aimés de la reine. Mais, contre cette liaison qui se prolongeait plus que les autres, le roi s'était inopinément hérissé, et avait envoyé le sigisbée en exil au fond de l'Andalousie, en le nommant, d'ailleurs, commandeur de l'ordre de Saint-Jacques et, ce qui était plus substantiel, surintendant de la loterie royale. Son frère cadet prit son poste dans la musique de la garde et les faveurs de la reine. Mais, plus adroit que son aîné, et par une de ces raisons secrètes qui justifient les longues amours, il avait pris sur Marie-Louise un ascendant qui dura toute leur vie, et n'eut d'égal que celui qu'il prit sur le roi.

Son avancement extraordinaire rappelle la carrière de Fritz dans la *Grande-duchesse de Gerolstein*. En moins de deux ans, il était devenu don Manuel de Godoy y Alvares y Feria, prince de la Paix, duc d'Alcadia, grand d'Espagne de première classe, sei-

gneur de l'Etat d'Alcala, corégidor de la ville de Santiago, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, grand croix de l'ordre de Charles III, commandeur de la commanderie de Valencia et Accuchal dans l'ordre de Saint-Jacques, chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Jean, conseiller d'Etat, premier secrétaire d'Etat du Despacho, secrétaire particulier de la reine, surintendant général des postes et chemins, protecteur de l'Académie royale des arts, du cabinet d'histoire naturelle, du jardin botanique, du laboratoire chimique et de l'observatoire d'astronomie, gentilhomme de la chambre de la Reine, capitaine général des armées du roi, inspecteur et major du corps royal des gardes du corps, grand amiral de Castille.

En 1806, il fut nommé généralissime des armées de terre par ce diplôme burlesque, soumis au conseil de Castille.

« Sa Majesté, parfaitement satisfaite des services importants et distingués que le sieur Godoy a rendus à l'Etat dans les différentes places qu'il a occupées et occupe encore, ayant égard à la très ancienne famille dont il est issu, qui a rendu de grands services aux rois, ses prédécesseurs, qui n'ont pu les récompenser comme ils le désiraient, par suite de l'empêchement des envieux, ne voulant pas différer sa reconnaissance, je vous prévient qu'elle vient d'accorder à don Manuel Godoy, lieutenant général de ses armées, le titre de généralissime, afin que vous le fassiez reconnaître pour tel. Car ceci est sa volonté. »

Et pour achever cet avancement grandiose, Leurs Majestés Catholiques avaient marié Manuel Godoy avec une princesse de Bourbon, cousine germaine du roi, en feignant d'ignorer qu'il avait déjà secrètement épousé une demoiselle Tudo qu'il avait fait comtesse de Castelfiel et marquise de Bocanegra. Après ce mariage de haute convenance, Godoy continua d'ailleurs de recevoir les grands personnages et les ambassadeurs étrangers dans le salon de Mlle Tudo.

De l'avis général, le prince de la Paix était d'une intelligence médiocre, ignorant et paresseux, mais rusé et jamais embarrassé par des scrupules. Physiquement, il était agréable à voir, serein et souriant, mais sans beauté.

L'ascendant qu'il prit sur le roi provint surtout de ce qu'il le débarrassait de tous les ennuis du gouvernement en lui laissant la liberté d'esprit nécessaire pour chasser et fabriquer des horloges. Peut-être aussi l'obligeait-il en le déchargeant de ses devoirs conjugués. D'ailleurs, Godoy lui-même, quand il fut excédé des faveurs de la reine, s'ingéniait à se procurer des diversions.

Un jeune garde du corps, nommé Melo, lui servit longtemps de paratonnerre. Beurnonville, alors ambassadeur de France, raconte qu'un jour, devant Godoy et lui, le roi s'étonnait de l'enrichissement subit et de la splendeur des équipages du jeune Melo.

« Je ne lui connaissais cependant aucune fortune. Qu'en pensez-vous, Godoy? »

Godoy, qui était en bisbille avec la reine, lui répondit :

« Je pense qu'il est l'amant d'une femme riche, vieille et laide, qui vole son mari pour lui donner de l'argent. »

Le bon roi se mit à rire, et prit la reine à témoin :

« Vous entendez, ma chère, les horreurs qu'il dit, vous croyez que c'est vrai? »

La reine, pincée, répondit :

« Vous savez bien, Charles, que Manuel aime les mauvaises plaisanteries ».

Il ne plaisantait pas lorsqu'il s'agissait de son ambition et surtout de sa fortune. Par ses trafics d'influence, ses participations aux impôts, les pots-de-vin qu'il touchait, il était devenu excessivement riche. On disait qu'il avait, dans ses caves, une grande partie de l'or de l'Espagne. Le palais Godoy était une résidence magnifique garnie de tableaux, de meubles et d'œuvres d'art.

Grisé par la rapidité de son ascension, il avait envisagé le pouvoir suprême et concerté avec la reine la déposition du roi, après laquelle il était entendu que la régence lui serait conférée. Le décret fut secrètement présenté au Conseil de Castille qui le rejeta sans commentaires. En 1808, le roi ayant été très malade, Godoy réitéra sa tentative. Cette

fois, le Conseil de Castille répondit nettement que si le roi Charles IV mourait, le prince des Asturies lui succéderait et que le royaume n'avait aucun besoin d'une régence.

Il était haï partout l'Espagne. Les grands seigneurs ne lui pardonnaient pas son élévation méprisable et l'insolence avec laquelle il les traitait. Le peuple lui reprochait sa misère et l'accusait d'avoir vendu l'Espagne à Napoléon I^{er}, dont les troupes, conduites par Murat, s'avançaient en Catalogne, occupaient la route de Madrid jusqu'à Valladolid sous prétexte de rejoindre l'armée que Junot menait au Portugal pour procéder au dépeçage de ce malheureux pays, d'après la convention cynique qui s'est appelée le traité de Fontainebleau.

Cependant, l'administration du prince de la Paix n'avait pas été complètement stérile. Il avait fait construire des routes, organisé un service de diligence qui allait en sept jours de Madrid à la frontière de France, supprimé des douanes, fait venir des ouvriers étrangers dans les ateliers subventionnés par le gouvernement, établi la police dans des villes et la répression du brigandage sur les routes royales.

Mais le peuple ne lui pardonnait pas d'avoir interdit les courses de taureaux. On lui reprochait encore de détourner l'affection du roi de son fils aîné, Ferdinand, prince des Asturies, qui était adoré sans aucun motif apparent. Ainsi s'égarèrent ordinairement les sentiments populaires.

Le 25 octobre 1807, Madrid s'éveilla dans la stupeur. Les passants et le petit peuple pittoresque de la rue s'arrêtaient devant cette affiche posée sur les murs :

« Dieu, qui veille sur ses créatures, ne permet pas l'accomplissement de faits atroces, quand les victimes sont innocentes. C'est ainsi que sa toute-puissance m'a préservé d'une catastrophe inouïe. Mon peuple, tous mes sujets connaissent parfaitement mes sentiments chrétiens et la régularité de mes mœurs : tous m'aiment, et je reçois de tous des preuves de respect, ainsi que l'exigent les égards dus à un père qui chérit ses enfants.

« Je vivais persuadé de cette vérité, quand une main inconnue me montra tout à coup et me découvrit le plan monstrueux et inouï que l'on formait contre ma personne, dans mon propre palais. Ma vie, tant de fois en péril, était devenue à charge à mon successeur qui, pressé de me succéder et oubliant les principes de foi chrétienne que lui enseignèrent mes soins et mon amour paternel, avait ourdi une trame pour me détrôner.

« Je voulus alors chercher à connaître par moi-même la vérité sur son crime, et, le surprenant dans sa propre chambre, je trouvai en son pouvoir le chiffre qui servait à ses intelligences avec les scélérats, et les instructions qu'il en recevait. Je convoquai, pour l'examen de ses papiers, mes conseillers habituels

afin qu'en s'associant à mes ministres, ils s'occupassent conjointement des recherches nécessaires. Tout a été fait et il s'en est suivi la découverte de différents coupables dont j'ai décrété l'arrestation, ainsi que la mise aux arrêts de mon fils dans sa demeure. Cette peine manquait à toutes celles qui m'affligent, mais de même qu'elle est la plus douloureuse, c'est aussi celle qu'il est le plus important de faire expier à son auteur, et en attendant que j'ordonne de publier le résultat des poursuites, je ne veux pas manquer de faire connaître à mes sujets mon affliction, qui deviendra moindre par les preuves de leur loyauté. Vous tiendrez cela pour entendu, afin d'en donner connaissance en la forme convenable. »

« San Lorenzo del Escorial, ce 30 octobre 1807. »

Les commentaires étaient d'ailleurs unanimes dans l'opinion populaire déchaînée contre Godoy. C'était encore une machination du « choricero », de ce coquin de « picaron ».

La veille, en entrant dans sa chambre, le roi avait trouvé sur une table le billet suivant, d'une écriture contrefaite :

« Dépêchez-vous ! Le prince Ferdinand organise dans le palais un mouvement qui met la couronne en danger. La reine court le risque d'être empoisonnée. Vous n'avez pas un instant à perdre pour ruiner ces projets. Le dévoué sujet qui vous écrit ces lignes n'est pas en position de remplir autrement son devoir. »

Depuis quelque temps, d'ailleurs, les mouvements

du prince des Asturies étaient devenus inquiétants. Des lampes restaient allumées dans son appartement jusqu'au matin. Son précepteur, le chanoine Escoïquiz, avait quitté Tolède et demeurait à Madrid.

En lisant cet avertissement, le roi, tout disposé à croire le mal qu'on lui disait de son fils, entra dans une violente colère et montra le billet à la reine. Godoy était pour le moment dans sa maison de campagne d'Aranjuez, où il se soignait d'une maladie secrète. Leurs Majestés, violemment agitées, se rendirent aussitôt dans l'appartement du prince des Asturies.

Pour justifier cette visite domiciliaire, le roi prit le prétexte de lui porter une poésie qu'il venait de recevoir, célébrant la défaite des Anglais à Buenos-Ayres. Mais il ne put se contenir, et, montrant à son fils le billet, il lui demanda brusquement ce qu'il devait en penser. Ferdinand parut embarrassé. Le roi fit aussitôt appeler le marquis de Caballero, ministre de la justice, ennemi particulier du prince, lui ordonna d'ouvrir les meubles et d'examiner les papiers saisis. On dit que la reine fouilla elle-même son fils. Les papiers saisis se composaient d'un memorandum dans lequel le prince, se comparant à Ermengilde, prince des Goths qui fut tué à l'instigation de sa belle-mère Goswinthe et du favori Sisberg, dévoilait à son père l'inconduite de la reine, l'infamie de Godoy, ses concussions et ses trahisons. Comme Caballero examinait ce document, la reine le lui arracha des

mains et le cacha dans son corsage. Elle s'empara aussi d'un autre document, enfermé dans une enveloppe bordée de noir, qui portait la suscription :

« Destinée à être ouverte après la mort du roi. »

Elle contenait plusieurs brevets de promotion. Le duc l'Infantado était nommé capitaine général de la nouvelle Castille, le comte de Montarco président du conseil de Castille, le duc de San Carlos grand-maître du palais. La date de ces nominations était laissée en blanc.

Le troisième document saisi était cette lettre adressée à l'empereur Napoléon :

« La crainte d'incommoder Votre Majesté impériale et royale au milieu de ses exploits et des affaires majeures qui l'entourent sans cesse, m'a empêché jusqu'ici de satisfaire directement le plus vif de mes désirs, celui d'exprimer au moins par écrit les sentiments de respect, d'estime et d'attachement que j'ai voués à un héros qui efface tous ceux qui l'ont précédé, et qui a été envoyé par la Providence pour sauver l'Europe du bouleversement total qui la menaçait, pour affermir les trônes ébranlés et pour rendre aux nations la paix et le bonheur.

« Les vertus de Votre Majesté impériale, sa modération, sa bonté même envers ses plus injustes et implacables ennemis, tout m'a fait espérer que l'expression de mes sentiments en serait accueillie comme l'effusion d'un cœur rempli d'admiration et de l'amitié la plus sincère.

« L'état où je me trouve depuis longtemps, et qui ne peut échapper à la vue perçante de Votre Majesté impériale, a été jusqu'à présent un second obstacle qui a arrêté ma plume prête à lui adresser mes vœux; mais, plein d'espérance de trouver dans la magnanime générosité de Votre Majesté impériale la protection la plus puissante, je me suis déterminé, non seulement à lui témoigner les sentiments de mon cœur envers son auguste personne, mais à les épancher dans son sein comme dans celui du père le plus tendre.

« Rempli de respect et d'amour filial pour celui à qui je dois le jour, et qui est doué du cœur le plus droit et le plus généreux, je n'oserai jamais dire qu'à Votre Majesté impériale ce qu'elle connaît mieux que moi, que ces mêmes qualités si estimables ne servent que trop souvent d'instrument aux personnes artificieuses et méchantes pour obscurcir la vérité à des souverains dont les caractères sont analogues à celui de mon respectable père.

« Si les mêmes hommes, qui par malheur l'entourent ici, lui laissent connaître à fond celui de Votre Majesté impériale comme je le connais, avec quelle ardeur ne souhaiterait-il pas de serrer les nœuds qui doivent unir nos deux maisons ! Et quel moyen plus propre pour cet objet que celui de demander à Votre Majesté impériale, l'honneur de m'allier à une princesse de son auguste famille. C'est le vœu unanime de tous les sujets de mon père, ce sera

aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les efforts d'un petit nombre de malveillants qui l'assiègent et qui peuvent le détourner. Tel est le motif de mes craintes. Il n'y a que la crainte de Votre Majesté impériale qui puisse déjouer leur complot, ouvrir les yeux à mes bons, mes vénérés parents, les rendre heureux, et faire en même temps le bonheur de la nation et le mien. Le monde entier admirera ainsi de plus en plus la bonté de Votre Majesté impériale, qui aura toujours en moi le fils le plus reconnaissant et le plus dévoué.

« J'implore donc avec la plus grande confiance la protection paternelle de Votre Majesté, afin que non seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés et fasse disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux.

« Cet effort de bonté de la part de Votre Majesté impériale m'est d'autant plus nécessaire que je ne puis pas de mon côté en faire le moindre, puisqu'on le ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, et que je suis réduit à un seul moyen, celui de me refuser, comme je le ferai avec une invincible constance, à m'allier à toute personne que ce soit, sans le consentement et l'approbation positive de Votre Majesté impériale, de qui j'attends uniquement le choix d'une épouse.

« C'est un bonheur que j'espère de la bonté de Votre Majesté impériale, en priant Dieu de conserver sa précieuse vie pendant de longues années.

« Ecrit et signé de ma propre main, et scellé de mon sceau. A l'Escorial, le 11 novembre 1807. De Votre Majesté impériale, le très affectueux serviteur et frère.

« FERDINAND. »

Cependant, le prince Ferdinand n'éprouvait pas, à cette époque, plus de sympathie pour la France et son Empereur que du vivant de sa femme. Mais son précepteur Escoïquiz, d'après certains bruits répandus dans Madrid, l'avait convaincu que Napoléon, excédé de la duplicité de Godoy, voulait la déposition du roi et l'avènement au trône d'Espagne du prince des Asturies, à condition qu'il épousât une princesse de sa maison.

M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, homme agité et à courtes vues, avait aussi cru interpréter la pensée de Napoléon en répandant le bruit que l'Empereur voulait marier le prince avec la nièce de l'impératrice Joséphine, M^{lle} Tascher de la Pagerie. Il y avait du reste quelque chose de vrai là-dedans.

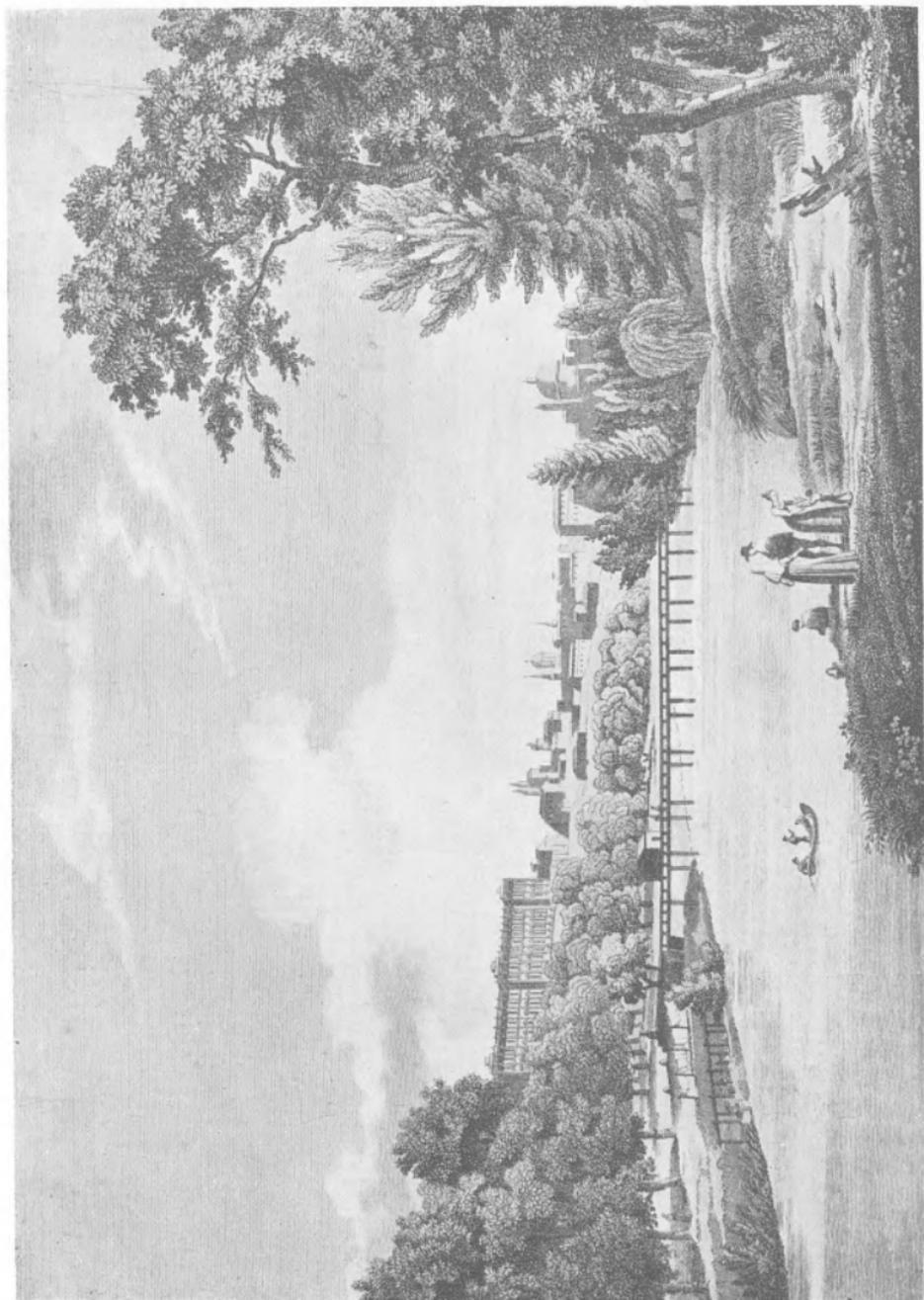
En réalité, Napoléon, ne sachant encore ce qu'il voulait faire de l'Espagne et à quelle sauce il allait la manger, hésitait entre plusieurs projets; il avait songé à celui-là et avait laissé marcher son ambassadeur dans ce sens, quitte à le désavouer au besoin.

Le prince des Asturies, convaincu que M. de Beauharnais jouait dans son jeu, l'avait chargé de trans-



CARLOS IIII Y MARIA LUISA SU ESPOSA
REYES DE ESPAÑA.

CHARLES IV ET MARIE-LOUISE.
Gravé par Estève



LE PALAIS ROYAL DE MADRID, VU DES BORDS DU MANZANARÉS.
Lithographie du XVIII^e siècle.

mettre à l'empereur la lettre précédente en lui adressant celle-ci aussi basse et plus ridicule encore :

« Vous me permettez, Monsieur l'Ambassadeur, de vous exprimer toute ma reconnaissance pour les preuves d'estime et d'affection que vous m'avez données dans la correspondance secrète et indirecte que nous avons eue jusqu'à présent par le moyen de la personne que vous savez, qui a toute ma confiance. Je dois enfin, à vos bontés que je n'oublierai jamais, le bonheur de pouvoir exprimer directement et sans risques, au grand Empereur, votre maître, les sentiments si longtemps retenus dans mon cœur. Je profite donc de ce moment heureux pour adresser par vos mains à Sa Majesté impériale et royale la lettre adjointe, et craignant de l'importuner par une longueur déplacée, je n'explique encore qu'à demi ce que je sens d'estime, de respect et d'affection pour son auguste personne et je vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, d'y suppléer dans celle que vous aurez l'honneur de lui écrire. Vous me ferez aussi le plaisir d'ajouter à Sa Majesté impériale et royale que je la conjure d'excuser les fautes d'usage et de style qui se trouveront dans ma dite lettre, tant par égard à ma qualité d'étranger qu'en considération de l'inquiétude et de la gêne avec lesquelles j'ai été obligé de l'écrire, étant, comme vous le savez entouré jusque dans ma chambre d'espions qui m'observent et obligé de profiter pour ce travail du peu de moments que je peux dérober aux yeux des méchants. Comme je me flatte

d'obtenir dans cette affaire la protection de Sa Majesté impériale et royale, et qu'en conséquence les communications entre nous deviendront plus nécessaires et plus fréquentes, je charge la dite personne qui a eu cette commission jusqu'ici de prendre des mesures de concert avec vous pour la conduire sûrement; et comme jusqu'à présent elle n'a eu pour garant de la dite commission que les signes convenus, étant assuré entièrement de sa loyauté, de sa discrétion et de sa prudence, je lui donne par cette lettre mes pleins et absolus pouvoirs pour traiter cette affaire jusqu'à sa conclusion, et je ratifie tout ce qu'elle dira ou fera sur ce point en mon nom comme si je l'eusse dit ou fait moi-même, ce que vous aurez la bonté de faire parvenir à Sa Majesté impériale avec les plus sincères expressions de ma reconnaissance.

« Vous aurez aussi la bonté de lui dire que si par hasard il arrivait que Sa Majesté impériale jugeât en quelque temps que ce fût, qu'il serait utile que j'envoyasse à sa cour avec le secret convenable quelque personne de confiance pour lui donner sur ma situation des renseignements plus amples que ceux qu'on peut donner par écrit, ou pour tout autre objet que sa sagesse jugeât nécessaire, Sa Majesté impériale n'a qu'à vous le mander pour être au moment obéie, comme elle le sera en tout ce qui dépendra de moi.

« Je vous renouvelle, Monsieur, les assurances de

mon estime et de ma gratitude; je vous prie de conserver cette lettre comme un témoignage de la perpétuité de ces sentiments, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« Ecrit et signé de ma propre main et scellé de mon sceau.

« FERDINAND.

« A l'Escorial, le 11 octobre 1807. »

Cependant, M. de Beauharnais, quelque naïf qu'il fût, avait cru prudent de ne pas s'engager avant d'avoir un mot d'ordre du prince. Ferdinand lui fit répondre :

« A la première réception de la cour, je demanderai à l'ambassadeur s'il a été à Naples et en même temps je tirerai mon mouchoir. Cela signifiera que M. de Beauharnais me fera plaisir en transmettant ma lettre à l'empereur. »

Après l'avoir reçue, Napoléon, ne sachant encore quel parti prendre avec la monarchie espagnole, reprocha vivement à son ambassadeur de l'avoir engagé plus qu'il ne le voulait en ayant l'air de prendre le parti du prince des Asturies contre son père. Il ne donna à la missive du prince aucune réponse, et lorsque, plus tard, Charles IV lui demanda humblement s'il avait reçu une lettre de son fils, il répondit cyniquement :

« Je n'ai reçu aucune lettre du prince des Asturies, directement ou indirectement, et je n'ai jamais en-

tendu parler de lui, en sorte qu'il est vrai de dire que pour moi il n'existe pas. »

En même temps, il envoyait en Espagne M. de Tournon, plus avisé que Beauharnais, avec une lettre et les instructions suivantes :

« Vous remettrez ce pli au roi d'Espagne. En route, des Pyrénées à Madrid, vous aurez soin d'observer l'opinion publique si elle est en faveur du prince des Asturies, ou du prince de la Paix, et ce qui se dit dans les différents cercles de la cour et de la ville sur ce qui vient de se passer à Madrid. »

A son arrivée, M. de Tournon rencontra dans une galerie de l'Escurial le prince des Asturies, prisonnier, entouré de moines et d'officiers.

Quelques jours avant, il s'était passé dans le palais une scène qui rappelle celle qui s'était déroulée jadis dans la chambre de don Carlos, fils de Philippe II.

Le duc de Bejar, portant un candélabre, précédait un piquet de la garde royale, et derrière lui, deux hommes, l'un grand, rouge, et corpulent, qui était le roi l'autre plus petit, mince, l'œil sournois sous des sourcils épais, la lèvre supérieure touchant le nez, et la mâchoire inférieure tombante; celui-ci était le prince des Asturies.

Le roi conduisit son fils dans un appartement isolé et l'y fit enfermer, gardé par des soldats de la garde royale.

Le lendemain, il ordonna de faire arrêter le comte d'Orgas, le marquis d'Ayerbe, le chanoine Escoïquiz,

les ducs de San Carlos et de l'Infantado et Moreno, le barbier du prince. Le pauvre diable subit la torture, persistant à affirmer que le prince, pendant la nuit, faisait des expériences de chimie avec lui. Le duc de l'Infantado était en route pour sa terre d'Aragon où son frère, le chevalier de Tolède, venait de mourir, quand un courrier lui apprit les événements de l'Escorial. Il revint aussitôt à Madrid, se présenta au ministre de la Justice et fut conduit dans la forteresse de Pampelune. Dans la nuit suivante, M. de Beauharnais reçut la visite mystérieuse d'un inconnu qui lui apportait une lettre du prince des Asturies, par laquelle Ferdinand lui demandait instamment de lui renvoyer le brouillon ou l'original de la lettre qu'il lui avait écrite en lui adressant celle qui devait être transmise à l'Empereur. M. de Beauharnais se méfia, refusa de rien remettre au messager sans un ordre exprès du roi, et bien fit-il, car cette lettre n'avait jamais été écrite par le prince et n'était qu'un piège de la reine pour se procurer des armes contre son fils.

Charles IV avait écrit à Napoléon I^{er} pour le mettre au courant des événements :

« Sire,
« Sire, mon frère, au moment où j'étais occupé à chercher le moyen de coopérer utilement avec Votre Majesté, à la destruction de nos ennemis, et où j'imaginai que tous les plans néfastes de l'ancienne reine de Naples avaient été ensevelis avec sa fille,

j'ai découvert avec une horreur qui me fit frissonner que le plus affreux esprit d'intrigue avait pénétré au cœur de mon palais. Mon fils bien-aimé, l'héritier de mon trône, a formé un plan horrible pour me détrôner et a été jusqu'à vouloir attenter à la vie de sa mère. Un projet si affreux doit être puni avec toute la rigueur de la loi pour faire un exemple. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée. Un de ses frères sera plus digne de le remplacer sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses complices, pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire Votre Majesté impériale et royale en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

« Sur quoi, je prie Dieu, mon bon frère, qu'il veuille avoir Votre Majesté impériale et royale en sa sainte et digne garde. »

La servilité de cette lettre ne doit pas surprendre après celle que Charles IV avait écrite à Bonaparte, au moment de l'assassinat du duc d'Enghien, pour l'approuver et le féliciter. A la suite de quoi d'ailleurs, Louis XVIII, exilé à Mitau, lui avait simplement renvoyé le collier de la Toison d'or. Il faut encore noter que la fille de la reine de Naples avait été sa bru et que la reine d'Etrurie, détrônée par Napoléon, était sa propre fille.

Il fit célébrer dans toutes les églises un *Te Deum* pour remercier le ciel d'avoir protégé sa vie et celle de la reine.

Les grands d'Espagne et les chevaliers de Calatrava reçurent l'ordre d'y assister en grand apparat, long manteau bleu et collier de l'ordre. Mais, sur l'estrade qui leur avait été préparée, il ne parut que quatre personnes, deux grands d'Espagne, les ducs de Medina Celi et de Grenade, et deux émigrés français, le duc de Saint-Simon et le vicomte de Gand. Godoy se prétendit malade pour se dispenser de paraître à la cérémonie. On jeta des pierres sur le carrosse de la reine en criant : « Vive le prince des Asturies ! » Elle rentra au palais ivre de fureur, fit signer par le gouverneur de la ville une ordonnance interdisant les acclamations quelles qu'elles fussent. Elle ne parlait que de sang et de bourreau, vomissait des injures contre la France, criant : « Qu'on arrête tous ceux qui ne sont pas pour moi ! » Quelqu'un lui répondit : « Il faudrait donc arrêter tout le monde. »

Cependant, le roi hésitait à ordonner le procès d'Etat contre son fils et ses complices, et Godoy n'en était pas partisan parce que son frère don Diego y serait impliqué pour avoir proposé au Conseil de Castille la déposition du roi.

Dans le double but de faire une diversion et de flatter l'Inquisition qui avait encore des griffes, il demanda à l'Inquisiteur général, le cardinal Lorenzana, s'il ne pouvait pas faire juger le prince comme suspect d'hérésie, parce qu'il ne s'était pas confessé et n'avait pas communiqué depuis plusieurs années. Lorenzana, craignant de se compromettre, envoya

à Rome les deux dénonciateurs : l'archevêque de Tolède et le confesseur de la reine, pour demander l'avis du pape.

Leur mission n'eut aucune suite parce que le prince, effrayé, redoutant le sort de don Carlos, se manifesta l'homme fourbe et lâche qu'il était. Il écrivit à la reine une lettre suppliante, de fils soumis et repentant, pour lui demander de venir le voir. La reine lui envoya le marquis de Caballero qui le menaça brutalement, s'il ne nommait pas ses complices, de publier les papiers saisis après la mort de la princesse des Asturies. Ferdinand, outré, le chassa et demanda à voir le prince de la Paix.

Godoy alla le trouver dans l'appartement où il était aux arrêts, se jeta à ses pieds et lui embrassa les genoux. Ferdinand le releva en pleurant, l'appela son cher Manuel et lui raconta tous les détails de la soi-disant conspiration, en lui disant qu'il avait été entraîné et trompé par de méchantes gens.

Après cette scène entre les deux maîtres fourbes, le prince écrivit au roi et à la reine pour leur demander pardon. Et le 6 novembre, le roi fit afficher sur les murs de Madrid une proclamation par laquelle il annonçait au peuple qu'il pardonnait à son fils à la suite des humbles excuses que celui-ci lui avait adressées.

« La voix de la nature désarme le bras de la vengeance, et lorsqu'une faute réclame le pardon, un père qui aime ses enfants ne peut s'y refuser. Mon

fils a déjà avoué quels étaient les auteurs du plan horrible que lui avaient fait concevoir quelques scélérats. Il a tout déclaré suivant les formes usitées en droit, et tout a été consigné avec le soin scrupuleux qu'exige la loi pour de semblables preuves. Son repentir et son effroi lui ont dicté les représentations qu'il m'a adressées et qui viennent ci-après :

« Sire, mon père

« Mon papa, j'ai failli, j'ai manqué à Votre Majesté en qualité de roi et de père; mais je me repens et j'offre à Votre Majesté l'obéissance la plus humble; ma bonne foi a été surprise. J'ai dénoncé les coupables et je demande à Votre Majesté qu'elle me pardonne de lui avoir menti l'autre nuit, et qu'elle permette de baiser ses pieds royaux à son fils reconnaissant.

« San Lorenzo, le 5 novembre 1807,

« FERDINAND. »

« Madame, ma mère,

« Maman, je suis bien repentant de l'énorme délit que j'ai commis contre mes parents et souverains et je demande avec la plus grande humilité à Votre Majesté qu'elle daigne intercéder auprès de papa pour qu'il permette d'aller baiser ses pieds royaux à son fils reconnaissant.

« San Lorenzo, le 5 novembre 1807,

« FERDINAND. »

« Eu égard à ces représentations et à la prière de la reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à mon fils et je le ferai rentrer en ma grâce lorsque, par sa conduite, il m'aura donné des preuves d'une réforme positive dans la légèreté de ses procédés. Et j'ordonne que les mêmes juges qui étaient saisis de la cause, dès son origine, la suivent en leur permettant de s'associer des collègues, s'ils en avaient besoin, et que, le procès terminé, ils me soumettent la sentence conformément à la loi, d'après la gravité des délits et la qualité des personnes qui en sont accusées, posant en principe pour l'établissement des chefs d'accusation les réponses données par le prince et les demandes qui lui ont été faites, toutes paraphées et signées de ma main. Je veux que cet ordre soit communiqué à mes conseils et tribunaux en le faisant circuler parmi mes peuples afin qu'ils y reconnaissent ma clémence et ma justice et calment l'inquiétude dans lesquelles les a jetés mon premier décret; car ils y ont vu le péril auquel a été exposé leur souverain et père, qui les aime comme ses enfants et qui espère qu'ils le lui rendront de même.

« Vous tiendrez cela pour entendu, afin d'en hâter l'exécution.

« San Lorenzo, le 5 novembre 1807. »

Le procès s'ouvrit le 10 novembre, contre le chanoine Escoïquiz, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, le comte d'Orgaz et le marquis d'Ayerbe.

La junte spéciale qui constituait la Cour de justice se composait de huit membres du Conseil de Castille qui avaient été choisis parmi les plus pauvres dans l'espoir qu'ils seraient plus facilement corruptibles. Le président était don Arrias Mon. Le fiscal, Simon de Viegaz, tout dévoué au prince de la Paix et ennemi du prince des Asturies, commença son réquisitoire en parlant des vertus de la reine qui nuit et jour se dévouait à ses enfants et à ses vassaux. Il requit la peine de mort contre Escoïquiz, le duc de l'Infantado et le marquis d'Ayerbe, et la détention dans une forteresse pour le comte d'Orgas et le duc de San Carlos. La cour se sépara ensuite, en laissant aux défenseurs trois jours pour préparer leurs répliques. Le marquis d'Ayerbe avait refusé de choisir un avocat parce que sa conscience lui affirmait qu'il ne se sentait pas coupable. On fit offrir au chanoine Escoïquiz un évêché s'il voulait se rétracter publiquement. Il répondit en déclarant qu'il était prêt à soutenir ses accusations, devant le prince de la Paix. Celui-ci, d'ailleurs toujours opposé au procès, faisait dire que si le fiscal demandait la peine de mort contre trois des accusés, c'était pour donner au roi l'occasion de montrer sa clémence et sa magnanimité en leur pardonnant.

Cependant, les juges parurent tout d'abord ne pas vouloir se prêter à une condamnation, même de comédie. La reine, outrée, accusa le ministre de la Justice de la trahir, tandis que le roi s'inquiétait des suites de cette

affaire, surtout pour sa tranquillité. Godoy attendait impatiemment que Napoléon ratifiât le traité de Fontainebleau qui lui donnait en Portugal la belle principauté des Algraves, et assurait la souveraineté d'un roi dont il était le maître. Tous trois se demandaient si l'ogre n'était pas mieux disposé pour le prince des Asturies que pour une royauté ridicule.

Ce fut alors que Godoy conseilla à Charles IV une dernière bassesse. Il lui fit écrire une très humble lettre, à Napoléon, demandant de vouloir bien ratifier le traité de Fontainebleau et du même coup marier le prince des Asturies avec une princesse de sa famille. Napoléon I^{er} répondit sèchement à cette demande officielle « qu'il ne donnerait aucune princesse de sa famille à un fils révolté contre son père et déshonoré. Quant au traité de Fontainebleau, les circonstances ne lui permettaient pas encore de le publier. »

En réalité, il avait envisagé le mariage de la fille de Lucien Bonaparte et de Charlotte Boyer avec l'héritier de la monarchie espagnole. Il avait fait venir la jeune fille à Fontainebleau pour étudier son caractère et s'assurer qu'elle avait l'étoffe d'une reine napoléonide. Pour cela, rien de plus sûr que de saisir à la poste les lettres qu'elle écrivait à son père. La demoiselle, élevée par ses parents dans un esprit d'amertume contre l'Empereur, ne pensa pas à sucrer ses appréciations sur les personnages de la cour impériale, et

fut renvoyée sans tambours ni trompettes.

D'ailleurs, Napoléon I^{er}, sorti de ses hésitations, était maintenant décidé à chasser les Bourbons d'Espagne pour installer à leur place sa dynastie et il n'avait plus aucun désir de s'apparenter avec ses victimes.

L'inquiétude devenait de l'angoisse au palais royal et dans la maison Tudo. Godoy faisait porter à Cadix de l'or et des objets précieux. On parlait du départ du roi et de la reine pour l'Amérique du Sud. Le procès de l'Escorial prenait de plus en plus mauvaise tournure malgré l'adjonction de onze juges que l'on croyait vendus au parti de la cour.

Un magnifique incident, très espagnol, acheva l'effondrement de la cause royale.

Un des juges conseillers, don Caballero, parent du ministre de la Justice, tomba malade si gravement qu'il sentit qu'il allait mourir. Cependant, il écrivit à ses collègues qu'il se ferait transporter mourant dans la salle des séances pour donner, avant sa mort, son avis et son vote dans une affaire qui torturait sa conscience. D'une seule voix, les conseillers décidèrent de se rendre chez le malade pour continuer leurs délibérations. Ils le trouvèrent assis dans son lit, vêtu de sa toge rouge. Et d'abord, don Eugenio Caballero demanda que le fiscal don Simon de Viegaz sortît de sa chambre qui était devenue chambre de justice, parce qu'il avait déjà donné ses conclusions dans son réquisitoire. Simon de Viegaz dut

quitter la place, et, sous la direction du mourant, les juges rédigèrent les six conclusions suivantes :

1^o Les pièces originales du procès manquaient;

2^o La personne inconnue qui avait écrit la dénonciation reçue par le roi devait, d'après la loi espagnole, se présenter elle-même et déposer devant les juges;

3^o Il était impossible de juger les complices d'un délit vrai ou faux sans l'auteur principal, c'est-à-dire le prince des Asturies, qui ne pouvait comparaître que devant les Cortès du royaume en séance publique;

5^o Les membres de la junte de justice convoquée pour la circonstance n'étaient pas les juges naturels des accusés, grands d'Espagne, qui n'étaient justiciables que du Conseil de Castille;

6^o Il aurait fallu arrêter toutes les personnes désignées dans les pièces du procès comme coupables de menaces contre le roi, et particulièrement don Diego Godoy, frère du prince de la Paix.

En conséquence, les juges devaient se déclarer hors d'état de prononcer et supplier le roi de mettre au néant le procès et de faire libérer aussitôt les accusés.

Après avoir signé cette déclaration devant le grand crucifix d'ivoire qui dominait le lit du malade, les juges s'embrassèrent, prêts à subir la vengeance de la reine, sinon du roi, et quittèrent leur collègue mourant.

Le lendemain, l'arrêt fut porté à Charles IV par tous les conseillers. Le roi en fut au fond soulagé, mais crut devoir dire :

« Que fait-on, là-dedans, de mon honneur ? »

La reine se répandit en paroles furieuses que les conseillers écoutèrent, tête basse, sans dire un mot.

Deux jours après, don Eugenio Caballero mourut. Ses funérailles furent triomphales. Toutes les communautés religieuses de sa paroisse se disputèrent l'honneur de lui rendre les derniers devoirs, et comme sa famille s'inquiétait de la magnificence des obsèques projetées, elles répondirent qu'elles réclamaient le droit de déployer, aux frais des couvents, les pompes de l'Eglise pour le grand conseiller de Castille mort pauvre. Toute la ville suivit son convoi.

Le lendemain, le roi, poussé par sa néfaste épouse voulut faire justice lui-même.

Le duc de l'Infantado reçut la notification du décret suivant qui lui fut lu dans la forteresse de Pampelune où il était détenu :

« Le roi notre seigneur ayant remarqué que Votre Excellence avait agréé la teneur d'un décret du prince, notre seigneur, par lequel décret, ce prince, comme souverain; vous choisissait pour être employé dans son service, méconnaissant par ce fait le suprême pouvoir de Sa Majesté et les bontés dont elle vous a honoré, la volonté de Sa Majesté est que Votre Excellence soit exilée à soixante lieues de distance de la cour et des maisons royales qu'elle a coutume

d'habiter. Elle veut aussi que vous cessiez d'être considéré comme faisant partie de son armée. S'il arrivait que Votre Excellence fit la moindre infraction à ces ordres, elle serait déclarée et punie comme coupable de trahison. Il est nécessaire, pour remplir les ordres de Sa Majesté, que Votre Excellence me fasse connaître le lieu qu'elle fixera pour sa résidence. »

Les ducs de San Carlos et le marquis d'Ayerbe furent traités de la même façon. Et le chanoine Escoïquiz, plus sévèrement encore, comme étant le mauvais génie du prince des Asturies.

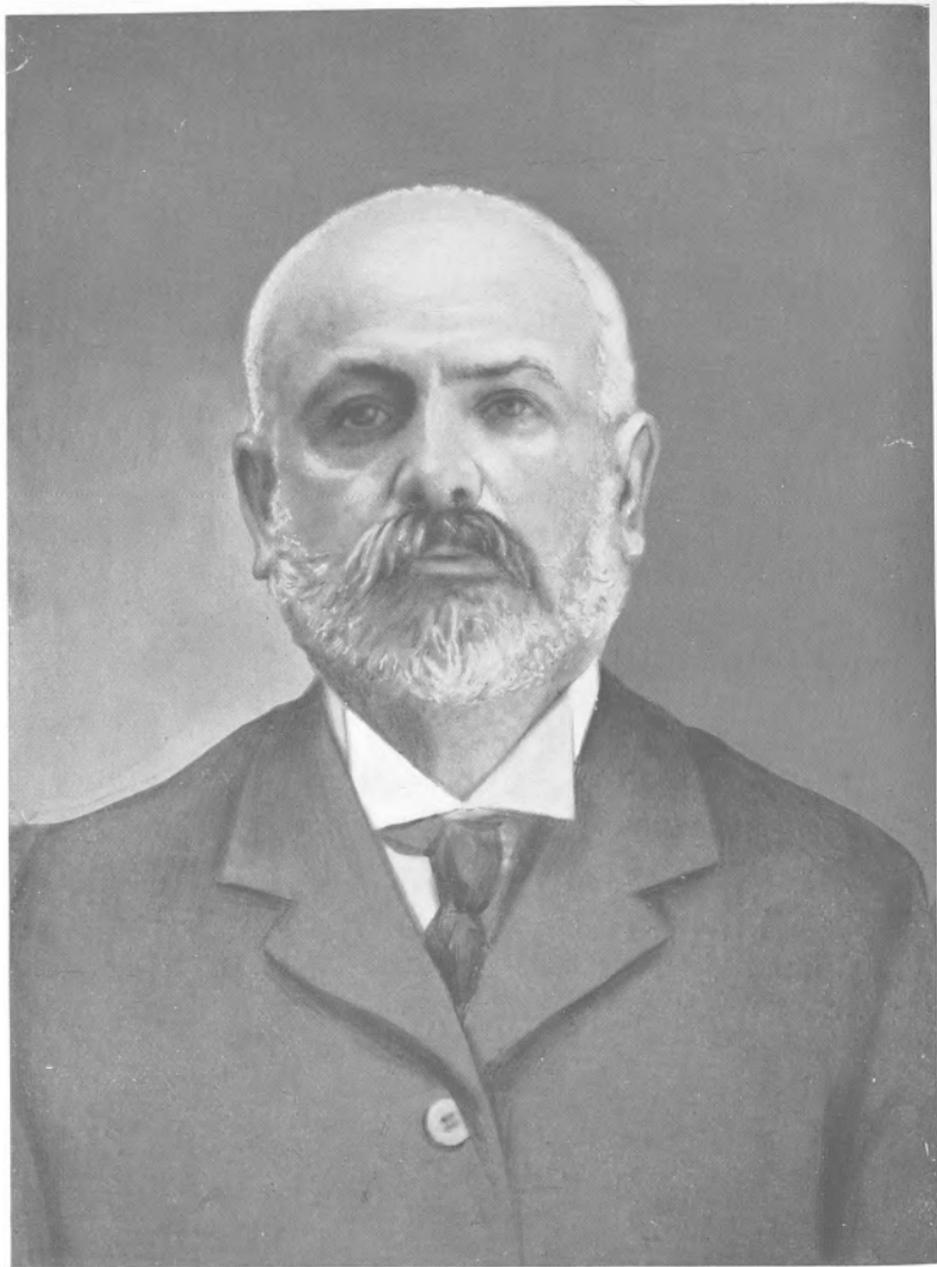
« Sa Majesté, connaît avec la plus grande indignation combien Votre Excellence a travaillé pour corrompre et séduire le cœur de son fils, en l'éloignant des principes de la bonne morale et de l'Évangile. Ayant plus d'égards pour l'état de Votre Excellence que pour sa personne, Sa Majesté a résolu de vous envoyer au monastère de Padoue, pour y apprendre à bien vivre et à mourir en bon chrétien et en bon ecclésiastique. »

Le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, écrivit au roi une longue lettre de protestation, lui rappela les méfaits de Godoy et particulièrement l'injure qui avait été faite à sa nièce en lui faisant épouser un homme déjà marié. Aucune réponse ne lui fut faite. Le chapitre des chanoines de la cathédrale retira son traitement à son avocat pensionné qui n'avait pas osé accepter la défense d'Escoïquiz.

Le comte d'Orgas, chambellan du prince des Asturies, fut le moins maltraité :



EMMANUEL GODOY, PRINCE DE LA PAIX.
Gravé par Fosseyeux, d'après Stevens.



FRANCESCO FERRER, 1907.

Photo Raf.

« La clef de chambellan dont Votre Excellence a été honorée par le roi, notre seigneur, aurait dû vous rappeler à tout moment l'obligation où vous étiez de découvrir à Sa Majesté tout ce qui pouvait être dit ou fait à son détriment et compromettre sa sûreté. Mais, malgré cette obligation, Votre Excellence a gardé le silence et a caché à Sa Majesté beaucoup de choses qu'elle devait lui révéler, ce qui oblige Sa Majesté à vous priver d'une distinction aussi honorable. Mais, touchée du repentir que vous avez manifesté de vos torts, elle a ordonné que Votre Excellence serait éloignée de Madrid et des maisons royales et fixerait son séjour dans la ville de Valence dont elle ne pourrait sortir sans ordre spécial de Sa Majesté. C'est ce que j'ai l'honneur de vous notifier par l'exécution du présent ordre. »

Le roi, craignant les manifestations et l'indignation populaire contre Godoy et la reine, quitta l'Escurial pour se rendre à Aranjuez sans s'arrêter à Madrid comme il en avait l'habitude. Tout le monde sentait la catastrophe prochaine. L'armée française s'avancit sur Madrid. Napoléon enveloppait ses projets dans un effrayant silence. Mais toute l'Espagne l'attendait. Le peuple voulait encore croire qu'il venait chasser le favori détesté, la reine méprisante, et mettre le prince des Asturies sur le trône au lieu de son incapable père. Il allait être bientôt détrompé.

LE PROCES DE FRANCESCO FERRER

(1909)

Francesco Ferrer naquit en Catalogne, dans le village d'Alella, près de Barcelone, la grande cité industrielle, foyer intellectuel et révolutionnaire de l'Espagne. Ses parents étaient des cultivateurs aisés, bons catholiques. Ils le mirent à l'école du village, qui était une ancienne étable à cochons, ornée d'un crucifix et d'enluminures représentant la vie des Saints. Il y apprit, comme les autres petits paysans, à dire des prières et chanter des cantiques. Mais un de ses oncles était un vieux révolutionnaire catalan qui avait pris part à la conspiration du général Prim et la lui racontait quand il venait le voir. L'enfant, qui portait en lui le vieil instinct révolutionnaire catalan, l'écoutait avidement et prenait en haine le régime monarchique et clérical qui maintenait le peuple espagnol dans l'ignorance et la servitude. Il avait 9 ans lorsque la reine Isabelle fut obligée de quitter l'Espagne après la révolution de 1868. Quatre ans après, il fut placé chez un marchand de grains qui se trouva être un ardent anticlérical. Aussi, Francesco, à

18 ans, était-il un libre-penseur militant. Il entra alors au service de la Compagnie des chemins de fer Madrid-Saragosse-Alicante en qualité de receveur ambulant, c'est-à-dire qu'il pointait les billets et notait les contraventions avec, paraît-il, une extrême rigueur. Au-delà de la frontière, il se mit en relations avec Zorilla, le grand agitateur républicain, alors exilé, et servit d'agent de liaison entre lui et le parti républicain espagnol.

Après l'insurrection de Santa Coloma, à laquelle il prit une part active, il dut quitter l'Espagne avec sa première femme, institutrice à Gerone, qu'il avait rencontrée dans le train. Il s'établit à Paris d'abord comme commis-voyageur en vins et ensuite patron d'un petit restaurant rue du Pont-Neuf, où venaient prendre leurs repas plusieurs anarchistes notoires, Français et réfugiés italiens et espagnols. Peut-être à cause du crédit qu'il faisait à ses amis politiques, ses affaires tournèrent mal, et il renonça au commerce. Zorilla le prit alors pour secrétaire. Il donnait des leçons d'espagnol ainsi que sa femme, et s'il professait l'anarchie c'était d'une façon toute spéculative, sans envisager l'action directe.

Il était d'ailleurs, à cette époque, souvent distrait de la politique par l'amour.

Sa grâce sereine, ses traits aimables et ses yeux fascinants lui procuraient des succès féminins qui bouleversèrent sa vie familiale et sa destinée. Au mois de juin 1892, sa femme lui tira trois coups de

revolver en plein faubourg Montmartre sans l'atteindre. Un procès s'ensuivit devant le tribunal correctionnel. Mme Ferrer, qui, paraît-il, n'était pas non plus sans reproche, fut acquittée, mais ensuite quitta le domicile conjugal en lui laissant ses deux filles Mlles Paz et Toledad, dont la première a fait une belle carrière théâtrale sur les scènes parisiennes.

Quelque temps après, il rencontra Mlle Meunier, qui fut la déterminante de sa vie et de sa mort. C'était une demoiselle déjà mûre, appartenant à la riche bourgeoisie parisienne. Comme elle voulait faire avec sa mère un voyage en Espagne, elle pria Ferrer, qui lui avait été recommandé, de lui donner quelques leçons d'espagnol. Ferrer eut bientôt pris sur la vieille fille et sa mère la plus forte influence, et quand Mme Meunier mourut, on put penser que Mlle Meunier l'épouserait.

Cependant, comme Mlle Meunier pratiquait avec ferveur la religion catholique, elle s'effrayait des théories anticléricales de son professeur d'espagnol. Les prêtres et les parents qui l'entouraient, inquiets pour son héritage, s'efforçaient d'ailleurs d'écarter d'elle l'intrus. Pendant un certain temps, ils y parvinrent, Mlle Meunier ne revit plus Ferrer jusqu'à la mort de Zorilla, que Ferrer lui avait fait connaître. Il lui envoya alors un autographe de son vieux maître. Mlle Meunier le remercia. Il la revit et cette fois ne la quitta plus jusqu'à sa mort. Il est cependant certain qu'il n'y eut entre eux que des relations intellectuelles. Ferrer était, à cette époque, l'amant

de Mlle B..., qu'il appelait sa fiancée, et la donna pour compagne à Mlle Meunier dans un voyage qu'elle fit en Espagne. Mais, moralement, Mlle Meunier lui était complètement soumise. Elle lui écrivait :

« Avant de vous connaître, j'admirais la justice... c'est mort ! le clergé. . c'est mort ! l'armée... c'est mort ! l'autorité du gouvernement... c'est mort ! Mais je crois encore qu'il y a un Dieu, le Dieu de ma mère, le Dieu qu'elle adorait, qui lui a donné une calme et douce mort ».

En ceci, elle échappait à l'influence de Ferrer, mais il lui laissait ce petit coin de ciel bleu. Mlle Meunier mourut en 1892 et lui légua toute sa fortune, qui consistait surtout en une maison de rapport, rue des Petites-Ecuries, et des actions. Les héritiers voulurent lui intenter un procès en captation d'héritage, et puis se désistèrent.

Francesco Ferrer était désormais un homme riche et il résolut d'employer sa fortune pour propager, en Espagne, ses théories révolutionnaires. Convaincu que la république n'était viable que dans un pays instruit, il voulut d'abord « faire des républicains », et pour cela réformer l'école espagnole qui était une des plus arriérées de l'Europe, sous la direction des curés ou des inspecteurs provinciaux absolument soumis au clergé.

Cependant, depuis 1885, plusieurs écoles républicaines et modernes avaient été fondées dans diverses

villes d'Espagne, mais abandonnées faute d'argent, d'organisation et de méthode.

A Paris, Ferrer avait déjà établi la Ligue de l'Éducation rationnelle, dont le président d'honneur était Anatole France, et Maurice Maeterlinck le délégué pour la Belgique, d'après les principes suivants, qui rappellent ceux du pharmacien Homais :

1^o L'éducation donnée à l'enfant doit reposer sur une base scientifique et rationnelle. Toute notion mystique et surnaturelle doit être bannie ;

2^o L'éducation morale, beaucoup moins théorique que pratique, ne doit venir que de l'exemple et s'appuyer sur le principe d'hérédité.

A Barcelone, foyer de vie intellectuelle et de libre pensée républicaine, il fonda l'École Moderne rationnelle anti-militariste et athéiste. On s'étonne qu'elle ait été tolérée dans une Espagne monarchique. Mais Barcelone était alors en proie à un accès de fièvre terroriste. En 1892, il y avait eu, dans une seule année, neuf cents attentats à la dynamite. On y était si accoutumé qu'on ne se souciait pas plus des explosions que de la détonation d'un pétard. Le gouvernement espagnol savait par quelques dures expériences que la rigueur ne réussissait pas en Catalogne, dont les tendances séparatistes étaient toujours menaçantes. Pour garder de l'autorité, il fallait consentir à de surprenantes tolérances.

Les premiers professeurs de l'École Moderne furent Louis Morral, Mlle Clémence Jacqueminot, ancienne

gouvernante au Caire des enfants de Tawfik pacha, qui avait été chassée d'Égypte à cause de ses idées républicaines, et une très belle jeune femme, Mlle Solledad de Villafranca, qui devint bientôt la maîtresse de Ferrer.

En même temps que l'École Moderne, Ferrer dirigeait les « Publications de l'École Moderne », dont les principales furent *la Substance universelle* de Bloch, *les Origines du Christianisme* et *l'Évolution organique* de Lluria, et un livre d'enfants qui était un catéchisme anarchiste en forme d'aventures plaisantes, *les Aventures de Nono* du compagnon français Jean Graves. Ferrer préparait aussi des éditions illustrées de *la Terre*, de Reclus, et de *la Grande Révolution*, de Krapotkine.

L'École prospérait sous sa direction idéaliste et pratique, lorsque, le 31 mai 1906, le roi d'Espagne Alphonse XIII et la princesse Victoria de Battenberg, qu'il venait d'épouser, faillirent être victimes d'un attentat anarchiste en sortant de la cathédrale, après la cérémonie de leur mariage. Du balcon d'une pension de famille dans la calle Major, une bombe fut jetée sur leur voiture, tomba heureusement à côté; un cheval fut tué et le roi légèrement blessé. La bombe avait été lancée par Morral, qui avait été le premier coadjuteur de Ferrer à l'École Moderne et dont il était maintenant le bibliothécaire.

Les motifs de cet attentat sont assez surprenants. Morral n'avait jamais manifesté de tendance à

« l'action directe » et paraissait devoir rester, comme Ferrer, dans le domaine de l'anarchie intellectuelle. Mais l'amour avait fait son œuvre, allumé le volcan. Ce petit homme noir, d'une ardeur concentrée, s'était épris de la belle Soledad de Villafranca, et lui avait demandé de l'épouser. Elle l'avait rebuté en lui apprenant qu'elle était la maîtresse de Ferrer. Il devint de plus en plus sombre, il la menaçait en lui répétant : « Un de nous trois doit disparaître. » Un beau matin, il quitta brusquement l'Ecole. Il débarqua à Madrid et d'abord passa deux jours à l'hôtel Ibéria où il était quelquefois descendu avec Ferrer. Ensuite, il prit une chambre dans une pension de famille, au n^o 88 de la calle Major. Il y vécut pendant une semaine, comme un client de tout repos, rentrant tard dans la nuit ou tôt le matin, suivant la coutume madrilène, ne sortant de sa chambre que dans la soirée. Un soir, il rapporta un gros bouquet, la veille du jour du mariage du roi. On pensa qu'il avait l'intention de jeter des fleurs sur la voiture royale. Mais le bouquet dissimulait une bombe dont on ne put d'ailleurs jamais découvrir l'origine. Au moment du passage du cortège, toutes les fenêtres de la pension de famille étaient garnies de monde. Plusieurs personnes furent blessées. Sur la calle Major, des curieux, des soldats de l'escorte et des chevaux furent tués dont un attelé à la voiture du roi. Dans l'affolement général, Alphonse XIII, seul gardant son calme mit pied à terre et, souriant, offrit la main à sa jeune

femme sanglotante pour la conduire à une autre voiture.

Morral put sortir de la maison, armé d'un revolver, sans être soupçonné. Il se rendit tranquillement chez un vieil ami de Ferrer, M. Nakens, directeur du journal républicain *El Motin*. M. Nakens, qui le connaissait de nom seulement, le reçut cordialement et lui demanda ce qu'il désirait, ne sachant rien encore de l'attentat. Morral lui répondit brusquement :

« Je viens de lancer une bombe sur le roi. Il faut que vous me cachiez cette nuit et que vous m'aidiez demain à quitter l'Espagne. »

Peut-être menaçait-il Nakens de le tuer s'il ne consentait pas à lui rendre ce dangereux service ? Il semble plutôt que Nakens fit spontanément le beau geste de sauver le collègue qui avait confiance en lui. Il lui prêta de nouveaux vêtements, l'engagea à se raser la moustache et la barbe et le conduisit dans le faubourg de Cuatro-Caminas, à une auberge dont il connaissait le patron qui partageait ses idées républicaines. Il le présenta comme un journaliste républicain inquiété par la police et lui demanda de le garder pendant la nuit. Dès l'aurore, Morral sortit de l'auberge et se dirigea vers la station de Torrèjon pour prendre un train vers la frontière française. Un garde civique lui demanda ses papiers. Morral le tua et se tua ensuite.

Ferrer devait partir pour Paris le surlendemain. Il ne voulut pas avoir l'air de s'enfuir, ce qui aurait

fourni contre lui une preuve de culpabilité, et il alla à Madrid se constituer prisonnier. Il fut incarcéré à la prison Model où il passa un an, d'ailleurs dans des conditions de captivité assez douces. Sa cellule était large et claire; il avait la permission de se promener dans la cour, d'écrire et de recevoir des lettres sous le contrôle du directeur de la prison. Il occupait ses loisirs forcés à lire, composer des manuels d'instruction et à écrire sur les murs des maximes et sentences ingénues dans le genre de celles-ci :

« N'adorez et ne servez ni les dieux ni les exploit-teurs. »

« Vivez comme de bons camarades, en affection et respect les uns des autres... »

Le procès, qui se déroula en 1907 devant la cour d'assises, dura six jours. Les principaux accusés, en l'absence de Morral, étaient Ferrer et le journaliste qui avait donné asile à Morral. La seule preuve contre Ferrer était un morceau de papier qui portait :

« Heureux réveil, le jour où j'apprendrai, que, dans de nouvelles vêpres siciliennes, les Alphonse, Maura, Tressol, La Cierva ont disparu en une nuit ! »

Or, les experts en écriture furent unanimes à déclarer que le document était douteux et truqué, sinon complètement faux.

Tous les témoins, parmi lesquels était Mlle B..., qui avait eu de Ferrer un fils, déclarèrent que, malgré ses idées révolutionnaires, Ferrer n'était pas un anarchiste agissant, et qu'il n'avait jamais fait de pro-

pagande terroriste. Bien que le fiscal lui reprochât deux tentatives de régicide, vingt-quatre meurtres et cent sept blessés, demandât pour lui seize ans, neuf mois et vingt et un jours de prison, les juges trouvèrent qu'il n'y avait aucune relation entre l'attentat commis contre le roi et les opinions de l'accusé et l'acquittèrent. Nakens fut condamné à neuf ans de prison, mais à cause de son grand âge et de la noblesse connue de sa vie, il fut aussitôt libéré.

Le gouvernement avait fermé l'Ecole Moderne. Pendant deux ans, Ferrer continua sa propagande d'instruction rationaliste par des conférences à la Maison du Peuple et à la Solidarité ouvrière qui était une filiale de la Confédération du Travail française. Il vivait alors presque constamment avec Soledad et son frère José, dans une petite ferme qu'il avait achetée et aménagée plus que simplement au village de Prémia del Mar, à 15 kilomètres de Barcelone, sur le bord de la Méditerranée. Cela s'appelait le Mas Germinal.

Le 18 juillet 1909 éclatèrent les grandes émeutes de Barcelone connues sous le nom de la « Semaine Sanglante ». Elles furent causées par les premières défaites au Maroc espagnol. Des mines d'argent étaient exploitées à quelques kilomètres de Mélila, lorsque, sous un prétexte quelconque, une harka marocaine attaqua l'équipe des travailleurs espagnols, en tua quelques-uns et en blessa plusieurs. Aussitôt prévenu, le général Marino, gouverneur de Mélila, organisa une ex-

pécition punitive et s'avança avec deux régiments d'infanterie au-devant des maraudeurs. Mais une nombreuse harka, embusquée dans un défilé, attendait le passage des troupes espagnoles. Prises au traquenard, elles furent à peu près anéanties. On n'a jamais su exactement le chiffre des morts. L'émotion en Espagne fut considérable.

Le 10 juillet, le roi Alphonse XIII signa un décret autorisant le ministre de la guerre à appeler les réservistes, autant que besoin, pour les envoyer au Maroc. Barcelone était le principal port d'embarquement. Le 11 juillet, un premier détachement de 1.900 hommes et, du 16 au 17, plus de 6.000 soldats, furent embarqués.

Dans la ville, l'opinion publique, qui avait toujours été opposée à l'expédition marocaine, était encore surexcitée par l'annonce du désastre de Mélila. Les premiers troubles éclatèrent le dimanche 18 juillet, à l'occasion de l'embarquement d'un bataillon régional. Sur les allées des Ramblas, les hommes que l'on conduisait au port étaient accompagnés par leurs femmes et leurs enfants. Les maris portaient leurs marmots et les femmes tenaient leurs fusils. Sur le quai, les femmes commencèrent à crier aux soldats : « Ne partez pas, on veut vous tuer, restez chez vous », et elles jetèrent les fusils dans l'eau. Plusieurs soldats désertèrent en se cachant dans des barques. Des cortèges se formèrent en criant : « Mort à la guerre ! » Quelques vieux catalans jetèrent l'ancien cri révo-

lutionnaire : « Via fuero foch ! » Comme de juste les autorités commirent une série de gaffes qui accrurent la surexcitation populaire.

D'abord, le gouverneur civil, don Ossorio, défendit la convocation de la Solidarité Ouvrière, et aussitôt l'idée d'une grève générale de protestation prit corps. Une affiche signée par le cardinal évêque de Barcelone proclamant « que tous les bons Espagnols devaient se dévouer à la guerre sainte de la Croix contre le Croissant », alors que tout le monde savait qu'on se battait pour préserver des mines possédées par un syndicat de capitalistes, acheva d'exaspérer l'opinion. Enfin, pour comble, le capitaine général don Ruiz de Santiago déclara l'état de siège.

Cependant, le lendemain, la ville fut relativement calme, sauf quelques escarmouches provoquées par la dispersion de groupes stationnant devant les affiches. Mais le surlendemain et les trois jours suivants, la grève générale et l'émeute firent rage.

La population industrielle de Barcelone, de tout temps frondeuse et anticléricale, accusait le clergé, d'accord avec les capitalistes, de soutenir la campagne marocaine. La proclamation malencontreuse du cardinal n'était pas faite pour la détromper. Il y avait alors en Espagne près de 3.000 couvents d'hommes et de femmes, dont 160 rien qu'à Barcelone. Pourquoi tous ces moines, plus de 200.000, ne prenaient-ils pas le fusil pour défendre la Croix contre le Croissant ?

L'émeute se concentra d'abord contre leurs maisons

détestées. Au cours de la semaine sanglante, 65 couvents furent brûlés, une centaine de religieux tués. Quelques nonnes furent violées. Les émeutiers enlevèrent dans les caveaux des cadavres de religieuses et les promenèrent pendant la nuit à la lueur des torches. C'était soi-disant pour s'assurer que les histoires qui couraient, de nonnes affreusement punies et torturées pour avoir voulu rompre leurs vœux, étaient vraies. Le fait est que plusieurs avaient les pieds et les mains attachés et les membres tordus comme si elles avaient été enterrées vivantes.

Ferrer avait passé toute la journée du dimanche au Mas Germinal. Le lundi, il vint à Barcelone, fit plusieurs courses, et le soir il voulut reprendre le train pour Prémia, mais à cause de l'état de siège, la ligne était coupée. Il rentra en ville, dîna à l'hôtel Moderne et, profitant de la belle soirée, resta assis à la terrasse d'un café jusqu'après minuit. Il se décida alors à partir à pied pour couvrir, à la fraîcheur, les 15 kilomètres qu'il y a de Barcelone à Prémia. A 6 heures du matin, avant d'arriver à Prémia, il se fit raser chez le barbier de Masnou et ensuite passa la journée à Prémia. Dans la soirée, Soledad le convainquit qu'il ferait prudemment de quitter le Mas et de s'éloigner de Barcelone pendant quelques jours. Il finit par se rendre à ses bonnes raisons. Le surlendemain, une descente de police fut faite au Mas et les papiers qu'il n'avait pas brûlés furent saisis.

Le 16 août, arriva au Mas une lettre d'une banque de

Barcelone que Soledad décacheta. Ferrer était convoqué à la banque pour donner sa signature dans une transaction financière dont il avait lancé l'ordre, avant la semaine sanglante. Soledad partit pour Barcelone, mais à la banque, on lui dit que la signature de Ferrer était indispensable. Comment communiqua-t-elle avec lui ? Ceci est resté secret. Quatre jours après, comme elle se promenait sur la route, un homme l'accosta et lui remit sans mot dire un papier ; c'était l'acte signé par Ferrer ; elle commit l'imprudencé de le rapporter à la banque. Elle avait été suivie, le document fut saisi. On en conclut que Ferrer, que l'on croyait parti pour la France, était encore en Espagne.

Le 20 août, Soledad et José Ferrer furent convoqués à la station de police de Mongat, à 2 kilomètres du Mas Germinal. Là ils reçurent l'ordre de partir dans l'après-midi même pour la petite ville d'Alcaniez, à 26 kilomètres de Barcelone. Ils furent menés à la station du chemin de fer, sans argent, sans bagages, obligés de laisser le Mas à l'abandon. Logés à Alcaniez dans la gendarmerie, ils furent, le lendemain, dirigés sur Terruel après un voyage de trente-deux heures, enfermés dans une maison vide, gardés comme des prisonniers pendant deux mois et acclamés par la population.

Ferrer s'était caché dans une maison amie non loin de Prémia, à proximité du village d'Alella, où il était

né. Le 31 août, pour une raison qu'il ne voulut jamais donner, de peur de trahir les amis qui l'hébergeaient, il sortit de chez eux la nuit, en chapeau de paille et costume d'été, un petit appareil de photographie à la main. Il se dirigea vers la gare pour prendre le train. Dans la Grande rue d'Allella, il rencontra le seréno (veilleur de nuit) qui lui demanda où il allait et le laissa passer, mais donna l'alerte. A la sortie du village, il fut arrêté par une escouade de gardes civiques (somatens) qui lui demandèrent ses papiers d'identité. Il répondit qu'il n'en avait pas, leur raconta qu'il était pressé de prendre le train, pour aller rejoindre une femme, et fit appel à la galanterie espagnole. Mais l'un d'eux, qui était un de ses camarades d'enfance, le reconnut et lui dit : « Tu es le petit Ferrer. » On lui attacha les mains et on le conduisit à la mairie où il passa tout le reste de la nuit à discuter politique avec ses gardiens.

Le lendemain, il fut mis en présence du gouverneur civil, qui le reçut poliment, mais lui dit qu'il était cherché par la police pour avoir pris part aux troubles de Barcelone. Il fut déshabillé, et tout son corps soigneusement examiné. Si on avait trouvé sur lui quelques traces de blessures faites récemment par des armes à feu, il aurait certainement été fusillé immédiatement. On se contenta de lui enlever ses vêtements pour lui en donner d'autres usagés et ridiculement trop petits. Ensuite, on l'incarcéra, comme deux ans auparavant, à la prison Model, mais

cette fois dans une cellule peuplée de rats, sans eau pour se laver; on ne lui en donna que le sixième jour et, trois semaines après, du linge propre. Le 1^{er} octobre il reçut une brosse à dents et fut placé dans une cellule plus confortable. Le 9 octobre, Ferrer comparut devant un Conseil de guerre parce que les émeutes dans lesquelles il était impliqué avaient soi-disant une origine militaire.

Les deux gardes civiques qui l'avaient arrêté reçurent en récompense un équipement complet... et la croix de chevalier d'Isabelle; le seréno qui l'avait laissé passer, mais ensuite signalé aux somatens, eut 3.000 pesetas et la médaille d'Isabelle la Catholique.

D'après la législation espagnole, la procédure des Conseils de guerre se divise en trois parties : le Sumario, le Plenario et la Vista publica.

Le Sumario est l'instruction du procès; le Plenario, une séance au cours de laquelle l'accusé a la faculté de contre-interroger les témoins à charge et de les récuser. La Vista publica est le procès public. Le conseil de guerre est composé d'un colonel président et de six capitaines, assistés par un officier instructeur. La sentence est rédigée après une délibération secrète et portée au capitaine général de la province dans laquelle s'est tenu le conseil de guerre. Il l'approuve et peut y ajouter quelques considérations personnelles. Elle est ensuite communiquée à l'accusé.

Dans le procès de Ferrer il y eut d'abord deux

graves irrégularités. La première, pendant le Plenario. L'instruction fut close le premier octobre, avant que le juge commandant Valério Raso n'eût reçu les témoignages de Soledad de Villafranca et de José Ferrer, internés à Terruel, prévenus au dernier moment et obligés de confier leurs dépositions à une administration postale soumise aux prescriptions secrètes du gouvernement. Il ne fut donc pas fait état dans le procès de ces témoignages importants.

Seconde irrégularité : la séance de Plenario fut escamotée. Ferrer ne connut les témoignages à sa charge que par son avocat, trois jours avant la Vista publica. Ainsi procédaient les tribunaux du Saint-Office, mais on aurait pu croire que depuis un siècle l'Inquisition avait achevé sa carrière en Espagne. Cependant, Ferrer eut le droit de se choisir un avocat, mais sur une liste d'officiers dont il ne connaissait aucun. Au hasard, il s'arrêta sur un nom parce qu'il était semblable au sien. Le capitaine Francesco Galera Ferrer était un ardent catholique, mais son client avait le don de persuasion. On a dit que Ferrer l'avait converti à ses idées et qu'il le défendit avec sincérité. En tous cas, il y mit une chaleur qui aurait fait acquitter l'accusé, si le conseil de guerre n'avait pas été résolu d'avance à le condamner.

La Vista publica s'ouvrit le 5 octobre à 8 heures du matin. Ferrer, introduit dans la salle, salua les juges et s'excusa, avant de s'asseoir sur le fauteuil qui lui était réservé sur l'estrade, à gauche du Conseil et

près de son défenseur, de comparaître dans la défroque ridicule dont on l'avait affublé après son arrestation. Le fiscal don Jésus Marino Ravalos, capitaine du régiment d'infanterie de Vergera, commença aussitôt son réquisitoire en déclarant qu'il s'appuierait sur l'article 344 du Code pénal qui dit que « seront considérés comme rebelles ceux qui se mettront publiquement en rébellion contre le gouvernement pour un des motifs suivants :

« 1^o Détrôner le roi, déposer le régent ou la régente du royaume, les priver de leur liberté ou les obliger à commettre un acte contraire à leur volonté;

« 2^o Entraver la liberté des élections;

« 3^o Dissoudre les Cortès ou empêcher leurs délibérations;

« 4^o Soustraire le royaume, ou une partie du royaume, ou une partie de la force armée, à l'obéissance de ce gouvernement;

« 5^o S'efforcer d'enlever aux ministres de la Couronne leurs facultés constitutionnelles ou en empêcher l'exercice;

« 6^o Proférer le cri antimonarchique de « Vive la République ! »

Or, le dessein d'empêcher les troupes de s'embarquer pour Mélila constituait un crime, au premier chef d'après les articles 4 et 5; le cri de « Vive la République ! », tombait sous le coup des articles 6 et 1, parce qu'il manifeste la volonté d'obliger le roi à faire un acte contraire à sa volonté en abandonnant le trône.

Le fiscal fit ensuite la biographie de Ferrer en insistant sur tous les traits qui pouvaient déconsidérer sa personnalité morale et renforcer l'accusation qui pesait sur lui. Il lui reprocha ses écarts extra-conjugaux, l'accusa d'avoir circonvenu Mlle Meunier pour capter son héritage et l'attaqua sur sa vie politique antérieure au procès, particulièrement son intimité avec le grand républicain Lerroux, maintenant ministre des Affaires étrangères. Sur une liste trouvée à Prémia de trois cents combattants prêts à donner leur vie pour la révolution et sous des chiffres, il prétendit que Ferrer s'était dissimulé sous le chiffre « zéro » pour ne pas se compromettre. Il fit encore état d'une parole que Ferrer avait prononcée plusieurs fois en réunions publiques : « Avant de faire la révolution, il faut faire des révolutionnaires, et c'est dans ce but que j'ai créé l'Ecole Moderne. »

De plus, le manifeste suivant avait été saisi au Mas Germinal :

« Nous sommes complètement convaincus qu'à l'heure même où tomberont les têtes des membres de la famille royale et celles des ministres, la panique sera telle que nos amis pourront s'emparer sans combat des établissements publics et organiser les comités révolutionnaires. Et vous, vous aurez la gloire d'être les premiers vainqueurs ou de mourir les premiers pour notre cause, d'une mort cent fois plus honorable qu'une vie sous la pression honteuse d'une bande de brigands conduits par une femme étrangère

et soutenus par des prêtres et des exploiters. Haut les cœurs, vaillants fils du Cid, n'oubliez pas que c'est du sang espagnol que vous avez dans les veines ! Vive la Révolution, vive l'anarchie ! »

Or, ce manifeste datait de 1890 et n'était qu'un brouillon. Le fiscal déclara encore avoir passé plusieurs nuits à déchiffrer cette circulaire adressée soi-disant par Ferrer à ses affiliés :

« Envoyez plusieurs amis avec ou sans moyens de dépenses, capables de voyager avec des provisions pour un, deux ou trois jours. »

Ce qu'il traduisit avec une méthode rigoureuse :
Envoyez plusieurs amis avec ou sans armes, capables de payer leur voyage à Madrid avec des provisions de dynamite pour un, deux ou trois jours d'émeute. »

Le fiscal venant enfin aux faits de la cause, exposa au conseil de guerre le récit des journées sanglantes en s'appuyant sur le témoignage des témoins à charge, les seuls convoqués. Il fut d'ailleurs dès lors évident que tout le procès reposait sur la responsabilité morale de Ferrer dans les troubles de Barcelone.

En relatant les dépositions des témoins, signalons les motifs qu'il y a d'infirmier leurs témoignages :

1^o Des soldats affirment avoir vu et reconnu le 19 juillet sur la plaza Antonio Lopez, Ferrer arrêté devant une affiche du gouvernement qui décrétait la ville en état de siège, et la commentait, dans un groupe.

Or, les dits soldats varièrent sur la description de Ferrer, ne purent donner son signalement et cependant

prétendirent le reconnaître dans la cour de la prison au milieu d'un groupe d'autres prisonniers. N'avaient-ils pas été prévenus par la police du costume ridicule dont il serait accoutré ?

2° N'ayant pu prendre le train, le soir, pour Mongat, après avoir dîné à l'hôtel International, Ferrer s'assit à la terrasse du café Royal et vit passer un jeune homme qu'il connaissait, nommé Calderon, garçon coiffeur à Mesnou et secrétaire du comité républicain. Ferrer l'appela, l'invita à prendre une boisson glacée et ensuite s'en fut avec lui au bureau du journal de Lerroux (*El Progreso*). Ils rencontrèrent les nommés Iglesias et Moreno, sur la calle de la Princesa. D'après ces faux amis, Ferrer aurait refusé de signer une demande au roi pour arrêter les embarquements de troupes destinées au Maroc et il leur aurait dit :

« Laissons-les s'enfermer et faire la révolution en essayant d'appliquer les poucettes au peuple. »

Ces témoignages, donnés sitôt après l'échec du mouvement révolutionnaire, par trois républicains en surveillance de police, ne sont-ils pas suspects ?

3° Le 20 juillet, bien que Ferrer ait affirmé avoir passé la journée à Prémia, un journaliste catholique, don Francesco Colldefons, déposa l'avoir vu sur les Ramblas à la tête d'un groupe d'émeutiers. Mais il avoue qu'il ne le connaissait que par ses photographies et cependant le reconnut dans la cour de la pri-

son, grotesquement affublé des vêtements d'emprunt qui le signalaient à l'attention.

N'est-il pas invraisemblable, si Ferrer est venu dans l'après-midi à Barcelone, qu'il n'ait été rencontré que par le témoin Coldefons ?

4^o Le 21, Ferrer se fit raser chez le barbier de Mesnou. Là, il convoqua le nommé Larch, président du comité républicain. Il lui aurait proposé de proclamer la république à la mairie et d'exciter le peuple à brûler le couvent des franciscains de Mesnou. Larch lui aurait répliqué « qu'il ne lui semblait pas qu'en procédant ainsi il servirait la cause républicaine », à quoi Ferrer aurait répondu qu'« il ne cherchait pas la république mais la révolution ». Cependant, Larch l'accompagna jusqu'à Prémia où il aurait fait à l'alcaide les mêmes propositions, sans plus de succès. En revenant à Mesnou, ils rencontrèrent un groupe de jeunes gens qui revenaient de Barcelone. Ils dirent que tout allait bien là-bas et Ferrer aurait renchéri en disant : « Bravo, courage ! Tout doit être détruit. »

Il faut noter que tous ces témoins très suspects avaient été arrêtés, puis relâchés après les troubles de Barcelone, et que deux d'entre eux quittèrent l'Espagne avec de l'argent fourni par l'organisation ultra-catholique de la défense sociale.

5^o Enfin, il est avéré que le document saisi chez Ferrer, tapé à la machine et retouché par lui datait de 1907. Il n'avait donc aucun rapport avec les troubles de Barcelone. De plus, l'expertise démontra que les

mots « Vive l'anarchie » avaient été recouverts à l'encre par les mots « Vive la dynamite » et que cette retouche n'était pas de la main de Ferrer.

Mais l'accusé était condamné d'avance. Le procès commencé à 8 heures fut terminé le jour même dans l'après-midi.

Le lendemain, l'auditeur écrivit son *dictamen* de sept mille cinq cents mots et le surlendemain le remit au capitaine général de Catalogne. A 3 heures du matin, le 11 octobre, Ferrer, qui avait été transporté dans la forteresse de Montjuich, fut appelé dans le bureau du gouverneur, et le juge d'instruction, capitaine Valério Rosa, lui lut sa condamnation à mort. Il l'entendit avec le plus grand calme et la contre-signa. Pendant les quelques jours qu'il passa à Montjuich, il écrivit un chapitre de maximes sur l'éducation, destiné à Soledad de Villafranca. Il était d'ailleurs enfermé dans une chambre claire et ensoleillée d'où il écrivait à son ami William Portal, de Liverpool :

« Vraiment, mon cher ami, il ne m'est pas possible de penser à la mort par ce brillant matin de soleil. Je ne puis songer qu'à nous, aux heures délicieuses que j'ai passées avec vous à Morgat, aux livres que j'ai fait éditer pour l'Ecole Moderne, et à l'impulsion nouvelle que j'ai donnée à la grande cause de l'éducation nationale... Mais, mon cher ami, voici que le capitaine Rosa m'interrompt pour m'annoncer que je dois être mis ce soir en chapelle et... ensuite ? Dans

ma lettre d'hier je vous ai déjà dit adieu, je vous aime autant que vous m'aimez. »

Sa dernière lettre à Soledad de Villafranca se termine de la même façon :

« Je ne peux pas continuer à t'écrire. On vient me chercher pour me tuer. »

La petite chapelle de la forteresse de Montjuich était toute tendue de noir. Sur l'autel il y avait une statue de la Vierge, entourée de chandeliers voilés de crêpe. Quand il arriva dans cette chapelle où il devait passer la nuit, Ferrer demanda qu'on enlevât la statue et les chandeliers, mais sans succès bien entendu. Toute la nuit il fut harcelé par des moines qui voulaient l'obliger à se confesser. Il commença à les repousser doucement puis s'impatienta. Enfin ils le laissèrent tranquille et il passa la nuit à se promener de long en large dans la chapelle et à dicter à un notaire un long testament commençant ainsi :

« Je désire que mes amis parlent de moi le moins possible ou même pas du tout, parce qu'en faisant trop d'éloges d'un homme on en fait une idole, ce qui est nuisible à l'avenir de l'humanité. »

Il laissa 6.000 francs à chacune de ses filles ; à Soledad de Villafranca, cent actions de la Compagnie foncière Fomento del Obras y Construcciones et le mobilier du Mas Germinal. A son ami Portal il légua sa maison de la rue des Petites-Ecuries, six cents actions du Fomento et quatre cents de la Société catalane de Crédit

pour qu'il continuât son œuvre d'éducation et de propagande. Le reste, à son frère José.

A 7 heures du matin, son défenseur vint le voir et resta avec lui jusqu'à 7 heures $\frac{1}{2}$. Le capitaine Valéra entra alors dans la chapelle et le prévint qu'un détachement d'infanterie l'attendait pour le conduire au supplice. Il fut mené dans les fossés de la forteresse, près du bastion Sainte-Eulalie. Conservant toute sa sérénité, il demanda seulement à ne pas être obligé de mourir agenouillé. Il l'obtint mais dut souffrir qu'on lui bandât les yeux parce que, d'après le Code espagnol, les traîtres ne doivent pas voir leurs exécuteurs. Il dit aux soldats :

« Tirez bien, mes enfants, ce n'est pas de votre faute. Vive l'Ecole Moderne ! »

Suivant la loi, son corps resta toute la journée exposé sur le terrain et ne fut jeté que le soir dans la fosse commune du cimetière.

Trois jours après, les Cortès se réunirent et le ministère Maura La Cierva tomba sous les attaques des libéraux. Il est certain que la date du procès de Ferrer fut avancée de peur que la chute prévue du ministère ne le sauvât.

L'exécution de Ferrer suscita dans toute l'Europe une grande émotion ; à Paris, des manifestations violentes contre l'ambassade d'Espagne faillirent amener des complications diplomatiques. Un comité fut formé sous la présidence de MM. Séailles, professeur à la Faculté des lettres, Monod, professeur de théo-

logie, et appuyé par un grand nombre d'intellectuels français, pour demander la révision du procès de Francesco Ferrer.

Le roi Alphonse XIII leur envoya cette réponse autographe :

« Il serait souhaitable que l'étranger épargnât aux nations qu'il connaît imparfaitement ses critiques et ses conseils. Vous avez eu chez vous l'affaire Dreyfus, nous en sommes-nous mêlés ? Non, n'est-ce pas. Les critiques françaises m'ont attristé plus qu'aucune autre, car j'aime votre pays et ne puis oublier que c'est en France que j'ai fait mes premières armes de souverain à côté du vénérable chef d'Etat que j'ai eu le regret d'exposer au feu avec moi. »

En évoquant l'affaire Dreyfus, Alphonse XIII qualifiait le procès Ferrer. Cependant, s'il est désormais certain que le conseil de guerre fut réuni pour condamner et non juger, il faut bien reconnaître que, sans avoir pris de participation active aux troubles de Barcelone, Ferrer entretenait par l'Ecole Moderne et ses soixante-dix succursales un état d'esprit qu'un gouvernement monarchique ne pouvait tolérer. Un siècle auparavant, on se serait débarrassé de lui par « gentille industrie », et ainsi aurait été épargné à l'honneur de l'Espagne monarchique la tache que lui imprima le procès inique de Francesco Ferrer.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRINCIPALES

- LLORENTE. — *Annales de l'Inquisition.*
- LEA. — *A History of the Inquisition of Spain.*
- AMADOR DE LOS RIOS. — *Histoire des Juifs d'Espagne.*
- DE MOLENES. — *Documents inédits sur le Meurtre de l'Infant de la Guardia.*
- FABREGUER. — *Proceso del Obispo de Zamora* (Causas celebres historicas).
- PEDRO DE ALCOVER. — *La Révolte des Comuneros* (Traduit par Ternaux).
- ANTONIO VILLA. — *Juana-la-Loca.*
- BÜDINGER. — *Haft und Tod von don Carlos.*
- RENTE. — *Philippe et don Carlos devant l'Histoire.*
- GACHARD. — *Don Carlos et Philippe II.*
- MIGNET. — *Antonio Pères et Philippe II.*
- PIDAL. — *Antonio Pères et Philippe II.*
- ANTONIO PÉRÈS. — *Relaciones.*
- MURO. — *La Princesse d'Eboli.*
- Relation manuscrite du procès d'Antonio Pères* (Bibliothèque Nationale) :
- FABREGUER. — *Proceso del Pastelero de Madrigal* (Causas celebres y historicas).

HUME. — *The Court of Philippe IV.*

XXX. — *Caduta del conde de Olivares.*

Relation manuscrite du scandale dans le couvent de St-Placide
(Archives de Simancas).

BALAGUER. — *Histoire de Catalogne.*

DON JUAN CORTADA. — *Proceso de Juan Sala y Serralonga.*

D'AUVERGN-. — *The Queen's Favourite.*

DE TORENO. — *Histoire de la Révolution d'Espagne.*

GODOY. — *Mémoires.*

SIMARRO. — *Proceso de Francesco Ferrer.*

WILLIAM ARCHER. — *The Life, Trial and Death of Francesco*
Ferrer.

Pièces et actes officiels du procès de Ferrer (Journaux de
l'époque).

Relations des Ambassadeurs (Archives des Affaires Etrangères).

TABLE DES MATIERES

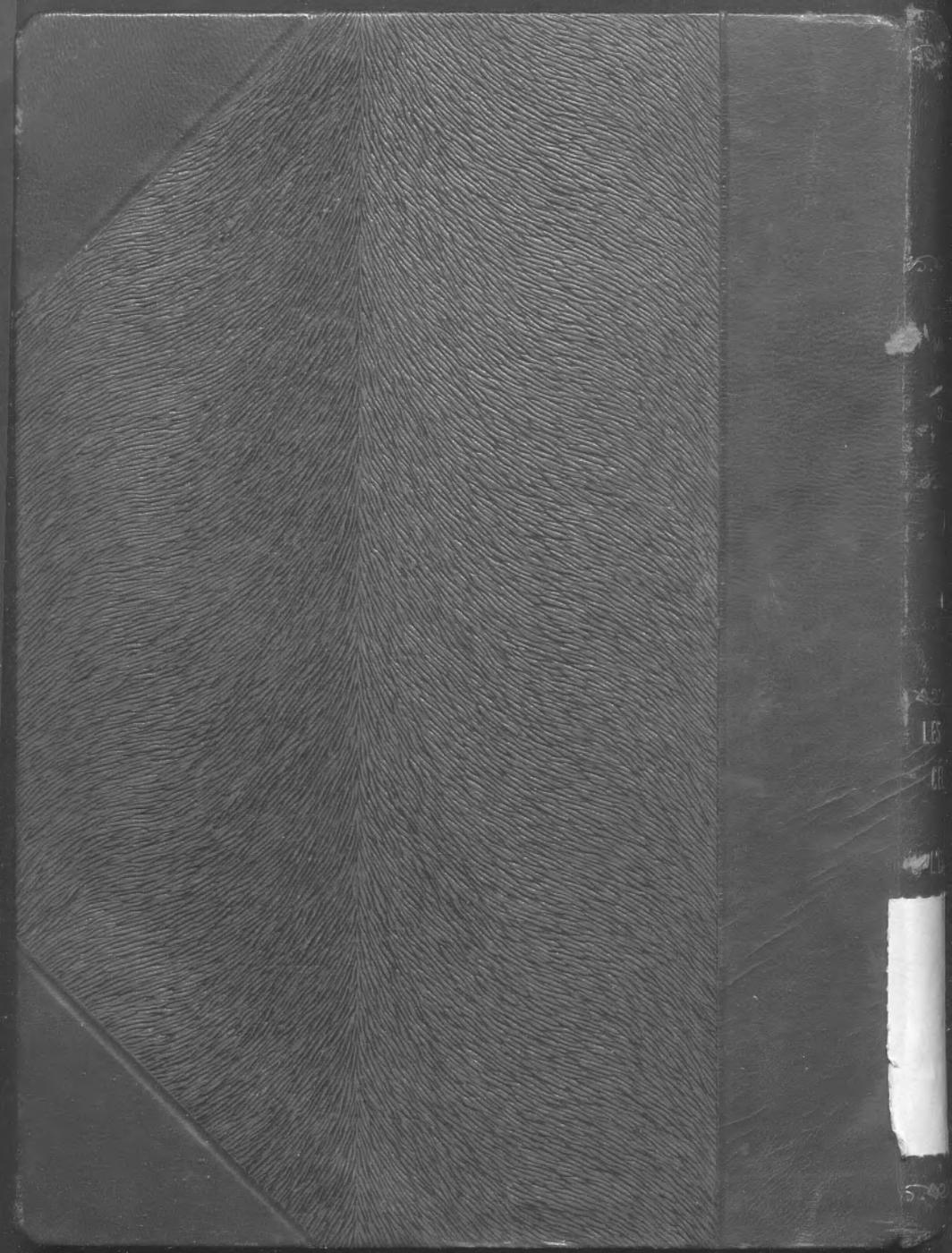
Avant-propos	5
Les Procès d'Inquisition	7
L'Evêque de Zamora	41
Le procès de don Carlos, Prince des Asturies	64
Le Pâtissier de Madrigal	95
Le procès d'Antonio Pêrés	113
Le procès de Juan Sala y Serralonga	153
Le couvent de Saint-Placide	176
Le procès de l'Escorial	192
Le procès de Francesco Ferrer	226

TABLE DES GRAVURES

Fragment d'un autodafé. Lecture des sentences	16
Un autodafé à Valladolid, XVII ^e siècle	17
Le Quemadero	32
Jeanne la Folle, reine de Castille	33
Vue de Tolède	80
Charles-Quint	81
Philippe II	96
Don Carlos, Prince des Asturies	97
Antonio Pêrés, secrétaire d'Etat de Philippe II	144
Vue du monastère de l'Escorial	145
Philippe IV	160
Ferdinand, Prince des Asturies, 1808	161
Charles IV et Marie-Louise	208
Emmanuel Godoy, Prince de la Paix	209
Le palais royal de Madrid, vu des bords du Manzanarès .	224
Francesco Ferrer, 1907	225









MAURICE

SOULIÉ



LES PROCÈS

CÉLÈBRES

DE

L'ESPAGNE



G 300679